

Mémoire de recherche de Magistère 3

Présenté par Cau Florence

Membres du jury :

Corinne Larrue, Maître de Conférences, Aménagement et urbanisme

Jean-Paul Carrière, Maître de Conférences, Aménagement et urbanisme

Les associations de promotion de l'éco-construction :
facteur de changement des pratiques énergétiques dans
l'habitat ?

Année 2003-2004



Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement



UNIV. TOURS EPU DA CESA



D 251 002886 8

REMERCIEMENTS

A Mme Corinne LARRUE, qui a encadré la rédaction de ce mémoire,

A M. Jean-Paul CARRIERE, deuxième jury de ce mémoire,

A M. Bernard BURON, qui a encadré la rédaction du second mémoire,

A M. Hervé BAPTISTE et M. René PARENTEAU qui ont fait part de leur avis critique et pertinent sur le sujet et l'orientation de ce travail,

Aux associations Habitats et Energies Naturels et Ecocentre du Périgord, qui ont accepté de me recevoir et de répondre à mes questions,

A tous les membres associatifs qui ont pris le temps de répondre à l'enquête menée dans le cadre de ce mémoire,

Je tiens à remercier chaleureusement toutes ces personnes pour m'avoir appuyée dans cette démarche de recherche.



SOMMAIRE

<u>REMERCIEMENTS</u>	p.1
<u>INTRODUCTION</u> : l'énergie, une problématique environnementale cruciale et le point de départ de ce travail.....	p.5
<u>PREMIERE PARTIE</u> : les enjeux environnementaux de la question énergétique, état des lieux et perspectives.....	p.9
<u>I. L'effet de serre : un problème mondial pour une mobilisation internationale</u>	p.10
1. <u>Chronologie d'une prise de conscience collective</u>	p.10
- Genèse de la connaissance scientifique du problème	
- L'émergence d'une mobilisation internationale	
- La convention de Rio et ses suites : un tournant	
- Le deuxième volet de l'engagement international : le Protocole de Kyoto	
2. <u>Contexte européen de la lutte contre l'effet de serre et de la politique énergétique</u>	p.15
- Conséquences des accords internationaux	
- Les mesures de mise en œuvre de ces accords	
- Le marché européen de l'énergie à l'heure actuelle	
<u>II. La situation énergétique française face à l'effet de serre</u>	p.19
1. <u>La politique énergétique française depuis 1950</u>	p.19
- 1945-1973 : une consommation énergétique croissante évoluant vers la dépendance	
- Les années 1970 : la France face à la crise de l'énergie	
- La situation énergétique actuelle	
2. <u>Les acteurs du secteur énergétique en France et l'engagement en matière de lutte contre l'effet de serre</u>	p.24
- Les structures décisionnaires	
- Les acteurs locaux	
- La mise en œuvre des accords internationaux : de nouvelles structures et de nouveaux outils	
3. <u>Bilan des réductions des émissions de GES ces trente dernières années</u>	p.29
- Des réussites dans le secteur industriel avant tout	
- Une situation toujours problématique dans les autres secteurs	
- Le point de vue des consommateurs	
4. <u>Etat des lieux des énergies renouvelables en France</u>	p.32
- L'éolien	
- L'hydraulique	
- L'énergie solaire photovoltaïque	

- L'énergie solaire thermique
- Le bois-énergie
- Le bio-gaz
- Les bio-carburants
- L'énergie marémotrice

Conclusion générale de la première partie.....p.36

DEUXIEME PARTIE : action associative et énergie, définition du sujet et mise en place de données.....p.37

I. Une réponse possible à la problématique de l'énergie : la promotion d'un habitat écologique.....p.38

1. La thématique du mémoire : l'éco-construction.....p.38

- Définition du terme d'éco-construction
- L'architecture
- L'aspect sanitaire
- Economie et production d'énergie

2. Caractéristiques du secteur associatif : un acteur potentiel dans la promotion de l'éco-construction ?.....p.43

- La naissance d'une sensibilité écologiste
- L'évolution de l'action environnementale
- L'évolution d'un mode de pensée

3. L'action associative de promotion de l'éco-construction : problématique et hypothèse de travail.....p.53

- Définition de la problématique de recherche
- Hypothèses de travail
- Méthode d'analyse de l'action associative

TROISIEME PARTIE : analyse des modes d'action associative dans le domaine de l'éco-construction et conclusions.....p.58

I. Analyse de cas : définition des enjeux du travail associatif.....p.59

1. L'écocentre du Périgord.....p.59

- Naissance de l'association
- Le montage du projet
- L'activité de l'association après montage du projet
- Type de public
- Relations avec les pouvoirs publics
- Relations avec le secteur entrepreneurial
- Relations avec les autres associations
- Analyse de l'activité de l'écocentre : quelles pistes de travail ?

<u>2. Habitat et Energies Naturels</u>	p.66
- Naissance d'HEN	
- Montage du projet et activités	
- Relations avec les pouvoirs publics	
- Relations avec le secteur entrepreneurial	
- Relations avec les autres associations	
- Analyse de l'activité d'HEN	

II. Résultats de l'enquête : analyse de la capacité de réponse des associations aux enjeux énergétiques liés à l'habitat.....p.72

<u>1. Présentation de la démarche de l'enquête et de ses résultats</u>	p.72
<u>2. Panorama des outils de promotion de l'éco-construction</u>	p.74
- L'information et la sensibilisation	
- La formation	
- L'expérimentation	
- Le conseil	
- Mise en réseau	
- L'expression d'une démarche ascendante	
<u>3. Typologie des associations sondées</u>	p.82
- Les associations de sensibilisation et de conseil en lien indirect avec l'éco-construction	
- Les « associations-vitrines »	
- Les associations d'entraide entre particuliers	
- Les associations de développement des techniques liées à l'éco-construction	
- Conclusions de la typologie : un réel transcodage du savoir par les associations	
<u>4. Associations et pouvoirs publics : quelques observations</u>	p.82

CONCLUSION GENERALE.....p.102

BIBLIOGRAPHIE.....p.106

ANNEXES.....p.108

L'énergie : une problématique environnementale cruciale et le point de départ de ce travail

Le travail de recherche que nous devons effectuer cette année nous offre la possibilité et la liberté d'approfondir un thème de notre choix. Ainsi, je me suis rapidement orientée vers la thématique de l'énergie, qui me semble concentrer des enjeux aussi cruciaux que diversifiés.

En effet, il est désormais acquis qu'il existe une corrélation entre émissions de gaz à effet de serre (ou GES*) et réchauffement planétaire : la consommation que nous faisons de l'énergie et ses sources de production sont ainsi directement pointées du doigt et incriminées dans ce qui constitue un des problèmes environnementaux majeurs de notre époque.

A ce sujet, quelques chiffres et données permettent de donner un aperçu de l'ampleur du problème. Tout d'abord, la concentration de carbone dans l'atmosphère a augmenté de 30% de l'ère préindustrielle à nos jours, avec l'utilisation d'énergies fossiles (charbon, pétrole, fioul...) : 6 milliards de tonnes de carbone sont ainsi rejetés chaque année, de même que de nombreux autres éléments polluants. Ces rejets posent depuis plusieurs décennies un problème grave, à savoir une accentuation du phénomène de l'effet de serre, qui conduit à une augmentation progressive de la température terrestre. Ainsi, cette température a augmenté de 0,6 °C durant le siècle dernier, et l'année 1998 a connu le record de température du globe depuis 150 ans (les relevés météorologiques existant depuis 1860). Le GIEC, Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (instance composée d'experts créée en 1988 par l'Organisation Mondiale Météorologique), prévoit à ce sujet une augmentation de 1 à 2°C d'ici 2060.

En premier lieu, il convient de noter que l'essentiel des émissions de GES provient des pays développés, à travers les secteurs de l'industrie, des transports et du résidentiel-tertiaire. Ces pays, dont la France, sont donc concernés en premier lieu par la nécessité de réduire leurs émissions. Ainsi, depuis une décennie environ, des traités internationaux visent à encadrer cette

* GES : abréviation couramment utilisée dans de nombreux rapports et articles, reprise également au sein de ce mémoire.

nécessaire lutte contre l'effet de serre et les changements climatiques, en fixant des objectifs de réduction des émissions de GES. De tels accords constituent un point de départ indispensable, mais dont les objectifs ne peuvent être à la hauteur du problème auquel ils se confrontent, et ce au regard des conclusions des structures internationales mêmes qui sont à l'origine de cette mobilisation.

Malgré tout, ils amorcent la mise en oeuvre de mesures permettant de réduire les émissions, notamment en Europe dont les objectifs appartiennent désormais au droit communautaire. Ces mesures consistent essentiellement en une sensibilisation aux économies d'énergie ainsi qu'en un développement des filières de production d'énergies renouvelables.

Or, il apparaît que la France présente un retard dans cette démarche globale, que justifie l'exception française du nucléaire notamment, qui ne possède pas les caractéristiques d'être renouvelable et propre. Ce mémoire part donc du constat de l'implication encore insuffisante de la France dans une stratégie EFENSER* (Efficacité Energétique et Systèmes d'Energies Renouvelables), ce qui peut la pénaliser dans ses objectifs de réduction de GES à plus long terme et la conforte dans une implication nucléaire fortement contestée.

Aussi, ce mémoire aborde plus précisément un thème parmi d'autres au sein de cette vaste problématique de l'énergie, à savoir le résidentiel-tertiaire, soit le secteur des bâtiments (à titre d'habitat ou de lieu d'activité). Ce thème semble en effet cristalliser de nombreuses problématiques liées à l'énergie : le résidentiel-tertiaire constitue avec les transports un secteur émettant de grandes quantités de GES et consommant de l'électricité en grande quantité. Ce secteur a trait à la population et à ses choix en matière de construction, aussi est-il nécessaire de sensibiliser aux différentes pratiques permettant d'économiser voire de produire de l'énergie renouvelable. Or, ce travail fait l'objet d'un manque d'investissement de la part des pouvoirs publics : aujourd'hui, les conséquences d'une telle orientation se font sentir, à la suite de nombreuses études mettant en évidence la part de consommation d'énergie donc d'émissions de GES provenant des particuliers.

Le rôle de la population apparaît donc comme un des enjeux majeurs pour une mobilisation nationale en faveur de l'EFENSER et un changement des pratiques liées à la

* L'EFENSER est un raccourci permettant de désigner une démarche globale liée à l'énergie et que l'on retrouve dans des rapports officiels : aussi, le terme est repris dans ce mémoire.

consommation d'énergie est devenu nécessaire. Des sondages d'opinion mettent d'ailleurs en évidence la sensibilité grandissante de la population française à cet enjeu et l'émergence d'une volonté de s'impliquer au quotidien en faveur d'une évolution de la consommation d'énergie, parallèlement à une ignorance des procédés que cette démarche implique.

Ce mémoire aborde donc la question du résidentiel-tertiaire, l'habitat en premier lieu, à travers les différentes pratiques permettant d'optimiser la consommation, à travers sa maîtrise et la possible production personnelle de source renouvelable. Une telle démarche est qualifiée dans les milieux spécialisés ou informés d'éco-construction : c'est cet ensemble de pratiques visant à limiter l'impact environnemental des pratiques liées à la construction, notamment en termes de consommation énergétique, qui est ici analysé.

D'autre part, cette recherche s'intéresse aux actions associatives liées à l'éco-construction. En effet, plusieurs recherches ont mis en évidence la capacité des milieux associatifs en général à se mobiliser à l'avant-garde des pouvoirs publics sur des problématiques environnementales, voire à pallier certains manques des politiques publiques, notamment en termes de sensibilisation des particuliers et d'implication locale : cette mobilisation témoigne ainsi d'une faculté à diffuser l'information en cohérence avec les besoins locaux tout en défendant une démarche globale, faculté que les politiques publiques peinent à mettre en oeuvre.

Cela semble être le cas concernant la démarche de l'éco-construction : de nombreuses pratiques allant dans le sens de l'EFENSER appliquée à l'habitat, peu connues ou peu reconnues, font l'objet d'un travail de promotion de la part du secteur associatif. Or, ce travail associatif en particulier n'a fait l'objet d'aucune recherche. Il est donc au centre de ce mémoire : il s'agit de s'appuyer sur les recherches existantes portant sur les associations environnementalistes en général pour déterminer si dans le secteur plus spécifique de l'éco-construction, on observe le même processus d'une démarche ascendante et cohérente.

Pour cela, la recherche s'opérera en deux temps. Tout d'abord, des entretiens seront menés avec les membres de quelques associations, afin de mettre en évidence les besoins des particuliers pour un investissement dans une démarche d'éco-construction, ce qui permettra de vérifier le décalage entre les outils de l'action publique et les besoins locaux. De plus, cette partie fournira un premier aperçu suffisamment concret pour être pertinent des moyens adoptés par les associations pour diffuser la démarche d'éco-construction.

Puis, un travail d'enquête postale auprès d'un plus grand nombre d'associations et portant plus spécifiquement sur leur action permettra de tirer des conclusions à plus grande échelle sur la faculté du secteur associatif à se positionner comme un acteur local de l'éco-construction et à adopter des méthodes de travail qui répondent aux besoins des particuliers.

Cette méthodologie nous amènera à vérifier ou non l'hypothèse selon laquelle on observe dans le milieu associatif lié à l'éco-construction une évolution similaire à celle déjà observée dans le domaine de la protection des milieux et espèces naturels. Ces conclusions permettront également de lancer des pistes de réflexion quant au positionnement de ce secteur associatif dans le tissu des acteurs liés à la construction, plus précisément face aux pouvoirs publics, ce qui constitue un autre aspect de la problématique qui n'est pas au centre de ce travail mais en fait partie, le travail associatif se définissant en partie par le contraste avec l'action publique.

La présente recherche s'attache ainsi à une dynamique particulière en faveur de la lutte contre l'effet de serre et pour des pratiques énergétique allant dans le sens d'une préservation de l'environnement : elle vise donc à mettre en valeur l'engagement d'un secteur en faveur de l'environnement et le fait que si cet engagement trouve des limites et des dysfonctionnements, il a le mérite d'exister et de tirer la population vers l'adoption de nouvelles pratiques. Au-delà de l'évocation des graves problèmes découlant de la question énergétique, c'est sur ce dynamisme qu'il convient d'insister et de s'appuyer désormais.

PREMIERE PARTIE :

LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DE LA
QUESTION ENERGETIQUE,
ETAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES

I. L'effet de serre : un problème mondial pour une mobilisation internationale

1. Chronologie d'une prise de conscience collective*

Face au problème de l'effet de serre, les autorités internationales se mobilisent peu à peu, au fur et à mesure de la mise en évidence du rôle de l'homme dans ce phénomène. Une présentation de l'évolution de cette mobilisation est donc nécessaire, en ce qu'elle conditionne la politique énergétique mondiale, européenne et en dernier lieu française. Il paraît donc important de ne pas faire l'économie d'une telle présentation avant de définir plus précisément le contexte français et ses possibilités d'action en matière d'énergie. En effet, cette partie donnera corps à la présentation du contexte français, permettant de relativiser certaines critiques qui paraîtraient sans cela impartiales. De plus, l'ensemble de cette synthèse de la mobilisation des pouvoirs publics internationaux et nationaux permettra de mettre en relief leurs grandes orientations, à partir desquelles se définit en grande partie l'action associative.

- Genèse de la connaissance scientifique du problème

C'est en 1827 que l'effet de serre est décrit pour la première fois : Jean-Baptiste Fourier explique ainsi son rôle dans le réchauffement climatique, en tant que phénomène naturel. Un demi-siècle plus tard, en 1873, les instances internationales fondent à Vienne l'OMM (Organisation Météorologique Mondiale) : les services nationaux mettent en place des systèmes d'observation standardisés des données climatiques, notamment pour un suivi constant des températures.

Il faudra attendre vingt ans encore pour que soit avancée l'hypothèse d'une influence de l'homme sur le processus d'effet de serre. Fort de l'ensemble des données climatiques internationales, le chimiste suédois Arrhénius suggère que les émissions de CO₂ issues des activités humaines, en renforçant l'effet de serre, pourraient entraîner une hausse de la température moyenne de la terre.

* cf *Environnement magazine*, hors-série effet de serre, voir bibliographie

Plus tard, en 1957, cette thèse est relancée par le scientifique américain Plass, qui évoque à nouveau la possible responsabilité de l'homme dans un changement climatique désormais admis. Des mesures systématiques de CO₂ démarrent donc à Hawaï et en Alaska. Dix ans plus tard, deux scientifiques corroborent cette thèse et la prolongent en prédisant un doublement de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère d'ici le XXI^e siècle, qui entraînerait une augmentation de la température moyenne d'environ 2,5°C. C'est la première fois depuis le début de l'ère industrielle que le phénomène d'augmentation de l'effet de serre est suffisamment décrit scientifiquement pour prendre la mesure du danger qu'il pourrait représenter.

- L'émergence d'une mobilisation internationale

La mobilisation va alors commencer à prendre forme : en 1979 est organisée à Genève la première conférence mondiale sur le climat, à l'initiative de l'OMM. Cette conférence sera marquée par le lancement d'un programme mondial de recherche, le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement), qui inclue dans sa démarche la problématique de l'effet de serre. Une instance scientifique internationale est également créée, l'ISCU (International Council of Scientific Unions).

De plus, pour un suivi plus spécifique du problème de l'effet de serre, une autre instance est créée en 1988, le GIEC (Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat). Placé sous l'égide du PNUE et de l'OMM, ce groupement a pour fonction de suivre l'évolution des changements climatiques, par une évaluation de l'information scientifique à ce sujet ; il est également chargé de la réflexion sur les mesures de prévention et d'adaptation envisageables.

L'année suivante, la seconde Conférence Internationale sur le Climat a lieu : elle réunit 137 Etats, ainsi que les membres de la Communauté Européenne. Pour la première fois, on assiste à un engagement en faveur de la lutte contre l'effet de serre, à travers la mobilisation des Etats européens, qui déclarent vouloir stabiliser leurs émissions de CO₂ au niveau de 1990 à l'échéance de l'an 2000. Allant dans ce même sens, la déclaration finale de la conférence affirme la nécessité d'une convention internationale sur le changement climatique, afin d'entériner les professions de foi et de donner à la lutte contre l'effet de serre des outils légaux.

- La convention de Rio et ses suites : un tournant

Le Sommet de la Terre organisé à Rio de Janeiro en 1992 est un tournant majeur dans l'histoire des préoccupations environnementales et sociales : on sait qu'y fut consacrée la notion de développement durable qui se veut aujourd'hui un principe d'action largement vulgarisé.

Mais c'est surtout un tournant concernant la lutte pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, c'est à Rio qu'est signée la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques, qui constitue la pièce maîtresse de la mobilisation internationale. En effet, son objectif, détaillé dans l'article 2, est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.

Pour cela, les pays développés (dont les pays de l'UE) et les pays en transition s'engagent à stabiliser leurs émissions d'ici l'an 2000 au niveau des émissions de 1990 : à charge pour eux de répartir les efforts pour atteindre cet objectif. L'autre élément majeur de la Convention est que les pays développés s'engagent également à financer les coûts encourus par les pays en développement pour respecter les objectifs fixés. Un mouvement de reconnaissance mondiale de la lutte contre l'effet de serre est donc amorcé.

Mais dès 1995, lors de la première Conférence des Parties à la Convention Climat à Berlin, la nécessité d'un renforcement des engagements est mise à l'ordre du jour. Les pays développés, qui émettent la majeure partie des gaz à effet de serre, prévoient d'élaborer des politiques et des mesures pour accompagner et approfondir les efforts de limitation et de réduction.

Parallèlement à ce nouvel engagement et comme pour en justifier la pertinence, le GIEC publie quelques mois plus tard son second rapport, qui confirme la responsabilité humaine dans les changements climatiques ainsi que la nécessité d'actions préventives, en vertu du principe de précaution.

Le deuxième volet de l'engagement international : le Protocole de Kyoto

La réponse internationale à l'évolution du climat va s'intensifier : en 1997, lors de la troisième session de la Conférence des Parties à Kyoto, un nouveau document vient renforcer les

objectifs internationaux, le Protocole de Kyoto. En effet, il fixe des objectifs chiffrés de réduction d'émissions pour les pays développés, objectifs pour la première fois juridiquement contraignant. De plus, ces objectifs visent une échéance plus lointaine, à savoir 2010 (le calcul s'effectuant par la moyenne des émissions sur la période 2008-2012): la réduction devra alors être de 5,2 % par rapport au niveau de 1990, grâce à un objectif national pour chaque pays et en insistant sur la nécessité de politiques et de mesures intérieures.

Pour faciliter la mise en œuvre de ces objectifs, trois mécanismes de flexibilité sont mis en place :

- un système de quotas d'émissions échangeables : si un pays réduit ses émissions davantage que ce qui lui est imposé, il pourra revendre des crédits d'émissions à d'autres Etats ;
- la MOC ou Mise en Œuvre Conjointe : elle consiste, pour les acteurs des pays signataires, à développer des projets ensemble puis à se partager les gains d'émissions économisés ;
- le MDP ou Mécanisme de Développement Propre : les pays développés qui investissent dans des projets de réduction de gaz à effet de serre dans des pays en développement se voient attribuer des crédits d'émissions utilisables à partir de 2008.

Depuis, les différentes Conférences des Parties ont visé à approfondir la définition et processus de mise en œuvre du Protocole de Kyoto, à l'instar de la Conférence de Buenos Aires en 1998, au cours de laquelle fut déterminé un calendrier de travail ; de la Conférence de Marrakech, où fut lancée la traduction juridique du processus ainsi que le Mécanisme de Développement Propre ; et de la Conférence de New Delhi, qui adopta des compléments aux accords de Marrakech, notamment le lancement d'un programme de cinq ans d'éducation et de sensibilisation du public au changement climatique.

Enfin, au niveau européen, 2003 compta l'entrée en vigueur de la directive établissant le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'UE, quotas dont l'allocation a été définie par les Etats membres et publiés en mars 2004.

En premier lieu, on se doit de retenir de cette présentation que le processus de lutte contre l'effet de serre est désormais engagé et sera certainement amené à évoluer pour aller vers une plus grande ampleur. Toutefois, si des accords tels que ceux de Rio ou de Kyoto ont le mérite d'exister et d'appeler à une vigilance mondiale concernant l'effet de serre, ils trouvent également leur limite devant l'ampleur des émissions sur lesquelles ils doivent influencer. En effet, le GIEC a établi dans son dernier rapport qu'une réduction de 70 % des GES serait nécessaire pour réellement atteindre l'objectif énoncé à Rio d'éviter toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique : face à un tel constat, la réduction prévue de 5,2 % paraît superficielle. Les pays membres de l'UE ont toutefois déclaré viser une réduction de leurs émissions de 8 % d'ici 2010 et de 50 % d'ici 2050, ce qui reste pour le moment une déclaration d'intention.

D'autre part, la principale limite aux accords de Kyoto découle de la non-ratification par les Etats-Unis, qui représentent à eux seuls 36 % des émissions mondiales de CO₂ ; ils y ont renoncé en 2001 en estimant que cela nuirait à leur croissance. Reste à voir comment sera appliqué ce protocole s'il ne bénéficie pas de l'implication de la première puissance mondiale, qui lui aurait conféré une plus grande reconnaissance en tant qu'enjeu majeur.

Cette introduction à la question de la lutte contre l'effet de serre vise donc à mettre en valeur le décalage qui existe entre la nécessité d'une action rapide et d'ampleur suffisante pour réduire les émissions de GES, et le temps qu'exige la mise en place d'une mobilisation internationale souvent freinée par des impératifs d'ordre économique ou politique. Cet aspect illustre ainsi le décalage entre temporalités politique et environnementale, décalage qui est souvent moteur de la contestation et par là de l'implication citoyenne et associative cherchant à peser sur l'évolution des pratiques.

2. Contexte européen de la lutte contre l'effet de serre et de la politique énergétique

Suite à la description du contexte mondial de lutte contre l'effet de serre, il paraît intéressant de présenter la façon dont les accords internationaux se traduisent dans la politique européenne, par quels domaines d'action passe sa mise en œuvre et enfin quels sont les enjeux énergétiques liés à la configuration du marché européen.

- Conséquences des accords internationaux^{*}

Il faut tout d'abord rappeler que les accords de Rio, en premier lieu, imposaient une diminution des émissions de GES permettant de retrouver en 2000 le niveau d'émissions de 1990. Par la suite, la conférence de Berlin a affirmé la nécessité de fixer des objectifs plus ambitieux, aboutissant aux accords de Kyoto, qui engagent à une réduction de 5,2 % des émissions en 2010 par rapport au niveau de 1990.

Enfin, l'Europe a décidé de mettre en place l'objectif plus élevé d'une réduction de 8 %, toujours concernant la même échéance, et a également déclaré viser une réduction de 50 % d'ici 2050. Si cette seconde ambition n'a pour le moment que le statut de vœux pieux, la première est désormais institutionnalisée, indépendamment des problèmes liés à la ratification du Protocole de Kyoto, ce qui signifie que son non respect peut faire l'objet de sanctions.

D'autre part, les objectifs de réduction sont différents selon les pays membres de l'UE, afin de répartir l'effort en tenant compte du contexte énergétique de chacun et de prendre en compte également les critères politiques et économiques : ainsi, cette répartition se veut proche des potentialités de réduction de chaque pays, pour optimiser les actions et respecter de façon certaine les accords.

Les pays où les réductions seront les plus importantes sont donc le Luxembourg (- 28 %), le Danemark et l'Allemagne (- 21 %) et le Royaume-Uni (-12,5 %). La France, quant à elle, a négocié son objectif, et doit simplement retrouver en 2010 son niveau d'émissions de 1990 : en

^{*} cf *Environnement magazine*, hors-série *effet de serre*, cf bibliographie

effet, l'origine nucléaire des trois quarts de son électricité et l'importance de cette source d'énergie dans son bouquet énergétique lui permet pour le moment d'être le « bon élève » de l'Europe, avec un faible taux d'émissions.

- Les mesures de mise en œuvre de ces accords*

Forte de ses objectifs de réduction, l'UE s'est dotée en 2000 d'un Programme Européen sur le Changement Climatique (PECC), qui définit des mesures de mise en œuvre ayant trait à la maîtrise de l'énergie et au développement des énergies renouvelables. Ce programme a abouti à différentes directives portant sur ces thématiques.

En 2001, une directive sur l'électricité de source renouvelable fixe un quota obligatoire tous les pays membres : en 2010, 22,1 % de l'électricité doit être renouvelable, ce qui pour certains pays exige des efforts de développement importants, à l'instar de la France qui n'atteint que 15 %, majoritairement grâce à l'hydro-électricité. De plus, la directive fixe qu'à cette même échéance, 12 % de la production énergétique totale doit être de source renouvelable.

En 2002, une directive traite de la question du résidentiel-tertiaire, l'un des secteurs les plus énergivores. Cette directive oblige les Etats-membres à mettre en place une méthode de calcul de la performance énergétique des bâtiments et à fixer des exigences et des normes de performance, afin de limiter la surconsommation de ce secteur.

En 2003, c'est la problématique du transport qui est abordée, secteur le plus polluant, émettant la majeure partie des GES. Les pays européens sont donc appelés à fixer des objectifs nationaux de biocarburant mis sur le marché, pour atteindre un quota global de 2 % de biocarburant sur le marché des transports en 2005 et 5,75 % en 2010. Ces objectifs semblent toutefois bien modestes au regard de la problématique environnementale qui se noue derrière ce secteur, bien que ce premier pas ait le mérite d'exister.

Concernant le secteur industriel, troisième secteur énergivore (avec les transports et le résidentiel-tertiaire), il n'y a pas de directive ciblée, mais les quotas d'émissions mis en place concernent directement ce domaine, que la perspective de mesures de type pollueur-payeur

* cf *Enerpresse* n° 8442, voir bibliographie

pousse à évoluer vers des technologies moins émettrices de GES. Ainsi, des groupements d'industriels européens commencent à se mobiliser à travers des accords volontaires : on peut citer un regroupement de constructeurs automobiles qui s'est engagé à baisser la consommation moyenne du parc vendu pour atteindre des émissions de 140 g/Km en 2008, contre 170 g/Km actuellement. On peut également citer un exemple français intéressant : en 2002, 33 entreprises et 4 fédérations de professionnels ont créé l'AERES (Association des Entreprises pour la Réduction de l'Effet de Serre), qui s'est investie à travers 24 engagements volontaires en faveur de la baisse des émissions. Ces engagements concernent 56 % des émissions de l'industrie française, l'objectif étant d'aboutir à une baisse de 14 % des émissions sur la période 1900-2007.

Enfin, outre les mesures réglementaires, l'UE a mis en place un programme de soutien aux énergies alternatives et à la démarche de maîtrise de l'énergie, le programme « Energie Intelligente pour l'Europe ». Il inclut ainsi quatre programmes qui sont les piliers de ce processus :

- SAVE : axé sur la maîtrise de l'énergie,
- ALTENER : pour soutenir le développement de la filière des énergies alternatives,
- STEER : cible plus précisément le secteur des transports,
- COOPENER : pour un soutien au développement propre dans les pays en développement.

Chacun de ces programmes donne lieu à des plans d'action concrets et chiffrés (Plan européen bois-énergie,...) ainsi qu'à des mesures transversales encore non définies (subventions, exemptions fiscales,...).

- Le marché européen de l'énergie à l'heure actuelle

Un élément important du contexte énergétique européen consiste en la libéralisation du marché de l'électricité : en effet, une directive de 1996 impose cette ouverture du marché au titre de la libre circulation des services, biens et capitaux au sein de l'Union. Cette mesure signe donc la fin des monopoles d'Etat dans ce secteur, ce à quoi la France en particulier s'est montré réticente. Malgré tout, cette nouvelle disposition est aujourd'hui effective, ce qui signifie une plus grande place aux opérateurs privés, notamment en matière d'énergies renouvelables. Désormais, tout particulier ou toute collectivité locale peut faire le choix de s'approvisionner en énergie dite « verte », ce à quoi ces acteurs pourraient être incités en vue du quota obligatoire d'énergie renouvelable dans chaque pays et des programmes de promotion qui l'accompagnent.

On le voit, la situation européenne semble propice à la lutte contre les émissions de GES et il semble qu'une réelle prise de conscience de l'ampleur du problème ait été effectuée.

Toutefois, les mesures prises sont à mettre en parallèle avec des données telles que les récents rapports du GIEC concernant la quantité d'émissions à réduire pour résorber le problème de l'effet de serre, ainsi que l'annonce des pays européens de réduire les émissions de 50 % d'ici 2050, alors que vingt ans sont nécessaires à une réduction de 8 %. L'effort engagé semble dès lors constituer davantage une amorce qu'une ambition effective « hic et nunc » de lutte contre le changement climatique.

Toutefois, un tel jugement reste à relativiser dans la mesure où cette lutte appelle à intervenir sur le secteur privé (entrepreneurial ou au niveau des foyers), opération toujours délicate tant il est difficile d'avoir une prise sur l'évolution des mœurs et des pratiques et de la concilier avec les intérêts économiques. A ce sujet, on peut justement s'interroger sur l'avenir de la filière du renouvelable, qui se développera dans un contexte d'économie de marché, et qui dès lors devra certainement être supportée par les gouvernements afin d'atteindre rapidement une pleine maturité. Ainsi, l'avenir de la démarche EFENSER dépendra de la capacité des autorités européennes à la mettre en valeur de façon ferme et efficace.

Cette partie permet ainsi d'introduire la présentation du contexte français de la politique d'EFENSER, souvent freinée par des impératifs économiques qui limitent sa portée, notamment au niveau de l'intervention auprès des particuliers, moins aptes financièrement à faire l'objet de mesures coercitives

II. La situation énergétique française face à l'effet de serre

1. La politique énergétique française depuis 1950

Après avoir défini le contexte international et notamment européen dans lequel doit s'inscrire la politique française de l'énergie, on peut dès lors aborder plus précisément les problématiques énergétiques nationales. Pour cela, un rappel des choix en la matière de l'après-guerre à nos jours semble nécessaire, afin de démontrer que la France présente un contexte légèrement à part, ce qui expliquera par la suite l'attitude française à l'égard de la démarche de maîtrise de l'énergie et des énergies alternatives.

- 1945-1973 : une consommation énergétique croissante évoluant vers la dépendance

Dans la France de l'immédiat après-guerre, l'heure est à la reconstruction et tous les moyens sont mis en œuvre pour la faciliter. Cette démarche passe par la nationalisation du secteur énergétique qui est l'un des piliers de la reconstruction, afin de lui permettre d'être déficitaire si nécessaire : c'est la création d'Electricité De France, de Gaz De France et de Charbonnage De France. Concernant le pétrole, la France bénéficie à la fin de la guerre de la part allemande de la Turkish Petroleum, ce qui lui permet de développer suffisamment ce secteur pour devenir la première raffinerie européenne, couplée d'une industrie pétrolière forte.

Mais l'énergie, importée en grande quantité, est rare et chère, aussi la politique énergétique s'oriente vers l'indépendance. Le charbon et l'électricité sont les piliers du plan Monnet : les mines de charbon d'Alsace-Lorraine font donc l'objet d'une exploitation massive (malgré leur faible compétitivité), et l'hydraulique se développe rapidement, pour atteindre 50 % de la consommation d'électricité nationale grâce à un important effort d'infrastructures.

Cette configuration évolue à la fin des années 50, notamment avec la création en 1957 de la CEE : l'ouverture du marché avec les pays de l'OCDE oblige à rechercher la compétitivité du secteur industriel, nécessitant d'acquérir l'énergie au plus bas prix possible. Le problème

énergétique qui se posait en termes de dépendance et de consommation est désormais celui de la concurrence et de la rentabilité.

La France se met à importer de grandes quantités de charbon qui lui reviennent moins cher que le charbon produit nationalement : la fermeture progressive des mines est d'ailleurs programmée et sera quasiment effective au début des années 1970. D'autre part, la conjoncture incite à importer également du pétrole en quantité : en effet, il a l'avantage de servir de carburant et les prix sont dans les années 1950-1960 très bon marché (3\$ le baril). La compétitivité est ainsi mieux assurée par le biais de l'importation. L'heure étant à la croissance, la consommation d'énergie croît rapidement, au rythme de 4,5 % par an dans les années 1960.

La France tente donc de prospecter de nouveaux filons : poursuite de l'équipement hydraulique, notamment par la construction de huit centrales sur le Rhône ; recherche nucléaire et construction des premières centrales sur la Loire (Avoine, Chinon et Saint-Laurent-des-Eaux en 1967). Mais l'industrie pétrolière est un secteur qui apparaît trop rentable pour en limiter l'expansion et réduire les importations : ainsi, en 1970, 75 % de la consommation énergétique française provient du pétrole et le développement de l'industrie du raffinage place la France au cinquième rang mondial dans ce domaine. La France est un pays industrialisé qui s'est lancé dans le « tout pétrole » dès les années 60 ce qui lui a permis d'assurer une forte consommation à prix bas malgré la grande dépendance.

- Les années 1970 : la France face à la crise de l'énergie

Le phénomène qui arrive alors est célèbre : c'est le premier choc pétrolier en 1974, qui entraîne une multiplication par quatre du prix du baril. Il s'ensuit en 1979 un second choc pétrolier, qui multiplie encore les prix par trois : le baril passe alors à 35 \$. Le poids sur la balance est important : l'inflation et la récession de 1975 traduisent un surcoût pour l'industrie. Le choc pétrolier a un coût financier mais montre surtout la fragilité de la France vis-à-vis de ses sources d'approvisionnement. Autre conséquence immédiate : la facture pétrolière passe à 6% du PIB en 1981 (1,6% en 1974).

Une stratégie de redéploiement énergétique est alors mise en place : elle vise à relancer la production nationale et à favoriser les économies d'énergie dans l'industrie et les ménages. Une fois de plus, l'énergie hydraulique fait l'objet d'un effort d'infrastructure et quelques énergies

nouvelles émergent timidement (énergies marémotrice, solaire et éolienne). Le gaz naturel commence à attirer l'intérêt, notamment après la découverte du gisement de Lack. Les économies d'énergie sont également à l'ordre du jour : on prône désormais la « chasse au gaspi », et une agence est créée pour promouvoir cette démarche, avec contrôle du chauffage dans les lieux publics, création de voitures moins polluantes, ... La sensibilisation sera assez efficace, surtout dans le secteur industriel qui a opéré une diminution de sa consommation primaire de 20 % en 30 ans.

Mais c'est surtout le lancement d'un programme électro-nucléaire le plus puissant du monde qui constitue le fondement de la stratégie. Ce choix fut motivé par l'acquisition du brevet américain d'exploitation de l'uranium, à la méthode plus productive que la méthode française d'alors, ainsi que par les potentialités en termes d'approvisionnement en uranium (en France et en centre Afrique), permettant l'indépendance. Un tel programme nucléaire était très coûteux mais devait permettre de développer une énergie nationale et de plus en plus compétitive, et surtout assurer à terme l'indépendance énergétique de la France, traumatisée par les chocs pétroliers. Le programme fut amorcé par le plan Messmer en 1974, qui prévoyait la construction de 13 centrales en dix ans. En 1980, le plan Giraud relance le parc nucléaire, avec pour objectif de donner à la France la maîtrise complète de la chaîne du nucléaire : développement de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague avec construction d'un surgénérateur, Superphénix, dont la production était sensée être supérieure à la consommation (le projet a cependant été abandonné depuis). Un tel choix entraînera malgré tout des oppositions et des sacrifices : opposition de l'opinion publique, qui ne fit l'objet d'aucune consultation, et problèmes financiers, car les emprunts colossaux d'EDF l'amena durant plusieurs années à un endettement une fois et demi supérieur à son chiffre d'affaires.

- La situation énergétique actuelle

La France a ainsi atteint ses objectifs en matière d'indépendance énergétique, aujourd'hui stabilisée à 48 % [de dépendance] en premier lieu grâce à un rééquilibrage entre pétrole et électricité (nucléaire et hydraulique). Mais le pétrole représente encore 40 % de l'énergie primaire, et l'industrie du raffinage reste un secteur important de l'économie française (la France se situe aujourd'hui au huitième rang mondial de cette activité).

Le gaz naturel constitue une énergie de plus en plus importante, dont la consommation a doublé depuis le premier choc pétrolier. Toutefois, la production nationale est quasiment éteinte, et les importations devraient devenir nécessaires.

Enfin, l'exploitation des centrales nucléaires est à son comble, en partie suite au plafonnement du gisement hydraulique, la plupart des sites potentiels étant aujourd'hui équipés en infrastructures. Le sur-investissement des années 1970-1980 a permis cette hausse de l'exploitation pour une électricité aux trois quarts d'origine nucléaire. La France est ainsi le second producteur mondial d'électricité après le Japon et le premier en Europe, où elle exporte une partie de sa production. En effet, les deux dernières décennies ont été marquées par une baisse de la consommation d'électricité dans les foyers, conséquence de la « chasse au gaspi » et de la baisse de la croissance, rendant la production française trop importante pour les besoins nationaux à l'heure actuelle.

Malgré tout, la relance du parc nucléaire est à l'ordre du jour et a été annoncée fin 2003, dans le cadre de la future loi d'orientation sur l'énergie, qui devrait être votée en 2004. Une telle décision reste toutefois controversée, en raison de la mauvaise opinion publique concernant cette source d'énergie et surtout au vu de la conjoncture actuelle de libéralisation du marché de l'électricité. En effet, en devenant privée, l'exploitation du parc nucléaire risque d'être moins compétitive, car l'Etat prend en charge les questions de sûreté et de démantèlement : or, ces coûts ne sont pas pris en compte dans les bilans d'EDF actuellement. Aussi, lorsqu'il faudra assurer les risques d'accident et disposer de l'argent nécessaire aux futurs démantèlements (il est établi que les sommes en provision sont insuffisantes pour le moment et le parc arrive en fin de vie), le prix de l'électricité nucléaire a de fortes probabilités d'augmenter et de perdre son statut d'énergie la plus bon marché.

La France a donc connu un parcours et des choix énergétiques assez similaires jusque dans les années 1970 à ceux de tous les pays développés, à savoir une course à la croissance et à la compétitivité qui l'a rendue dépendante de l'importation pétrolière, ce qui a fortement marqué son économie lors des chocs pétroliers. Mais c'est le choix du tout nucléaire, peut-être influencé par la tradition française de volonté d'indépendance, qui la distingue par la suite, pour un bilan énergétique assez différent de ses voisins européens notamment. En effet, tandis que le reste de l'Europe a développé des sources de production d'énergie renouvelable, la France s'est appuyée sur sa production nucléaire, ce qui la rend à la fois bien placée en termes de quantité d'émissions de GES, mais également très en retard au niveau des filières alternatives : malgré tout, les autorités françaises semblent attachées à un appui sur le nucléaire en tant qu'outil de réduction de GES.

Cet historique montre donc bien qu'il sera difficile à la France de rattraper son retard tant le nucléaire est désormais ancré, au niveau des pratiques mais également en tant que symbole de l'indépendance française pour les dirigeants. D'autre part, le secteur pétrolier est suffisamment puissant dans son rôle de lobby pour limiter le développement des alternatives et son usage au niveau des foyers et de l'industrie semble inscrit dans les mœurs, ce qui rendra longue l'évolution des pratiques.

Cette culture du nucléaire et de l'énergie fossile rend d'autant plus complexe une intervention en faveur d'une évolution de la perception et des mœurs liés à l'énergie, ce que l'on peut observer dans les parties suivantes concernant l'avancée des moyens mis en place à ce sujet et leurs résultats.

2. Les acteurs du secteur énergétique en France et l'engagement en matière de lutte contre l'effet de serre

Si l'historique de la politique énergétique française met en évidence son retard relatif en matière de maîtrise de l'énergie et d'énergies renouvelables, il n'en reste pas moins que la France dispose de structures actives dans ce domaine : cette partie vise donc à présenter les différents acteurs ayant trait à l'énergie en général et dans la perspective de son lien avec l'effet de serre ainsi que les plans d'action sur lesquels s'appuie la politique visant à réduire les émissions de GES.

- Les structures décisionnaires

Tout d'abord, il convient de préciser que les politiques liées à l'énergie émergent du Ministère de l'Industrie, qui gère l'approvisionnement et la production, et suit l'évolution de ce secteur : ce travail s'effectue notamment par le biais de la Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières (DGEMP), qui a pour mission de définir et de mettre en oeuvre les politiques publiques énergétiques. De plus, un organe particulier est chargé de suivre l'évolution du domaine des énergies renouvelables : Observ'ér, qui présente également une mission de réflexion sur le développement de la filière.

L'essentiel de la réflexion et de la décision concernant l'énergie s'effectue sous l'angle du développement économique et de la stratégie d'indépendance. Ainsi, les organes de l'Etat chargés de la gestion environnementale (en particulier le Ministère de l'Environnement) ont la possibilité de faire valoir leur point de vue mais ne participent pas aux prises de décision.

Parallèlement à ces instances décisionnaires, le contexte de la nécessaire politique de maîtrise de l'énergie des années 1970 ainsi que la décentralisation des années 1980 ont donné lieu à la création de structures spécialisées dans ce rôle, qui évolueront jusqu'à la création de l'actuelle Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

Ainsi, en 1974, conséquence du premier choc pétrolier, une Agence pour les Economies d'Energie (AEE) est créée : à cette agence s'ajoute le Commissariat à l'Energie Solaire (COMES) en 1978, chargé du développement des énergies nouvelles en général et de l'énergie

solaire en particulier, vue alors comme la filière la plus prometteuse au sein des différentes énergies renouvelables.

A la fin des années 1970, les objectifs en termes d'économies d'énergie sont revus à la hausse et les pouvoirs publics souhaitent développer les actions de sensibilisation : pour offrir plus de poids aux structures en place et rendre leur action plus globale, l'AEE et le COMES fusionnent, pour donner naissance en 1982 à l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie (AFME). Ses fonctions dépassent celles des structures qui en sont à l'origine, puisqu'elle se voit confier la conduite d'un important programme de recherche, placé sous la co-tutelle du Ministère de l'Industrie et du Ministère de l'Environnement. D'autre part, la vague de décentralisation amène la mise en place de délégations régionales de l'AFME pour une mise en oeuvre locale de ses politiques. Cette structure est ainsi à l'origine de l'ADEME, créée en 1993, à l'organisation similaire. Ses fonctions ont depuis été étendues, pour aujourd'hui avoir la charge de la mise en oeuvre des plans nationaux, de recherches en matière d'économies d'énergie et d'énergies renouvelables, de distribution des subventions et d'aide technique aux collectivités locales, entreprises et particuliers, de sensibilisation et d'information. Toutefois, si son rôle est ambitieux, ses moyens le seront nettement moins et l'ADEME connaîtra ainsi de grandes variations de budget : la « chasse au gaspi » a en effet porté ses fruits, la consommation des ménages et du secteur industriel baisse en effet dans les années 1980, et le développement du nucléaire porte la France à délaisser le développement des énergies renouvelables. Aussi, le budget de l'ADEME diminue beaucoup dans les années 1990, ce d'autant plus que le taux de dépendance énergétique français a régressé et que l'énergie est alors considérée sous son angle économique. Ainsi, en 2003, le budget destiné à subventionner les équipements en chauffe-eau solaires à destination des particuliers étaient épuisés dès le mois de juin.

- Les acteurs locaux

A l'échelle locale, les seules structures spécialisées dans la question de l'énergie sont les antennes régionales de l'ADEME : ces antennes ont pour mission de mettre en oeuvre les politiques publiques liées à la maîtrise de l'énergie et au développement de la filière renouvelable. De plus, elles distribuent également les aides accordées par l'Etat en fonction des programmes de soutien (plans bois-énergie, plans solaire...). Enfin, elles proposent un appui technique dans le montage de projets liés à l'EFENSER, notamment pour les projets d'ampleur menés par exemple par les collectivités locales.

Ces antennes sont depuis trois ans complétées par un réseau implanté à plus petite échelle, les Espaces Info Energie (EIE), issus de l'ADEME : ces structures au statut associatif ont pour mission de renforcer la démarche de sensibilisation et de conseil de l'ADEME, en étant présentes dans la mesure du possible à raison d'une par département, le plus souvent dans la ville-préfecture. Il en existe plus d'une trentaine actuellement, comptant entre 1 et 4 employés : ces moyens sont donc modestes pour une structure qui doit être un relais local de l'ADEME à la fois auprès des particuliers mais également des élus et des entreprises. Concernant leur organisation, les EIE émanent souvent d'une structure publique déjà en place (EPCI, agences para-publiques liées à l'habitat, chambres consulaires...) prenant en charge leur création et leur gestion, mais il peut également s'agir d'une association faisant la démarche d'être agréée par l'ADEME. Dans les deux cas, L'ADEME subventionne les postes et le fonctionnement de l'EIE.

En dehors de l'ADEME, il peut arriver que d'autres structures aident également au montage de projets lorsque ceux-ci ont un lien avec leur champ d'action : on peut citer notamment l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habita (ANAH) : intervenant dans le secteur de l'habitat pour aider techniquement et subventionner, elle possède des antennes locales vers qui les EIE peuvent adresser le public. Ainsi, l'ADEME et l'ANAH et leurs ramifications locales constituent les principaux acteurs publics locaux qui peuvent avoir trait à l'éco-construction, ce qui entraîne d'ailleurs certains problèmes de lisibilité pour les personnes qui doivent se tourner vers ces deux interlocuteurs différents.

Enfin, d'autres acteurs peuvent intervenir plus ponctuellement, par exemple les Chambres d'Agriculture qui peuvent intervenir dans la mise en place d'une filière bois-énergie issue de résidus de coupes en milieu agricole.

Toutefois, les principaux acteurs de l'énergie à l'échelle locale ne sont pas institutionnels mais sont les consommateurs eux-mêmes : collectivités locales, entreprises, particuliers, qui décident de leurs choix de gestion énergétique.

- La mise en oeuvre des accords internationaux : de nouvelles structures et de nouveaux outils

Les engagements français dans la lutte internationale contre l'effet de serre va faire évoluer l'approche des pouvoirs publics concernant la problématique de l'énergie : les

économies d'énergie et le développement de la production énergétique de source renouvelable sont de plus en plus perçus comme un enjeu environnemental et non simplement stratégique. De plus, les objectifs fixés en matière de réduction des émissions de GES obligent la France à un effort contraignant nécessitant un véritable suivi.

La France se dote donc de nouveaux moyens durant cette dernière décennie, à commencer par la Missions Interministérielle contre l'Effet de Serre (MIES), créée en 1995 et directement rattachée au premier ministre : cette structure a pour objectif de coordonner les actions de lutte contre l'effet de serre et de représenter la France lors des accords internationaux. L'outil de la MIES, créé également en 1995, est un programme de prévention du changement climatique, renouvelé en 1997. Mais c'est en 2000 que s'élabore un plan plus ambitieux, le Programme National de Lutte contre le Changement Climatique (PNLCC), prolongé par le Programme National d'Amélioration de l'Efficacité Energétique (PNAEE). A l'heure actuelle, le PNLCC devrait être renforcé par un Plan Climat, un plan d'action renforcé visant à combler les lacunes des politiques déjà mises en place. En effet, le premier bilan du PNLCC montre que sa mise en oeuvre est inégale selon les mesures et les secteurs : les émissions dues aux transports continuent à croître (20 % d'augmentation en dix ans), ainsi que dans le secteur du résidentiel-tertiaire. De plus, le bilan met également en relief la difficulté à mettre en oeuvre localement ses mesures et la difficulté pour les pouvoirs publics de l'implication locale.

On peut noter également la mise en place dans le cadre de la loi Voynet d'un Schéma de Services Collectifs – Energie, qui propose une approche plus globale de la question de l'énergie, et vise à l'envisager à travers ses enjeux à la fois économiques et environnementaux, de façon « décloisonnée ».

D'autre part, une nouvelle loi d'orientation sur l'énergie devrait être votée prochainement, dont les orientations sont toujours en débat.

Les autorités françaises s'organisent donc dans le but de mettre en oeuvre les accords dans lesquels elles se sont engagés et la lutte contre l'effet de serre fait désormais l'objet de programmes à l'échelle nationale.

Toutefois, on peut également constater qu'il est difficile de discerner qui a la charge de la mise en oeuvre de ces politiques d'EFENSER à l'échelle locale. En effet, l'ADEME est la seule structure spécifique mais ses budgets sont modestes et son caractère régional le rend peu accessible aux petits consommateurs. Si les EIE sont sensés jouer ce rôle de proximité, leurs moyens modestes également les freinent dans l'ampleur que pourrait avoir leur action. Il n'existe pas non plus de services ou de postes dans des structures existantes à échelle locale prenant en charge les questions énergétiques, comme plusieurs rapports publics le préconisent (c'est le concept d'« homme-énergie », soit un poste pour gérer spécifiquement l'énergie et développer une démarche d'EFENSER au sein des collectivités locales, déjà répandu dans d'autres pays européens).

Dès lors, on comprend mieux pourquoi la dernière évaluation du PNLCC pointe des dysfonctionnements ou des manques dans sa mise en oeuvre, notamment dans le secteur du résidentiel-tertiaire, qui concerne avant tout les particuliers et les acteurs économiques, ce qui nécessite une action et une sensibilisation de proximité.

3. Bilan des réductions des émissions de GES ces trente dernières années*

- Des réussites dans le secteur industriel avant tout

Il apparaît que les efforts engagés connaissent des résultats contrastés, comme le souligne l'évaluation du PNLCC, dont les conclusions peuvent s'appliquer à l'ensemble des politiques menées depuis la prise de conscience de la nécessité de réduire les émissions.

Depuis 1973, l'industrie est le secteur qui a généré le plus d'économies d'énergie, pour une diminution de 39 % de son taux d'intensité énergétique, et émettent aujourd'hui 21 % des GES en France, pour un secteur que l'on pourrait penser plus polluant [Note : L'indicateur d'intensité énergétique (IE) est le rapport entre la consommation primaire d'énergie et le PIB marchand, ce qui signifie qu'il caractérise la capacité d'une économie à limiter sa consommation d'énergie par unité de valeur ajoutée.]. En effet, les hausses des prix de l'énergie depuis les chocs pétroliers ont amené les industriels à repenser leurs activités et leurs technologies pour économiser davantage, efforts qui ont porté leurs fruits dès les années 1980. D'autre part, les normes imposées aux activités industrielles en matière de pollution se sont durcies au fil de ces trente ans, ce qui conjugué aux nécessités d'économies explique cette réussite dans la réduction des émissions. Il semblerait cependant que l'industrie ait pour le moment atteint un palier et les consommations sont de puis quelques années de nouveau en hausse.

- Une situation toujours problématique dans les autres secteurs

Si l'industrie a su se moderniser suffisamment pour réduire ses émissions, les secteurs des transports et du résidentiel-tertiaire ne connaissent pas la même tendance.

L'augmentation régulière du parc automobile et le manque d'évolution des technologies ont pour conséquence une hausse des émissions que les pouvoirs publics peinent à endiguer. Ainsi, les transports représentent aujourd'hui 27 % des émissions de GES. Les mesures semblent aujourd'hui limitées : développement des transports en commun, pression sur les constructeurs

* cf *Enerpresse* n° 8442, voir bibliographie

pour des automobiles moins consommatrices ou encore promotion des bio-carburants, qui peinent à dépasser le stade de l'expérimentation.

Enfin, le secteur résidentiel-tertiaire diminue peu sa consommation : si son intensité énergétique baisse de 1 % par an depuis trente ans, il représente toujours 46 % de la consommation énergétique finale, pour un tiers des émissions de CO₂, les deux tiers provenant du chauffage des bâtiments. Le problème majeur que connaît ce secteur pour réduire ses émissions est celui du bâti antérieur aux normes d'efficacité énergétiques qui ont commencé à être mise en place après 1973. En effet, si les standards en termes d'isolation notamment permettent aujourd'hui de limiter les déperditions de chaleur et le gaspillage, les bâtiments antérieurs, qui constituent d'ailleurs les deux tiers du parc résidentiel, restent problématiques et commencent à peine à faire l'objet de politiques d'aide à la réhabilitation. De plus, le développement de la production d'électricité nucléaire a porté EDF à de grandes campagnes de promotion du chauffage électrique, ce qui, du point de vue de la consommation, constitue une aberration tant du point de vue des quantités d'électricité que cela demande que du coût que cela implique : certes, ce type de consommation ne contribue pas à l'effet de serre, toutefois il conforte un mode de production de source non renouvelable et contribue au non-effort général dans le développement des énergies renouvelables.

- Le point de vue des consommateurs

Il semble à ce sujet que les alternatives offertes aux consommateurs pour réduire leurs consommations sont encore mal connues. Une grande enquête a été lancée avant le débat national sur l'énergie précédant la future loi d'orientation : il en ressort que 47 % des français se disent mal informés sur les questions énergétiques, dont 53 % voudraient beaucoup plus d'informations. De plus, 63 % disent se sentir concernés par les économies d'énergies, et 49 % seraient favorables à un rééquilibrage entre énergie nucléaire et autres sources d'énergie.

Les français semblent ainsi relativement mûrs pour changer leurs pratiques, mais la sensibilisation à la maîtrise de l'énergie serait encore insuffisante pour accompagner cette possible transition et rendre la population « actrice » de la politique de réduction de GES.

La principale difficulté des pouvoirs publics à intervenir sur la question de l'énergie tient ainsi à ce qu'elle touche avant tout au résidentiel-tertiaire et au transport, soit aux moeurs du secteur privé, donc à petite échelle : en effet, il est difficile et fastidieux de sensibiliser la population à un changement de ses pratiques quotidiennes.

De plus, on a vu que le secteur industriel avait un intérêt économique important à limiter sa consommation d'énergie, avait les moyens de rechercher une amélioration technologique, et l'importance de ce secteur permettait un retour sur investissement rapide. La même démarche est moins évidente à petite échelle : améliorer la performance énergétique d'une habitation, d'un véhicule ou d'un local d'activité demande un investissement de départ important, moins facile à assumer pour des particuliers ou de petites activités, rendant le retour sur investissement plus long. Le travail du secteur public doit donc consister en une sensibilisation de la population et en un soutien financier afin de réduire l'investissement de départ : or si l'ADEME joue ce rôle, c'est avec des moyens encore trop réduits.

Derrière cette présentation de l'investissement public, on commence à envisager comment se définit l'action associative en faveur de l'EFENSER, qui tente de pallier ces manques locaux vis-à-vis des particuliers.

4. Etat des lieux des énergies renouvelables en France*

Comme cela a été expliqué dans les parties précédentes, la France est un pays où la production d'énergie de source renouvelable est encore peu développée, notamment de par sa spécificité nucléaire. On peut ainsi présenter un bilan des différents types d'énergies alternatives et du stade de développement de chaque filière.

- L'éolien

Disposant du second gisement éolien de l'Europe, la France compte aujourd'hui ~~30~~ ²³⁹ MW de puissance installée : à titre d'indication, l'Allemagne, au potentiel moindre, compte ~~1000~~ ¹⁴⁶⁰⁰ MW de puissance installée, ce qui donne la mesure du retard français.

La France compte cependant rattraper ce retard et l'éolien constitue le fer de lance de la production de source renouvelable en développement : ainsi, le plan « Eole 2005 » a pour ambition l'installation de 250 à 500 MW d'ici 2005. On peut noter que l'orientation de la filière éolienne est plutôt de type centralisé, par le biais de fermes éoliennes, que de type moyen et petit éolien, concernant davantage les particuliers et les PME-PMI.

- L'hydraulique

Ce mode de production, aujourd'hui arrivée à la limite de ses potentialités, constitue la deuxième source d'électricité après le nucléaire, soit 15 % de la production totale. L'objectif des pouvoirs publics est donc désormais de développer le petit hydraulique, pour des productions de proximité.

On peut noter que la production hydraulique permet à la France de se situer en premier producteur d'énergie renouvelable en Europe, quand l'analyse des autres filières renouvelables en fait l'un des Etats les plus en retard...

* cf Cochet Yves, Stratégie et moyens de développement de l'efficacité énergétique et des sources d'énergie renouvelables en France, voir bibliographie

- L'énergie solaire photovoltaïque*

Cette source est encore peu développée en France, malgré l'image positive dont elle jouit auprès de la population. Toutefois, cette énergie trouve des applications intéressantes en usage professionnel : horodateurs, éclairages publics...

- L'énergie solaire thermique*

Tout comme le solaire photovoltaïque, le solaire thermique est encore peu développé et ne bénéficie que de peu de soutien de l'Etat. Malgré tout, l'ADEME a lancé en 1999 le programme « Hélios 2006 », devenu Plan Soleil, qui vise à subventionner l'installation de 15 000 chauffe-eau solaires et 5 000 systèmes de chauffage solaire, soit l'installation de 70 000 m² de capteurs par an. On peut à nouveau faire référence à l'Allemagne, qui en 2002 installait un million de m² de capteurs par an.

- Le bois-énergie

Le bois représente environ 5 % du bilan énergétique national : il constitue la filière renouvelable la plus développée après l'hydraulique. Malgré tout, il semble que les efforts publics de développement de la filière ne soit pas adaptés aux besoins : en effet, la consommation des chaufferies collectives, dont l'Etat soutient l'installation, représente 200 000 tep par an, tandis que l'habitat individuel consomme 9 millions de tep (Mtep) par an (consommation pour cheminées, c'est-à-dire qui n'est absolument pas optimisée pour la production de chaleur).

Face à ce constat, un plan « Bois-énergie et développement local » a été lancé en 1998, afin d'encourager les systèmes de production de chaleur au bois. Mais les résultats sont assez décevants pour l'habitat individuel, les particuliers manifestant un désengouement pour ce système.

* L'énergie solaire photovoltaïque permet, à partir de panneaux capteurs, de produire de l'électricité.

* L'énergie solaire thermique, qui fonctionne également par le biais de panneaux capteurs, permet de produire de la chaleur pour un ballon d'eau ou pour le chauffage.

- Le bio-gaz

Cette énergie, produite à partir de la fermentation des déchets, n'en est encore qu'au stade expérimental en France, soit 0,15 Mtep par an : seules quelques villes en sont aujourd'hui équipées et produisent à partir de stations d'épuration des eaux.

- Les bio-carburants

Les seuls bio-carburants autorisés pour le moment sont d'origine industrielle, ce qui explique leur faible développement, la filière industrielle n'étant encore pas mûre : la consommation de bio-carburants représente ainsi moins de 2 % de la consommation énergétique totale. Toutefois, cette filière est amenée à se développer, en vue de l'objectif européen de lui faire représenter 5,75 % du marché de l'énergie en 2010.

On peut tout de même relever que les bio-carburants non industriels, à savoir les huiles végétales brutes, sont fréquemment utilisées en milieu rural malgré leur caractère illicite, ce qui a d'ailleurs donné lieu à des condamnations pour non paiement de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers...

- L'énergie marémotrice

Il semble que l'usine de la Rance ne connaisse pas de suites : si quelques expérimentations sont menées, ce mode de production est encore trop contraignant au niveau environnemental pour faire l'objet de projets à court terme.

La production française d'énergies renouvelables repose ainsi sur l'hydraulique et le bois, mais ne représente pour le moment que 6,6 % de la consommation totale. Ce chiffre donne la mesure de l'ampleur de l'effort à fournir pour parvenir à l'objectif de 15 % de la production de source renouvelable en 2020.

La France s'appuie donc actuellement sur deux filières montantes, l'éolien et le solaire (thermique essentiellement) : toutefois, leur production conjuguée ne représente que 2 % de la production européenne et reste à développer. L'Etat porte donc ses efforts d'investissement sur ces deux sources, ainsi que sur le bois-énergie. On peut noter néanmoins le parti pris de soutenir une filière de production centralisée, davantage que l'énergie de proximité, lors même que les énergies renouvelables offrent pour possibilité un équipement plus local, accessible notamment aux particuliers. Cette lacune accentue ainsi en partie le manque d'investissement de la population dans le domaine de l'énergie et les besoins qui font jour pour favoriser cet investissement.

Conclusion générale de la première partie

Au terme de cette première partie, on observe donc principalement un double mouvement contradictoire autour de la question de l'énergie.

D'une part, elle est perçue comme un enjeu environnemental puisqu'il est établi que l'importance de sa consommation accentue le phénomène d'effet de serre, d'où une volonté internationale et nationale pour limiter sa consommation et développer des modes de production de source renouvelable.

D'autre part, l'énergie concentre des enjeux économiques et politiques, aussi est-il difficile d'imposer une politique d'EFENSER : la France en particulier présente un contexte énergétique rendant problématique l'implication dans une telle démarche, de par son attachement au nucléaire et le faible développement actuel de la filière renouvelable.

On constate ainsi dans le cas français des lacunes dans la promotion de la démarche EFENSER, notamment au niveau local ; or, une diminution de la consommation d'énergie passe entre autres par la sensibilisation de la population, dont on a vu qu'elle est très consommatrice d'énergie au niveau de l'habitat. Il apparaît que pour le moment, les mesures de sensibilisation et d'incitation à la maîtrise de la consommation d'énergie dans l'habitat souffrent d'un manque de moyens et peut-être d'un manque de lisibilité.

La partie qui suit expose donc une démarche globale au niveau de l'habitat, sensée prendre en compte tous les aspects de la consommation d'énergie d'une habitation, la démarche d'éco-construction. Plus précisément, il s'agira de présenter un acteur important de la promotion de l'éco-construction : le secteur associatif. Ce secteur, on le verra, définit en grande partie son action par opposition aux lacunes du service public qu'il tente de combler. Aussi, il paraissait important de présenter le contexte international et national en faveur de l'EFENSER, afin de mettre en valeur ses limites, ce qui permettra de définir l'action associative dans le domaine de l'éco-construction et de justifier le fait qu'on observe un processus d'opposition et de complémentarité entre actions publique et associative, ce qui constitue l'un des points d'appui de cette recherche.

DEUXIEME PARTIE :

**ACTION ASSOCIATIVE ET ENERGIE,
DEFINITION DU SUJET**

I. Une réponse possible à la problématique de l'énergie : la promotion d'un habitat écologique

1. La thématique du mémoire : l'éco-construction

Comme on a pu l'observer au sein de la première partie, le développement de la stratégie d'EFENSER en France se fait sur un mode encore très centralisé et consiste pour le moment à développer des projets de grande ampleur (de type ferme éolienne, par exemple) : cette démarche s'appuie donc encore peu sur le rôle que peut avoir la population dans la diminution de la consommation d'énergie et la filière du renouvelable à travers le secteur résidentiel. En effet, on a vu que l'habitat est un secteur qui s'avère gros consommateur d'énergie, mais par là représente également un grand potentiel de diminution de la consommation nationale : c'est ce potentiel qui nous intéresse dans ce mémoire, qui se concentre sur l'un des enjeux d'une stratégie d'EFENSER, l'habitat.

En effet, de nombreux procédés existent afin d'économiser l'énergie et de consommer une énergie propre dans l'habitat, tant au niveau des méthodes de construction (ou rénovation) que des procédés de production d'énergie renouvelable à l'échelle d'un foyer. L'ensemble de ces procédés forme ainsi une démarche globale, l'éco-construction, encore peu développée et qui constitue le thème de ce mémoire.

Définition du terme d'éco-construction

Le terme même d'« éco-construction » constitue l'abréviation de « construction écologique », qui intègre des notions environnementales aussi bien dans l'intérêt de l'habitant que de l'environnement naturel. Il s'agit ainsi de prendre en compte l'impact sur l'environnement de toute construction ou rénovation, afin de le limiter autant que possible. Cette notion s'apparente ainsi au label HQE en plein essor actuellement.

L'objectif principal d'une telle démarche consiste ainsi à économiser l'énergie et à utiliser le plus possible d'énergies locales et renouvelables dans une optique de protection de

l'environnement au sens global : en effet, la consommation d'énergie fossile contribue à l'effet de serre, tandis que l'électricité, essentiellement de source nucléaire en France, produit des déchets dangereux que l'on ne sait traiter à l'heure actuelle. Aussi, le préfixe « éco » pourrait être l'abréviation d'« économie », car c'est là un fondement d'une telle approche de l'habitat.

D'autre part, au-delà de l'implication dans la thématique de l'énergie, l'éco-construction vise un respect de l'environnement en général, à travers l'emploi de matériaux dont la production et l'emploi soient le moins dangereux ou polluants possibles. Mais cette démarche ne place pas l'environnement au cœur des préoccupations au détriment du constructeur : en effet, l'économie d'énergie ou encore l'emploi de matériaux plus naturels présente également des avantages financiers et sanitaires. Par là, l'éco-construction est également une démarche sensible, qui promeut un autre rapport à l'environnement, qui se veut consciente de l'impact des activités humaines.

De plus, l'éco-construction est une démarche qui appartient aux particuliers en ce qu'elle concerne le secteur bâti, à l'échelle d'un foyer (construction ou rénovation) ou éventuellement d'une petite activité (optimisation énergétique de bâtiments de type exploitation agricole, gîte d'accueil...) : elle est ainsi centrée sur l'habitat et tente de fournir une approche novatrice des méthodes de construction. On peut noter que le terme d'éco-construction ne qualifie pas seulement la construction mais aussi la rénovation : le terme étant consacré dans les milieux initiés, y recourir est un raccourci utile, toutefois il englobe un ensemble de procédés plus vaste qu'il le laisse entendre (certaines associations préfèrent d'ailleurs parler d'habitat sain). Le terme est donc employé au sens large dans ce mémoire.

Pour définir plus précisément cette notion, qui constitue l'un des éléments fondamentaux de ce mémoire, il paraissait pertinent de s'appuyer sur la vision qu'en donnent des associations qui oeuvrent dans ce domaine. Cette partie reprend donc, de façon synthétique, les critères qui permettent de parler d'éco-construction détaillés dans le préambule de « L'annuaire national de l'habitat écologique ».

Ces critères sont au nombre de trois :

- Architecture climatique ou bio-climatique,
- Aspect sanitaire (si l'aspect sanitaire de l'éco-construction concerne peu ce mémoire, plus précisément axé sur la question de l'énergie, il est tout de même intéressant de le

détailler, afin d'offrir une vision plus complète de la sensibilité environnementale qui est le fondement d'une démarche d'éco-construction.)

- Economie et production d'énergie.

- L'architecture

Une architecture bio-climatique consiste, comme son nom l'indique, à tenir compte des données climatiques du lieu où est implantée une habitation, afin d'adapter la configuration des pièces et les matériaux aux contraintes locales, pour une intégration la plus harmonieuse possible dans l'environnement.

Ainsi, on tiendra compte de « l'orientation de l'habitation, de sa localisation sur le terrain, des protections naturelles et artificielles dont on va l'entourer, de la végétation, et de la façon d'utiliser l'eau dans son proche environnement ». On tentera donc d'orienter les pièces nécessitant peu de chaleur vers le nord, afin de créer une zone-tampon ; le séjour vers le sud ; les chambres vers l'est... De plus, selon la zone géographique où se situe la construction, sa configuration sera différente : petite fenêtres pour retenir ombre et fraîcheur dans une zone chaude,...

Cette conception de l'architecture rejoint donc simplement l'ensemble des préceptes de bon sens sur lesquels s'appuyaient les constructeurs jusqu'à ce que les avancées techniques du secteur du bâtiment et l'accès généralisé à l'énergie (notamment l'électricité) ne permettent de s'en affranchir, s'affranchissant dans le même temps de règles de construction permettant d'économiser l'énergie.

- L'aspect sanitaire

Il a récemment été mis à jour que de nombreux matériaux pouvaient provoquer des pathologies allant de l'allergie jusqu'au cancer, à l'instar du cas de l'amiante. Forte de ce constat, la démarche d'éco-construction préconise donc l'emploi de matériaux dits « sains », c'est-à-dire dont les éléments pathogènes soient limités ou absents : il s'agit pour la plupart de matériaux traditionnels, utilisés systématiquement pour la construction jusqu'à la fin du XIX^e siècle, voire jusqu'à la deuxième guerre mondiale. On peut citer des matériaux tels que le pisé, la pierre de taille, le chanvre, la paille, la brique, la terre crue, le colombage... Leur usage a

démontré qu'ils présentent des propriétés en termes de perméabilité à la vapeur d'eau, d'isolation thermique et phonique... supérieurs par exemple au béton ou au plastique, sans être moins performants au niveau de la sécurité.

De plus, au-delà de la construction de l'ossature d'une habitation, reste la question des travaux plus modestes, comme par exemple les peintures ou l'isolation. Là encore, le recours à des produits conventionnels est déconseillé, au profit de produits spécialisés contenant des éléments naturels, ou tout au moins présentant des éléments pathogènes ou polluants en quantité moindre : laines végétales ou animales, peintures d'origine végétale, avec des colorants naturels, chaux...

Le recours à de tels produits ou matériaux part donc d'une volonté aussi bien de garantir un état sanitaire satisfaisant pour les habitants que de ne pas recourir à des éléments polluants pour l'environnement. De plus, on peut noter à travers cet usage une volonté de ne pas recourir à des matériaux standardisés dans un souci d'esthétique, pour que l'habiter ne se résume pas seulement à un acte de consommation mais offre un cadre de vie agréable.

- Economie et production d'énergie

L'économie d'énergie, déjà sous-jacente aux points évoqués précédemment, constitue le fondement de la démarche décrite. En effet, recourir à une architecture bio-climatique ou utiliser des matériaux pour beaucoup traditionnels part en premier lieu d'une volonté d'économiser l'énergie, par une optimisation de la configuration du bâtiment ainsi que par un travail en particulier sur l'isolation.

Cette perspective trouve son prolongement dans la production d'énergie sur le lieu concerné. Plusieurs possibilités s'offrent alors : panneaux solaires photovoltaïques pour la production d'électricité ou thermiques pour la production de chaleur, chaudière à bois, système géothermique, petit éolien, ... l'objectif étant sinon de subvenir à l'ensemble de ses besoins énergétiques, tout au moins de pouvoir en combler une partie. Au-delà de l'avantage environnemental, un tel équipement peut permettre de réaliser des économies par rapport aux prix du marché de l'énergie, l'inconvénient étant qu'il demande un investissement de départ plus important et encore peu subventionné.

L'éco-construction vise donc une approche « durable » de l'habitat, c'est-à-dire dont les impacts environnementaux soient minimisés autant que possible, en premier lieu au niveau de la consommation d'énergie.

D'autre part, cette approche prend en compte le rapport de l'habitat à son environnement géographique, puisqu'une construction écologique passe également par l'utilisation des ressources locales, tant concernant les matériaux que les sources d'énergie.

L'éco-construction se veut ainsi écologique et économique pour les habitants grâce au recours à des pratiques encore alternatives, par une démarche d'autonomie face aux modes de construction habituels et par une approche plus locale de l'habitat et de l'énergie.

2. Caractéristiques du secteur associatif : un acteur potentiel dans la promotion de l'éco-construction ?

Comme on a pu le voir dans le premier temps de ce mémoire, les orientations des politiques publiques ne vont pas dans le sens d'une promotion de l'éco-construction. Il en découle en premier lieu un manque de sensibilisation et d'information de la population, que confirme notamment le résultat d'une grande enquête menée auprès des français dans le cadre du débat national sur l'énergie.

Malgré tout, en réaction à cet état des lieux de l'habitat écologique, on assiste actuellement à l'émergence d'associations qui font la promotion de la démarche d'éco-construction : ce mouvement constitue donc le cœur de la thématique de ce mémoire. En effet, plutôt que de s'attacher plus longuement aux causes du faible développement de l'éco-habitat, il semblait plus intéressant d'analyser le travail d'acteurs cherchant à promouvoir cette pratique. De plus, l'histoire et la recherche montrent que le secteur associatif présente une grande capacité à innover pour développer des pratiques alternatives, faire évoluer les mœurs et pallier aux manques en matière d'action publique, en particulier dans le domaine de l'environnement.

Cette partie a donc pour objectif de situer et d'analyser les caractéristiques de l'action associative en matière d'environnement en général dans un premier temps, afin de justifier l'intérêt de s'attacher à cette action dans ce mémoire.

D'autre part, cette partie servira de base de travail, puisque l'on s'attachera à analyser en quoi consiste l'action associative dans le domaine plus spécifique de l'éco-construction et si elle présente une capacité à faire évoluer les pratiques actuelles, comme cela a pu être le cas dans d'autres secteurs environnementaux.

Pour bien comprendre l'état d'esprit dans lequel oeuvrent les associations qui sont au cœur de ce mémoire, il est utile de faire le détour d'un rapide historique des mouvements écologistes, dont elles sont issues soit directement, soit par l'influence de tels mouvements sur la pensée écologiste. Cette partie permet ainsi de mieux cerner l'évolution des idées et des modes d'action de ce que le chercheur Pierre Lascoumes nomme « nébuleuse écologiste », à laquelle appartient le milieu associatif oeuvrant plus précisément autour de la question de l'énergie.

- La naissance d'une sensibilité écologiste*

La période 1960-1970 est, en schématisant, marquée par la prise de conscience des dommages environnementaux causés par les activités économiques et le mode de développement occidental. Il s'ensuit une vague à la fois de contestation et de militantisme pour faire reconnaître la valeur d'un environnement préservé.

On peut citer quelques événements marquants contribuant à l'émergence de ce mouvement, ou dont ils sont emblématiques. En 1965, Rachel Carson publie *Silent Spring*, ouvrage de référence dans la pensée écologiste. En 1967, le naufrage du pétrolier Torrey Canyon cause le déversement de 100 000 tonnes de pétrole sur les côtes françaises et anglaises et crée un choc parmi les populations, en désarroi face à l'une des premières catastrophes environnementales « visibles ». L'inquiétude va peu à peu gagner les hautes sphères de la population, à commencer par des membres de la haute finance qui fondent le « club de Rome », cercle inquiet de l'épuisement des ressources naturelles : ces membres commanderont d'ailleurs une étude à ce sujet à l'université américaine, le rapport Meadows, dont les conclusions confirment les inquiétudes. En 1971, c'est au tour de l'UNESCO de manifester leurs préoccupations, et ce à travers de l'appel de 2200 chercheurs, qui publient un message sur les dangers mondiaux qu'entraînent les activités humaines. Ainsi, en 1972 a lieu la première Conférence Mondiale de l'ONU sur l'Environnement, signe que les préoccupations atteignent désormais les Etats, et acte de naissance ou tout au moins de reconnaissance d'un certain « écologisme ».

La France connaît également un mouvement d'intérêt pour la préservation de l'environnement. Les premières associations voient le jour : issues des sociétés savantes départementales du XIX^e siècle, des associations regroupant des experts de la connaissance naturaliste scientifique sont créées, comme la Société Française de Protection de la Nature (SNPN) en 1958 ou la Fédération Nationale des Sociétés de Protection de la Nature (FNSPN). Parallèlement à cette forme d'engagement, on voit apparaître les premières luttes localisées contre des projets potentiellement nuisibles à l'environnement. On peut citer la mobilisation en 1969 contre un projet de construction d'une station de sports d'hiver dans le parc national de la Vanoise : ce mouvement, auquel se joint d'ailleurs activement la FNSPN, permettra d'arrêter les

* cf notamment Prendiville Brendan, Ecologie : la politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes(L'), voir bibliographie

travaux entrepris. En 1971, une autre lutte du même type commence, fédérant de nombreux écologistes, contre l'implantation sur le plateau du Larzac d'un terrain militaire : le conflit durera dix ans, jusqu'à ce que François Mitterrand, à son arrivée au pouvoir, décide d'abandonner le projet.

D'autre part, on ne peut ignorer l'influence des événements de mai 1968, qui contribuent à l'avènement d'un mode de pensée écologiste, hissé désormais pour certains au rang de mode de vie : si une telle implication était alors poussée à l'extrême et si beaucoup d'expériences (vie communautaire, retour au milieu rural,...) ne connaissent pas de suites, un tel mouvement contribue à faire valoir des pratiques que l'on qualifierait aujourd'hui d'« éco-citoyennes » (augmentation de la consommation de produits biologiques,...).

Ainsi, la conjugaison d'une atmosphère de contestation et d'une implication dans les mouvements environnementaux de personnes à la connaissance naturaliste solide a des conséquences importantes sur la conception de la nature et de sa protection : en effet, la population a désormais les outils en main pour contester des décisions publiques entraînant des dommages environnementaux.

Les questions environnementales entrent d'ailleurs à cette époque dans le champ du monde politique : en 1970, une branche des Amis de la Terre est créée en France, dont l'action s'inscrit à la fois dans les milieux civil et politique. Trois ans plus tard, le premier candidat écologiste se présente, lors d'élections législatives. Enfin, en 1974, le Ministère de l'Environnement voit le jour, scellant la reconnaissance d'une action publique de protection de la nature.

Concernant la problématique de l'énergie, on peut noter que de nombreux mouvements se mettent à contester les choix politiques de l'époque, et contribuent à la montée des préoccupations environnementales par leur caractère emblématique.

D'une part, les premières données concernant le réchauffement climatique et l'implication des activités humaines sur ce phénomène apparaissent et attisent de manière générale les premières critiques des conséquences du développement économique.

D'autre part, les années 1970 sont marquées par l'entrée de la France dans le nucléaire, qui fera l'objet d'une importante contestation. Ainsi, dès 1970 et avant même le choc pétrolier qui entraîne la France dans une stratégie nucléaire, des manifestations commencent dans l'Ain

sur le site de la future centrale de Bugey. En 1974, le plan Messmer (premier ministre) lance l'équipement en centrales nucléaires avec pour objectif que l'énergie produite représente 70 % de la consommation nationale avant 1985. De nouveau, les manifestations se multiplient sur les sites des futures centrales, notamment en Isère sur le site de la centrale Super Phénix, en 1976-1977 : certaines manifestations tournent même alors à la violence. En 1981, l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand fait espérer aux anti-nucléaire une prise en compte de leurs revendications : pourtant, ce dernier approuve le plan de relance du nucléaire d'EDF, mettant un coup d'arrêt au mouvements de contestation qui y voient la fin de leurs illusions.

Dès lors, les années 1980 connaissent une diminution des grandes actions de protestation, et le militantisme environnemental prend d'autres formes : les partis écologistes se développent, et les associations font davantage valoir leur connaissance de l'environnement pour se replier sur des actions de terrain et intervenir localement sur des projets, en coopération avec les pouvoirs publics.

Il ressort ainsi de cette émergence du secteur associatif lié à l'environnement trois grands types d'action qui se distinguent peu à peu : André Micoud, spécialiste des associations, les différencie de cette façon : d'une part, les associations de protection de la nature, telles que la SEPNB, nées dans les années 1950-1960, qui privilégient un intérêt pour la connaissance naturaliste scientifique et présentent une légitimité en matière d'expertise naturaliste. D'autre part, les associations de défense de l'environnement, souvent constituées en réaction à de grands aménagements dans les années 1970, et dont le rôle a évolué vers la protection plus globale d'un site ou d'un type de milieu. Enfin, restent les associations écologistes, nées également dans les années 1970 notamment à partir des mouvements anti-nucléaires, ayant pour ambition de « dénoncer les problèmes globaux provoqués par la société industrielle », dont certaines gardent les valeurs de contestation de la contre-culture issue de mai 1968 ou en sont tout au moins fortement imprégnées : ces associations s'intéressent à des thèmes plus vastes que la protection localisée de l'environnement, comme l'alimentation, la santé ou encore les énergies renouvelables. Ainsi, les associations de promotion de l'éco-construction au centre de ce mémoire se situent plutôt dans cette branche écologiste et militante.

Plusieurs tendances émergent donc simultanément : on peut toutefois observer une évolution globale assez similaire pour ces trois types d'associations, dans leurs modes d'action et de diffusion de leur pensée.

- L'évolution de l'action environnementale

Concernant le milieu associatif plus précisément, les modes d'action et leur portée évoluent dans le même sens que les milieux écologistes en général, passant de la contestation à une certaine forme d'intégration : Pierre Lascoumes, spécialiste des associations dans le domaine de l'environnement, décrit très bien ce phénomène*.

Dans un premier temps, l'action associative qui émerge dans les années 1960-1970 contribue à mettre en place un processus de contestation de certains projets ou de certaines politiques, ce qui constitue un mode de contrôle démocratique nouveau. En effet, les associations se mettent à opérer ce que P. Lascoumes nomme un « transcodage », c'est-à-dire une sorte de traduction ou de vulgarisation des enjeux environnementaux de certaines décisions publiques : dans le même temps, elles mettent à disposition des populations des informations techniques afin de leur donner les moyens d'argumenter leur rejet. Vis-à-vis des pouvoirs publics, cette action permet une reconnaissance de la volonté des populations à être consultées et de leur capacité à s'impliquer dans l'évolution de leur territoire.

De plus, on relève dans ce début d'implication des associations la volonté de faire progresser une conception de l'écologie plus globale, c'est-à-dire tendre vers une « planification écologique » et « renforcer la cohérence globale des politiques », soit prendre en compte les enjeux environnementaux davantage en amont et de façon plus transversale, ce qui ne correspond alors pas encore à la vision de l'action publique. C'est là l'un des principaux apports de la pensée écologiste qui, dans une vague de contestation globale (des conséquences d'une société industrielle et de la prédominance des exigences économiques notamment) certes poussée à l'extrême à cette époque, fait émerger une vision plus large de la protection de l'environnement prenant en compte tous les facteurs influant sur les milieux. Ainsi, pour illustrer cette démarche de façon très schématique, on raisonne en termes de protection d'un écosystème et non d'un site, et l'on tâche de réguler les possibles pollutions en amont plutôt que de remettre en état un site dégradé.

Dès lors, le rôle des associations va évoluer : les besoins ne se posent plus en termes de reconnaissance de la « société civile » ainsi que de la pertinence d'une conception de l'écologie

* Lascoumes Pierre, Eco-pouvoir. Environnement et politiques (L'), voir bibliographie

plus large, mais en termes d'application de cette démarche. En effet, les structures publiques ne disposent pas toujours du personnel adapté ou nécessitent une sensibilisation à cette vision planificatrice. Les associations passent alors d'une action « contestataire » à une action plus « gestionnaire » : en effet, elles délaissent peu à peu les actions d'opposition qui les mettaient en conflit avec les pouvoirs publics pour tenter de travailler en coopération avec ces derniers. Les associations de protection de l'environnement deviennent progressivement un relais de l'action publique, qui reconnaît leur qualité en tant qu'environnementalistes et leur délègue de plus en plus de missions. C'est de cette façon que l'on voit aujourd'hui beaucoup de sites naturels être gérés par des associations locales. On peut également citer le domaine de la sensibilisation à l'environnement : manquant de structures et de personnel spécialisé, les pouvoirs locaux se tournent vers les milieux associatifs pour leur confier ce rôle et l'on voit aujourd'hui les associations spécialisées fonctionner comme un quasi service public. Ce travail de vulgarisation des connaissances et de leur mise en cohérence avec les réalités de terrain, auprès des élus voire des particuliers, est analysé par P. Lascoumes comme un « transcodage » de l'information, qui est filtrée et mise en perspective pour répondre à des projets concrets.

Les associations bénéficient ainsi d'une reconnaissance de plus en plus importante, qui leur permet également de s'intégrer de façon institutionnalisée aux processus de décision : on peut citer par exemple l'instauration de la loi Barnier en 1995 qui modernise l'enquête d'impact en rendant obligatoire la consultation de la population et des associations. Dans certains cas, les associations sont une force qui constituent un relais local de l'Etat central, permettant de faire contrepoids au « triumvirat (...) dirigeants économiques, élus locaux et administrations » pour faire appliquer une politique publique.

Cause ou conséquence de ce changement, on assiste aujourd'hui à un processus de professionnalisation des associations, comme le montrent les enquêtes sociologiques réalisées durant cette dernière décennie. Le niveau d'études moyen des membres est de plus en plus élevé, et l'on voit de nombreux cadres trouver dans l'engagement associatif un sens qu'ils ne trouvaient pas dans leur travail : dès lors, ces associations présentent des capacités grandissantes d'expertise, de conseil, de gestion de sites et de projets.

Il apparaît ainsi que les associations de protection de l'environnement sont plus spécialisées, plus organisées et dans le même temps moins militantes, pour évoluer selon A. Micoud* (autre spécialiste des associations environnementales) à un statut quasi « entrepreneurial ». On peut noter que certains y voient un danger de l'institutionnalisation, à savoir une érosion du potentiel critique par une intégration rendant les associations davantage liées aux pouvoirs publics et par là plus dépendantes.

Toutefois, toutes les associations n'ont pas ce rôle face aux pouvoirs publics : une part d'entre elles refuse en effet une trop grande intégration, au profit d'une volonté d'autonomie qui leur garantit l'indépendance de leurs idées et de leurs pratiques, préservant également leur potentiel d'innovation et leur capacité à se mettre en réseau, notamment pour les associations oeuvrant dans la thématique du cadre de vie. De plus, face au contexte actuel marqué par une baisse généralisée des crédits accordés au secteur associatif et à la précarisation de ce milieu en découlant, l'autonomie, la professionnalisation et la mise en réseaux constituent des outils permettant la survie de nombreuses associations.

Il semble pour conclure que trois grandes tendances caractérisent ainsi l'action associative environnementale de ses origines à nos jours. Dans un premier temps, cette action se développe sur fond de contestation, liée au climat de l'époque et proportionnelle à l'inquiétude que provoque la prise de conscience des dommages environnementaux alors non régulés. Puis le secteur associatif « s'assagit » pour développer ses partenariats avec les pouvoirs publics et mettre à disposition ses connaissances et son savoir-faire dans des projets locaux. Enfin, la dernière tendance qui se dégage serait une prise de distance avec le secteur public à la fois voulue et forcée, en faveur d'un lien plus direct avec le public et d'une volonté d'innover librement et indépendamment de toute pression publique : une telle tendance est d'ailleurs plus marquée au sein des associations écologistes, davantage imprégnées des valeurs de liberté et d'indépendance des années 1970 durant lesquelles elles se développent.

* cf article *La nébuleuse associative* in - **Environnement question sociale (L')**. Dix ans de recherche pour le **ministère de l'environnement**, coordonné par Boyer Michel, Herzlich Guy et Maresca Bruno, et article *Les associations environnementalistes à l'origine de la définition d'un nouveau bien commun ?* in - **Actions associatives, solidarité et territoires**, PUSE, voir bibliographie

- L'évolution d'un mode de pensée *

Au-delà de l'histoire de l'émergence du mouvement écologiste et des événements qui y ont présidé, c'est tout un mouvement d'idées qui s'est créé et a évolué de sa genèse à nos jours. Le cheminement de ces idées permet de comprendre, par la suite, les motivations et les modes d'action des associations environnementalistes, dont celles qui nous intéressent au sein de ce travail.

Comme cela a été évoqué dans la partie précédente, on assiste dans les années 1960-1970 à une prise de conscience des problèmes environnementaux, réaction à la mesure des dommages mis à jour. Dans le même temps, les premières oppositions face à de grands projets voient le jour, souvent violentes, exacerbées à la fois par l'atmosphère de contestation de l'époque et par le manque de concertation de cet « avant-décentralisation ».

De plus, cette période est marquée par la remise en cause de la société industrielle et du modèle productiviste : ces idées se font alors idéologie, une idéologie globale exprimant un rejet du fonctionnement social à l'échelle planétaire. Les écologistes cèdent également, pour une part, à la tentation millénariste et catastrophiste, à l'image de slogans du type « Le troisième millénaire sera écologiste ou ne sera plus ».

Face à un tel catastrophisme, l'idéologie se fait utopiste, à l'échelle des craintes que se forment les écologistes. On assiste à une sacralisation du retour à la « terre-mère », qui se traduit par certaines expériences comme l'exode vers le milieu rural d'après 1968 ou encore des tentatives de vie communautaire. De quelque façon que s'exprime la prise de position, l'idée sous-jacente est une volonté de changer la société dans sa globalité et de repenser le modèle de développement qui la régit. Ce mode de pensée durera jusque dans les années 1980, période de déclin des expériences de vie alternatives et de désillusion quant aux possibilités de transformer le monde : toutefois, l'ampleur de ce mouvement servira à faire progresser la prise en compte des préoccupations environnementales et sociales, vers une plus grande attention aux aspirations des populations et à la protection de la nature.

* cf A. Micoud et B. Prébenville, ouvrages cités précédemment, voir bibliographie

L'écologie à partir des années 1980 se fait plus politique, notamment avec la création du parti Les Verts : ainsi, Antoine Waechter accède aux élections présidentielles en 1988, et Lalonde est nommé ministre de l'environnement. L'idéologie devient davantage l'apanage des mouvements partisans.

A l'inverse, les écologistes non partisans (en grande partie associatifs) évoluent vers une vision plus pragmatiste, vers la recherche d'un mode de vie alternatif qui permette d'appliquer à l'échelle individuelle les principes défendus. Désormais, l'ambition n'est plus de transformer le monde par un mouvement révolutionnaire mais de le changer petit à petit par sa base par des actions de petite ampleur mais efficaces : on assiste alors à la montée du célèbre slogan « Penser global, agir local », qui transmet l'idée que le changement passe par soi-même et que plus une action est locale, plus elle est maîtrisable. On peut noter d'ailleurs que l'engouement pour les énergies renouvelables se développe beaucoup à cette époque, en vertu de telles idées et du caractère local de ce mode de production d'énergie.

Cette période est donc marquée par « un doute croissant face au dogme ou au principe d'action catégorique, au profit d'une adaptation critique à chaque situation particulière et de l'affirmation de l'individu face au groupe ». Comme l'analyse Max Weber, on passe alors d'une « éthique de la conviction » à une « éthique de la responsabilité ».

Ainsi, concernant le secteur associatif, celui-ci se concentre comme on l'a vu sur des actions locales de terrain afin de diffuser une conception innovante de la protection de l'environnement, plus globale et planificatrice, que l'on peut qualifier d'expérimentale à l'époque. En effet, on assiste à une montée de la notion d'expérimentation : le choix du secteur associatif n'étant plus de s'opposer aux pouvoirs publics mais de constituer une force de proposition et d'action pour pallier ~~aux~~ manques dans le domaine de l'environnement. On peut à nouveau citer le cas de la sensibilisation à l'environnement du grand public qui, n'étant pas développée par le secteur public, devient l'apanage du milieu associatif.

Dans le cas des associations militant dans le domaine de l'énergie, cette notion d'expérimentation trouve sa signification à travers une conception de l'énergie à la fois globale, dans le sens où elle est conçue comme une « chaîne » que toute personne peut maîtriser (de la production à la consommation) et un enjeu local, dans le sens où cette « chaîne » doit être accessible à petite échelle (foyer, entreprise, collectivité...) pour aller vers une démarche

approfondie d'EFENSER. Pour cela, les associations mènent un travail de sensibilisation et de formation à de telles pratiques, ainsi qu'un travail sur les filières concernées (matériaux à bonne performance énergétique, systèmes de production d'énergie de source renouvelable...) pour améliorer les technologies et réduire les coûts : ces points sont ainsi détaillés plus loin, et constituent le fondement du travail d'analyse de ce mémoire.

Les associations militant dans le domaine de l'environnement font donc preuve d'une démarche intéressante : d'une part, leur culture contestataire les incline vers un regard critique à l'égard des manques au sein de l'action publique, d'autre part elles ont développé une capacité à travailler pour combler ces manques.

De plus, l'action associative est généralement une action de terrain, c'est à dire que son travail se situe à petite échelle : or, il apparaît que c'est cette dimension de l'action publique qui est plus difficilement mise en oeuvre, comme le montre par exemple la première partie de ce travail concernant la mobilisation publique de lutte contre l'effet de serre. Le travail des associations se présente donc comme un relais local de l'action publique, qui à la fois la conteste et la complète, ce qui en fait la spécificité. Pour cela, les associations sont passées d'une démarche ascendante, c'est-à-dire un travail de militantisme et de lobbying pour une plus grande prise en compte des problématiques environnementales, à une démarche de terrain, une concentration de l'action sur les réalités de terrain.

Cette dimension de l'action associative nous amène donc à la problématique de ce travail, à savoir tenter de définir si ces caractéristiques s'appliquent également à l'engagement associatif dans le domaine de l'éco-construction, c'est-à-dire si elles effectuent ce travail de terrain au niveau des particuliers (non plus des collectivités locales comme dans le cas de la préservation de sites naturels) qui vient compléter l'action publique. En effet, selon les recherches d'A. Micoud, ces associations ont vocation à se situer dans une branche écologiste, c'est-à-dire avant tout militante, au rôle de lobbying. La recherche s'étant par la suite restreinte aux associations environnementalistes et naturalistes, il n'existe pas de travail portant sur l'évolution de la branche écologiste : c'est donc ce que propose ce mémoire, à savoir analyser l'une des composantes du mouvement écologiste associatif de nos jours.

3. L'action associative de promotion de l'éco-construction : problématique et hypothèse de travail

- Définition de la problématique de recherche

Comme le montre l'historique et la synthèse des recherches concernant le milieu associatif lié à l'environnement, le coeur de l'action associative consiste en une analyse critique des manques au sein des politiques publiques, pour tenter de les combler à travers une démarche qui se veut pragmatique, ascendante et innovante. Ce processus, évoqué ici en une phrase, correspond en fait à une évolution du secteur association qui s'étale sur trois ou quatre décennies et qui a consacré le passage d'une action de lobbying à une action de terrain, de la contestation au pragmatisme qui s'appuie sur un « transcodage » de la connaissance. Ces conclusions ne concernent toutefois que les associations dans le domaine de la préservation de l'environnement : dans le domaine de l'énergie, la recherche s'est arrêtée à l'analyse du phénomène contestataire qui s'achève dans les années 1980 avec l'émergence de l'écologie politique. Il est donc intéressant de centrer ce mémoire sur l'action associative militant aujourd'hui pour une maîtrise de la consommation d'énergie et pour les énergies propres.

En premier lieu, l'existence même d'association promouvant l'éco-construction signifie que le secteur associatif lié à l'énergie a cette capacité de repérage des manques en matière d'action publique et des enjeux comportementaux, en saisissant que l'habitat des particuliers est l'un des domaines d'intervention cruciaux en matière d'énergie. Ainsi, à l'instar des associations environnementalistes qui se sont mises à intervenir auprès des pouvoirs publics locaux pour les sensibiliser et les aider à mettre en oeuvre localement les principes de la préservation du milieu naturel, les associations de promotion de l'éco-construction interviennent auprès des particuliers pour une mise en oeuvre des principes de l'EFENSER à l'échelle de leur habitation.

Ce point constitue à la fois le point de départ et l'hypothèse de travail de ce mémoire : il s'agira en effet de vérifier si effectivement, on observe une évolution similaire des associations dans le domaine de l'éco-construction au reste des associations environnementalistes, puisque les recherches actuelles ne se sont pas intéressées à ce domaine précis.

Ce mémoire propose donc d'analyser cette démarche associative appliquée à la thématique de l'éco-construction, afin de déterminer si on constate le même processus d'investissement associatif, à savoir une action de terrain à l'échelle la plus locale possible, passant par un travail de transcodage et de mise en cohérence des connaissances liées à l'éco-construction, et ce pour répondre à la problématique suivante :

Les associations qui font la promotion de l'éco-construction ont-elles atteint une phase de « maturité » qui les place comme facteur de changement des pratiques par une réponse aux besoins locaux ?

Pour répondre à cette problématique, il conviendra donc d'analyser d'une part quelles sont les pratiques que les associations tentent de valoriser, et d'autre part de quelle manière se traduit l'action associative, et ce afin de définir quelle vision de l'habitat proposent les associations et comment proposent-elles de la mettre en oeuvre . Cette analyse permettra ainsi de déterminer si les associations qui font l'objet de cette recherche proposent bien une alternative tant sur le plan des idées que de l'action, et par là si ces associations peuvent participer à un changement des mœurs comme cela a déjà pu être le cas dans d'autres domaines liés à l'environnement.

En revanche, cette analyse ne prétend pas porter un jugement sur les idées ou les pratiques qui sont au coeur de l'action associative, pas plus qu'elle ne tente d'évaluer l'ampleur de ce mouvement et de ses impacts.

- Hypothèses de travail

Le premier temps de cette recherche a consisté en une approche bibliographique de la question de l'énergie, afin d'analyser de la façon la plus complète possible le contexte énergétique français, afin de définir quels éléments pouvaient être favorables à une démarche d'EFENSER tout autant que les freins à cette démarche. La suite de ce travail bibliographique a permis de cerner de façon générale quel type d'approche proposent les associations oeuvrant dans le domaine de l'environnement et comment elles peuvent se positionner dans les idées et dans l'action face aux problématiques environnementales.

Il découle de cette partie que les associations environnementalistes se positionnent de façon critique face aux pouvoirs publics et aux politiques qu'elles jugent « centralistes » ou insuffisantes, et travaillent à faire évoluer les idées et les pratiques en s'investissant sur des projets locaux, donc dans une optique ascendante.

On peut ainsi supposer que dans le domaine plus spécifique de l'habitat et de ses implications en termes d'énergie, les associations militent dans une optique similaire et procèdent d'un mode d'action ascendant : c'est cette hypothèse que ce mémoire propose de confirmer ou d'infirmier.

- Méthode d'analyse de l'action associative

Pour cela, il est nécessaire tout d'abord de définir quelles actions sont menées par les associations afin de promouvoir les notions et les pratiques dans le domaine de l'éco-habitat. Cette partie de l'analyse fait ainsi l'objet d'un travail d'enquête : en effet, après une documentation, il est apparu qu'un annuaire spécialisé dans cette thématique existe, regroupant de façon la plus complète possible les coordonnées des acteurs liés à l'éco-habitat, présentant dans une catégorie à part les associations spécialisées dans ce domaine. Ainsi, si cette liste n'est peut-être pas exhaustive, elle rassemble au moins tous les membres d'un réseau associatif et permet d'avoir un panel des différentes actions de ces associations, au nombre d'une centaine environ.

Pour enquêter sur ces associations, la méthode du questionnaire postal a été retenue : en effet, si tous les destinataires ne répondent pas, on peut tout au moins compter sur le caractère militant du secteur associatif pour espérer recevoir un nombre de réponses suffisant pour dégager des conclusions pertinentes. De plus, cette méthode permet un gain de temps non négligeable par rapport à une enquête de type téléphonique, trop longue à mener pour interroger une centaine de structures ; d'autre part, il n'était pas possible de sélectionner un panel représentatif d'associations à interroger, l'annuaire ne faisant que les citer sans décrire en détails leurs activités.

Concernant le questionnaire à proprement parler, il a été élaboré de façon à prendre en compte toutes les actions que peuvent potentiellement mener les associations, à savoir : sensibilisation, formation, expérimentation, conseil, tout en laissant l'espace disponible pour

évoquer d'autres modes d'action s'il y a lieu ; il aborde également la question des rapports de ce secteur associatif avec d'autres acteurs ; enfin, il permet de dresser une « fiche d'identité » de chaque structure (âge de l'association, nombre de membres,...). D'autre part, il est formulé de façon à être rempli le plus rapidement possible, à partir de questions fermées (réponses sous forme de oui/non), tout en laissant quelques questions ouvertes pour permettre aux destinataires d'aborder des points ou des thèmes qui n'auraient pas été prévus dans le questionnaire. [Note : le modèle de questionnaire envoyé figure en annexe]

Les résultats de ces questionnaires ont été analysés sous forme de base de données, afin de rapidement fournir un aperçu des grandes tendances de l'action associative. Toutefois, à ce moment de l'analyse, il est apparu que la méconnaissance du terrain ne permettait peut-être pas de visualiser précisément les actions menées d'après les réponses et surtout les enjeux et les besoins auxquels s'attache le travail associatif. Aussi, il a été décidé de mener la recherche de façon inhabituelle, à savoir s'appuyer dans un premier temps sur l'analyse de cas concrets afin d'en tirer de premières conclusions, et dans un deuxième temps se servir des résultats du questionnaire pour confirmer ou infirmer ces premières conclusions à la lumière d'un panel d'étude beaucoup plus large.

Le choix des associations faisant l'objet d'un premier travail de terrain s'est porté sur deux d'entre elles. La première, l'Ecocentre du Périgord, a pour intérêt d'être un centre de démonstration sur l'habitat sain pour la première fois en France (alors qu'il en existe dans d'autres pays européens) : elle a été choisie pour son rôle emblématique, en supposant que son activité visait un changement dans la perception de l'habitat. La seconde, Habitat et Energies Naturels (HEN), semblait être celle qui proposait le plus de « services » aux particuliers pour se lancer dans l'éco-construction. Ainsi, comme l'analyse l'a confirmé, l'étude de la première association a permis une mise en perspective des besoins des particuliers en termes de représentations de l'habitat, tandis que la seconde a révélé les besoins plus matériels (aide technique). Cette première partie a donc permis un aperçu des besoins des particuliers en général et des moyens d'y répondre.

Concernant le travail de terrain, une visite a été nécessaire afin de visiter leurs éventuels sites ou locaux, pour une vision plus concrète de leurs actions de terrain, et dans le but de mener des entretiens avec des membres de ces associations pour analyser leur définition de l'éco-habitat et de la mise en oeuvre d'une telle démarche.

Dans un deuxième temps, il a été possible de se concentrer sur l'analyse des résultats de l'enquête, au regard d'un aperçu de terrain. Les données issues des questionnaires ont été synthétisées de la manière suivante : chaque ligne correspondait à une association, et chaque colonne à un type d'action. La lecture des résultats s'est ainsi effectuée en deux étapes.

Tout d'abord, une lecture verticale de la base de données pour analyser les différents outils d'action dont se servent les associations. A partir de cela, il a été possible de tirer de premières conclusions quant au rôle ascendant des associations. Puis, une lecture horizontale, par association, a abouti à la mise en place d'une typologie, afin d'analyser plus finement les modes d'intervention des associations et leur(s) vocation(s), ce qui n'était pas possible à partir de la lecture verticale trop segmentée thématiquement. Cette partie du travail a alors permis de tirer les dernières conclusions, déjà amorcées par le travail de terrain et la première approche des questionnaires.

Au terme de ce travail, il a alors été possible de définir quelles sont les pratiques que promeuvent les associations quant à l'habitat, quelle vision de l'énergie en découle et par quels moyens elles tentent de faire reconnaître leur point de vue : cette analyse permettra de situer si l'action associative propose une démarche novatrice face aux pratiques actuelles, et si on reconnaît là le même cheminement de cette action que celui déjà éprouvé dans d'autres secteurs de l'environnement. Ainsi, on pourra confirmer ou infirmer l'idée que les associations sont facteur d'un changement des pratiques liées à l'habitat, par leurs idées et par leur action.

Cette partie permet donc de mettre en perspective l'action associative environnementaliste en général, comme point de départ à l'analyse proposée dans ce mémoire. Il s'agit ainsi de définir l'action associative dans le domaine de l'éco-construction afin de déterminer leur capacité à se positionner comme un acteur local à part, capable de diffuser un changement des perceptions et des pratiques liées à l'habitat par une mise en cohérence entre les compétences et savoirs nécessaires et les attentes des particuliers.

C'est ainsi l'hypothèse de travail que la partie suivante propose d'infirmer ou de confirmer.

TROISIEME PARTIE :

**ANALYSE DES MODES D'ACTION ASSOCIATIVE
DANS LE DOMAINE DE L'ECO-CONSTRUCTION
ET CONCLUSIONS**

I. Analyses de cas : définition des enjeux du travail associatif

1. L'écocentre du Périgord

Le choix d'une analyse de cas préalable, c'est-à-dire un travail de terrain comme point d'appui à une analyse plus globale et non comme outil de confirmation des premières conclusions, doit permettre de donner corps aux réponses de l'enquête et de visualiser plus concrètement les actions citées dans les questionnaires. En l'occurrence, l'association Pégase-Périgord a été choisie d'après le questionnaire pour la grande diversité de ses activités d'une part, d'autre part par intérêt pour le rôle emblématique que ce centre de démonstration sur l'éco-construction peut présenter, afin de cerner les enjeux de l'action associative en termes de perception de la démarche d'éco-construction par les particuliers.

- Naissance de l'association

L'association Pegase-Périgord, initialement, n'avait pas vocation à traiter d'éco-construction. Il s'agissait d'une association ayant pour support un élevage de chèvres angora : la ferme s'inscrivait dans un réseau de fermes pédagogiques, principalement destiné à un public d'enfants. Le couple à l'origine de l'association, notamment l'un d'eux architecte de formation, décida d'élargir les activités au thème de l'éco-construction par sensibilité personnelle pour ce domaine, créant une autre « branche » d'activité distincte.

Cette activité a débuté par la création d'un site internet intitulé CR3E (abréviation de CREEE, signifiant Construction Respectueuse de l'Environnement et Econome en Energie), ayant pour objectif de mettre en lien les professionnels de l'éco-construction et les particuliers. De plus, l'association a mené un travail en commun avec deux autres associations (présentées précédemment), la Maison Ecologique et Terre Vivante, afin d'éditer « L'annuaire national de l'habitat écologique » qui recense (dans la mesure du possible) les acteurs liés à l'éco-construction : professionnels, associations et organismes publics ; c'est d'ailleurs sur cet annuaire que s'est appuyé l'enquête effectuée pour ce mémoire.

Par la suite, le projet s'est construit autour de l'idée d'un centre pédagogique sur l'habitat sain. Pour cela, plusieurs petits pavillons-témoins devaient être construits suivant les principes de l'éco-construction : architecture bio-climatique, matériaux naturels et production d'énergie renouvelable. Le centre a donc été envisagé comme support d'expérimentation au niveau de la construction, de la sensibilisation et de la formation.

- Montage du projet

Un comité de pilotage a été constitué, associant des personnes qui ne faisaient pas partie de l'association : ces personnes sont reconnues dans le réseau de l'éco-construction, chacune dans une spécialité, et sont soit des membres d'autres associations, soit des professionnels. Le groupe a donc travaillé ensemble afin de définir combien d'habitations-témoins allaient être construites et selon quels procédés. Le choix s'est arrêté sur 5 maisons, selon 5 types de construction :

- bottes de paille et enduit de terre,
- brique monomur (brique à grande capacité isolante dont l'empilement permet de se passer de structure porteuse),
- bois, selon un procédé très économique permettant de se passer de structure porteuse,
- briques de terre crue, fabriquées manuellement,
- mélange chaux-chanvre.

Chaque habitation aura sa propre production d'énergie, à partir de 5 sources : solaire thermique, bois-énergie, géothermie, éolien et puits canadien*.

Concernant la construction à proprement parler des maisons-témoins, la vocation sociale initiale de l'association a donné la ligne directrice : s'appuyer sur le chantier pour organiser une formation professionnelle pour une douzaine de personnes durant 6 mois (hiver 2003-2004).

Un appel à candidatures a été lancé, destiné à des professionnels ou des particuliers (perfectionnement et spécialisation pour les premiers, réinsertion et formation pour les seconds). Les douze personnes ont ainsi pu bénéficier du statut de formation professionnelle, financée par l'ANPE ou par leur entreprise. De plus, à chaque nouvelle technique employée (qu'il s'agisse de

* Système qui rappelle la géothermie : réseau de tuyau reliant l'intérieur et l'extérieur de la maison, afin de capter la chaleur ou la fraîcheur selon la saison.

technique de construction, de matériaux ou de systèmes de production d'énergie), un formateur était employé pour encadrer le groupe, la plupart des formateurs étant membres du comité de pilotage.

Enfin, un appel a été lancé aux entreprises susceptibles de fournir les matériaux nécessaires : une partie de ces matériaux a donc été donnée, l'autre achetée.

A terme, le projet s'élève à un coût d'environ 150 000 €, dont la moitié a été subventionnée : outre l'aide de l'ANPE dans le cadre de la formation, l'association a bénéficié de subventions régionales, ainsi que de subventions départementales à travers une association de soutien aux projets en lien avec l'environnement, POLLEN.

A l'heure actuelle, les habitations sont pratiquement achevées, à très peu de détails près. En revanche, les systèmes de production d'énergie ne sont pas installés : le puits canadien et le panneau solaire thermique ont commencé à être mis en place. Cette partie du travail fera l'objet d'une nouvelle formation de 6 mois au cours de l'hiver 2004-2005, selon les mêmes modalités.

- Activité de l'association après montage du projet

L'écocentre a ouvert au début du mois de juillet 2004, pour tout l'été. Il propose différentes activités :

- Visite guidée du site encadrée par un animateur : durant les deux heures de visite, les techniques employées sont expliquées ;
- Animations à destination des enfants, davantage dans le cadre du réseau de fermes pédagogiques : les principes de base de l'architecture bioclimatique et de l'utilisation de matériaux naturels sont expliqués, après quoi les enfants doivent concevoir un hameau selon ce qu'ils ont appris ;
- Formations sur différents thèmes, toujours en faisant appel à un formateur : construction d'une petite éolienne, utilisation de la terre crue, du chanvre, de la paille,...
- Vente de livres spécialisés et de quelques produits naturels (pigments,...).

- Type de public

Le public de l'association est relativement diversifié, même si l'essentiel des visiteurs n'est pas néophyte en matière d'éco-construction :

- Personnes sensibilisées voire déjà dans le réseau d'information sur l'éco-construction : ces personnes font la visite le plus souvent par curiosité et par sensibilité aux thématiques de l'éco-construction, certaines parce qu'elles sont déjà engagées dans une démarche de construction ou de rénovation et qu'elles cherchent des réponses plus précises à leurs questions ;

- Professionnels : ils viennent aux visites par curiosité pour l'éco-construction, comme première approche à une éventuelle spécialisation. Certains viennent en formation, cette fois dans une optique avérée de s'orienter vers l'éco-construction ; des employés d'administrations ou de collectivités publiques viennent également s'informer et se former ;

- Enfants : dans le cadre des animations évoquées précédemment ;

- Riverains : personnes habitant à proximité de l'écocentre venant par curiosité ; ils sont encore peu nombreux, car la signalétique est très discrète pour le moment.

- Relations avec les pouvoirs publics

Les relations avec les structures publiques locales sont assez mitigées et dépendent du type de structure auquel l'association est confrontée.

A un niveau très local (communal notamment), l'écocentre intrigue et a suscité des réactions relativement ambiguës : la municipalité était très enthousiaste lors du montage du projet, et s'était engagée à faire poser des panneaux signalant le site sur la route nationale traversant la commune ; or, rien n'a été fait depuis, le maire et ses conseillers restant injoignables.

A une échelle territoriale plus vaste, en revanche, les relations sont assez bonnes, notamment avec les structures en lien avec la préservation de l'environnement : l'association a ainsi été soutenue financièrement (comme évoqué précédemment) et a suscité de l'enthousiasme.

- Relation avec le secteur entrepreneurial

Ces relations sont assez bonnes : en effet, l'éco-construction représente à l'heure actuelle un milieu relativement confidentiel dans lequel les personnes les plus engagées se connaissent au moins de réputation. D'autre part, l'association a de nombreux contacts avec des professionnels de l'éco-construction par ses activités, tant par le site internet que par l'édition de « L'annuaire de l'habitat sain » et par le soutien à la construction de l'écocentre.

L'écocentre permet ainsi d'orienter les visiteurs vers des professionnels dans certains cas : soit en faisant connaître l'annuaire et le site internet CR3E, soit en conseillant directement certains entrepreneurs. On peut citer le cas des briques monomur utilisées pour le chantier : elles proviennent d'une entreprise qui les a fait breveter et l'entreprise elle-même est encore très peu connue. Elle trouve donc dans le centre un moyen de faire connaître son produit, de même que les utilisateurs découvrent l'entreprise qui a peu les moyens de faire de la publicité.

- Relations avec les autres associations

L'écocentre se situe dans le « noyau dur » du domaine de l'éco-construction, aussi est-il en lien avec d'autres associations et travaille en réseau. Ces liens ont déjà été évoqués : élaboration de l'annuaire, montage du projet d'écocentre,...

Il y a ainsi un travail de diffusion de l'action associative, dans le sens où l'écocentre peut diriger des visiteurs vers des associations (plus spécialisées dans un domaine ou dans la zone géographique du demandeur) ; à l'inverse, ces associations font connaître le centre.

- Analyse de l'activité de l'Ecocentre du Périgord et observations suite aux entretiens : quelles pistes de travail ?

Tout d'abord, la description des activités de l'Ecocentre permet de bien visualiser ce que les associations répondant au questionnaire peuvent entendre par sensibilisation, formation,

expérimentation,... De plus, ce travail de terrain a été l'occasion de faire une visite guidée du site d'une part (comme n'importe quel visiteur), d'autre part de s'entretenir avec les deux animateurs et le fondateur de l'association : outre des questions sur le montage du projet et les activités de l'écocentre, l'entretien a été orienté vers la question des attentes et commentaires exprimés par les visiteurs, afin de définir leurs besoins pour la suite de ce mémoire.

Outre la visite, il ressort du concept du site et des entretiens avec des membres de l'association que l'activité répond en premier lieu à la nécessité de diffuser une démarche cohérente. Cette cohérence a trait à la représentation que se fait le public de l'écologie appliquée à l'habitat : en effet, le concept d'éco-construction émerge et beaucoup de personnes en ont entendu parler sans forcément réussir à se représenter à quoi il correspond. Elles ont donc besoin d'avoir un aperçu de toutes les techniques existantes liées à l'éco-construction (d'où le fait de construire plusieurs habitations sur le site et d'employer le plus grand nombre de procédés possible), d'observer le résultat de ces techniques et comment elles se juxtaposent sur une habitation.

Outre cet aspect, il apparaît que les visiteurs viennent chercher une forme d'autonomie à l'écocentre, en premier lieu au niveau de leur conception de l'habitat : aller vers l'éco-construction signifie mettre en œuvre des pratiques alternatives, d'où le besoin de changer les représentations liées à l'habitat. De plus, ils cherchent à se rassurer : les procédés de l'éco-construction étant encore peu répandus, l'idée pointe qu'ils pourraient ne pas être fiables. Aussi, l'observation d'un résultat concret permet d'infirmer certaines craintes. D'autre part, les formations dispensées dans l'écocentre iront dans le sens de cette autonomisation en complétant ce processus par un apprentissage.

Enfin, concernant le fonctionnement de l'association, il apparaît qu'on retrouve certaines caractéristiques du mouvement environnementaliste, notamment la tendance à la professionnalisation (un fondateur architecte, deux animateurs) et l'intégration dans un réseau associatif et entrepreneurial. L'écocentre du Périgord constitue donc une petite structure quasi-professionnalisée, travaillant sur l'image et les procédés de l'éco-construction vis-à-vis des particuliers. Il s'agit de les autonomiser par rapport aux représentations et aux pratiques dominantes dans l'habitat, répondant par là à un besoin de cohérence dans l'appréhension de l'habitat sain et passant par la diffusion d'une démarche globale.

2. Habitat et Energie Naturels

L'analyse de l'activité de l'Ecocentre a montré avant tout l'importance d'agir sur la perception de l'habitat, afin que les actions en faveur de l'EFENSER soient perçues comme un ensemble de pratiques indissociables. L'analyse de cette autre association cherche à discerner quels besoins expriment les particuliers dans la mise en oeuvre de cette démarche : en effet, au vu du questionnaire renvoyé par HEN, il semblait que cette association proposait la gamme la plus complète de services aux particuliers. Cette partie se concentre donc sur une mise en perspective des besoins des habitants.

- Naissance d'HEN

L'association est née de la volonté de quelques personnes déjà sensibilisées à l'éco-construction, qui ont souhaité engager une action de sensibilisation par le biais d'animations, de visites,...

L'association a donc été créée et s'est très rapidement intégrée au réseau CIVAM de Loire-Atlantique. Un CIVAM, Centre d'Initiatives en Milieu Rural, regroupe des associations qui se veulent des relais du développement durable en milieu rural, et dont l'activité est liée à la mise en valeur de ce milieu dans une optique de préservation de l'environnement. Les CIVAM sont présents dans toute la France et sont fédérés au niveau départemental, à l'instar du réseau CIVAM de Loire-Atlantique. De plus, les CIVAM sont des structures reconnues, soutenues (financièrement notamment) par de nombreux organismes publics à différents niveaux : Europe, Ademe, FNSVA, regroupements professionnels (agriculteurs biologiques,...).

Le CIVAM 44 comporte 8 associations, dont certaines en lien avec l'EFENSER (notamment la filière bois-énergie en milieu rural). Ainsi, le président et fondateur d'HEN, qui était en lien avec des administrateurs de la structure, a pu s'intégrer dans ce réseau, ce qui présentait pour l'association de nombreux avantages : bénéficier de la reconnaissance du sérieux de ce réseau pour se faire connaître et bénéficier de moyens plus importants. HEN a donc pu employer un animateur à mi-temps (une autre association du CIVAM, DEFIS Bois, l'employant le reste du temps).

- Montage du projet et activités

Le travail de l'association a débuté par une activité aujourd'hui devenue emblématique d'HEN : les journées de l'habitat sain. Chaque deuxième week-end du mois, une visite est organisée (travail de l'animateur) chez un particulier dont l'habitation répond aux procédés de l'éco-construction (partiellement ou non : certaines visites visent à observer un procédé particulier, par exemple l'installation d'un chauffe-eau solaire ; dans d'autres cas il s'agit d'une démarche globale d'éco-construction et c'est cette démarche globale qui est au cœur de la visite). Les particuliers en question étaient des adhérents, notamment au début de cette activité, puis le cercle s'est élargi à des connaissances des adhérents et ainsi de suite par le biais du bouche-à-oreille et au fur et à mesure de la constitution d'un réseau.

Durant la visite, le propriétaire relate la façon dont il a mené ses travaux et l'animateur est présent pour fournir les explications nécessaires. Après chaque visite, un compte-rendu est rédigé par l'animateur sous la forme d'une fiche technique décrivant l'habitation et les procédés employés.

Les journées de l'habitat sain ont eu beaucoup de succès, très rapidement : en quelques mois, chaque visite attirait déjà le nombre maximum de visiteurs possibles (environ une trentaine). Ainsi, d'autres projets ont découlé de celui-ci et l'association a progressivement élargi ses activités.

Tout d'abord, une base de données est en cours d'élaboration à partir des fiches techniques réalisées après les visites : la description de tous les lieux visités seront ainsi insérés dans la base de données, qui sera accessible aux adhérents de l'association souhaitant établir un contact avec un éco-constructeur concernant un domaine précis.

A la rentrée, les visites seront enrichies par l'intervention de professionnels à l'activité en lien avec la thématique de la visite, qui accompagneront l'animateur et présenteront un exposé afin de détailler les thèmes abordés. En effet, des professionnels étaient souvent présents lors des visites et ont exprimé le désir de participer à ce travail de diffusion de la connaissance sur l'éco-construction, d'où la décision de les associer aux journées.

D'autre part, les adhérents d'HEN ont formé des commissions thématiques, c'est-à-dire des groupes de projet, dans 9 domaines différents : enduits et peintures naturels, récupération des eaux de pluie, bois et auto-construction, auto-construction de panneaux solaires, groupement d'achat de chauffe-eau solaires, brique monomur, isolation thermique, amélioration de l'habitat en général et répertoire de professionnels. Chacun des groupes travaille à une documentation et une auto-formation en commun, souvent « entraîné » par quelques personnes du groupe plus expérimentées.

Certains groupes ont ainsi mis en place des actions intéressantes. La commission d'achat groupé, épaulée par l'animateur, a ainsi prospecté auprès des fournisseurs, négocié et obtenu d'une entreprise une réduction de 25% pour chaque acheteur (22 en tout). Le groupe chargé du répertoire des professionnels s'applique, comme le nom de la commission l'indique, à recenser les professionnels agréés (par exemple « Qualisol », agrément certifiant qu'un plombier ou un chauffagiste a suivi une formation reconnue par l'Ademe afin d'apprendre à poser des chauffe-eau solaires) ou compétents dans les techniques liées à l'éco-construction, pour éditer un guide départemental.

On peut noter que l'association a une activité classique de sensibilisation, lors d'événements en lien avec l'éco-construction auxquels elle participe et par le biais d'un bulletin publié dans le journal du CIVAM.

Enfin, HEN est en train de mettre en place une activité qui devrait débiter à la rentrée scolaire 2004 : des formations à destination des adhérents afin d'approfondir le travail de découverte engagé par le biais des visites. Il se peut donc que les professionnels qui acceptent de participer aux journées de l'habitat sain assurent également des formations, par exemple sur l'emploi d'une technique ou d'un matériau particuliers, sur une durée de plusieurs jours, soit chez des particuliers de l'association dont l'habitation comprend un chantier intéressant soit sur un site à définir.

- Relations avec les pouvoirs publics

HEN, par son appartenance au réseau CIVAM, dépend en grande partie de l'aide de structures publiques, par le biais du FNSVA (Fonds National de Soutien à la Vie Associative) et des subventions européennes.

Au-delà de ce type de relations relativement unilatérales, HEN est en lien avec l'Ademe et le point-énergie de Nantes de façon un peu indirecte : en effet, l'animateur travaille également pour l'association DEFIS-bois, qui est relai-info-énergie de l'Ademe.

- Relations avec le secteur entrepreneurial

L'association est, comme on l'a vu, en lien avec le tissu entrepreneurial local, qui s'intéresse à HEN et y trouve une opportunité de se faire connaître. Aussi, un partenariat se développe (notamment dans le cadre des visites et des interventions à venir) : ce trait est intéressant dans la mesure où les entreprises concernées sont principalement des PME-PMI qui n'ont pas les moyens de faire de la promotion habituellement.

- Relations avec les autres associations

HEN est principalement en lien avec l'EIE de Nantes et bien sûr avec les 7 autres associations du CIVAM. Hormis ce petit réseau local, l'association appartient au réseau CLER (Comité de Liaison des Energies renouvelables) mais en est de moins en moins proche. Il semble que le réseau constitué par le CIVAM soit suffisamment diversifié pour concentrer les compétences et les connaissances nécessaires à l'activité associative, d'où un lien peu important avec d'autres associations.

- Analyse des activités d'HEN

Si l'activité de l'écocentre répondait à un besoin de visualisation de la démarche d'éco-construction, il semble que celle d'HEN s'attache principalement à répondre au besoin d'information dans la mise en œuvre de cette démarche. En effet, si HEN a débuté en mettant en place des actions de sensibilisation (comme les journées de l'habitat sain), elle a rapidement évolué vers une forme d'assistance aux projets d'habitat des particuliers.

D'une part, l'association regroupe des personnes investies qui peuvent ainsi échanger leurs connaissances et leurs expériences. D'autre part, l'animateur constitue le pivot de cet ensemble de connaissances : il explique que l'essentiel de son travail consiste à aider les adhérents dans le montage de leur projet et que c'est là l'orientation principale que prend HEN actuellement.

En effet, les adhérents se plaignent d'avoir des difficultés à trouver les informations nécessaires, notamment à cause de la diversité des acteurs vers qui se tourner : ensemble du secteur entrepreneurial potentiellement spécialisé, acteurs publics pour les subventions et les autorisations, ... De plus, les EIE sont souvent débordés et s'attachent à aider les particuliers dans des domaines définis par l'Ademe, ce qui signifie qu'ils n'ont pas la vocation ou les moyens d'aider les particuliers dans tous les domaines liés à l'éco-construction. HEN capte donc des personnes qui cherchent un interlocuteur unique afin de les aider.

Ce travail constitue une mise en cohérence entre la diversité de l'information liée à l'habitat sain et un projet concret. On peut donc assimiler cela à l'activité de « transcodage » évoquée précédemment dans le mémoire, c'est-à-dire regrouper et diffuser l'information nécessaire en la vulgarisant pour des non-professionnels dans un contexte donné. La forme d'organisation de l'association va d'ailleurs dans ce sens : un regroupement de particuliers et un animateur coordonnant les actions, les connaissances et leurs sources. De plus, cette activité sera encore approfondie avec la mise en place d'ateliers de formation et de chantiers-écoles, qui permettront d'apporter en sus de connaissances théoriques des connaissances pratiques.

Ce cas révèle donc le second enjeu important auprès des particuliers : se procurer une information complète et cohérente pour des personnes prêtes à s'investir dans une démarche d'éco-construction et qui malgré leur motivation peinent à trouver les outils qui leurs sont nécessaires.

L'analyse des activités de ces deux associations permet donc de mettre en évidence deux enjeux majeurs pour que l'éco-construction soit accessible aux particuliers.

D'une part, elles visent une mise en cohérence de la démarche : diffuser une représentation globale de l'éco-construction au niveau de l'image et des connaissances. D'autre part, elles visent à autonomiser les particuliers, toujours dans leur représentation de l'habitat (montrer que des pratiques alternatives sont fiables), et plus concrètement dans le montage de leur projet (donner des outils de savoir-faire). Ce travail sur l'image et les pratiques semble révéler une capacité à discerner les manques et les besoins sur le terrain, ce qui va dans le sens du pouvoir critique que l'on observe dans le mouvement environnementaliste.

Toutefois, cette analyse ne s'attache qu'à deux exemples : il convient alors d'analyser les caractéristiques de ce mouvement à plus large échelle, à partir des résultats de l'enquête. La partie qui suit permettra donc de déterminer si les associations ayant répondu vérifient cette première intuition d'un travail de terrain et de mise en cohérence de l'information et si d'autres aspects de l'action associative apparaissent.

II. Résultats de l'enquête : analyse de la capacité de réponse des associations aux enjeux énergétiques liés à l'habitat

1. Présentation de la démarche de l'enquête et de ses résultats

L'analyse de terrain a permis de mettre en valeur d'une part en quoi peut consister concrètement l'action associative et d'autre part à quels enjeux elle doit répondre. A la lumière de cette première approche, il convient de vérifier si la démarche d'action qui se dégage du travail de terrain se vérifie à plus large échelle, parmi toutes les associations ayant répondu au questionnaire.

Cette recherche a fait l'objet d'une enquête postale, évoquée précédemment, visant à définir les différentes actions menées par les associations. Cette enquête a consisté en l'envoi de 80 questionnaires à des associations dont les coordonnées figurent dans un annuaire spécialisé, « L'annuaire national de l'habitat écologique », réalisé conjointement par les membres de trois associations importantes* et reconnues dans le milieu de l'éco-construction, et édité par l'une d'elles*. Ainsi, si la liste des structures contactées n'est pas exhaustive, on peut tout au moins la considérer comme représentative d'un réseau : en effet, après avoir contacté les auteurs, il s'avère que les listes de structures répertoriées dans l'annuaire correspondent aux fichiers de contacts tenus par les associations auxquelles appartiennent ces auteurs. Ceci signifie que toutes les associations citées soit ont collaboré avec les associations à l'origine de l'annuaire, soit ont un lien indirect par le biais des ramifications d'un réseau.

L'objectif préalable de cette enquête était de réaliser des statistiques à partir des réponses aux questionnaires envoyés. Cet objectif s'est révélé peu pertinent à si petite échelle et dans le cadre des contraintes de temps d'une démarche d'enquête (attente des réponses). Malgré tout, sur

* C. Aubert et A. Bosse-Platière de Terre vivante, C. Micmacher de Pégase-Périgord, Y. Saint-Jours de La maison écologique.

* Editions Terre vivante.

les 80 questionnaires envoyés, 45 réponses sont revenues spontanément et les résultats des questionnaires laissent apparaître une grande diversité au sein des associations ayant répondu. Il semble donc pertinent sinon de procéder à une analyse quantifiée, tout au moins de dégager de grandes tendances au sein de ce secteur associatif au vu des résultats obtenus.

Il convient d'ailleurs de préciser que la réception de la moitié des questionnaires constitue un taux de réponses assez élevé ; de plus, la plupart des associations sondées ont joint à leur réponses de la documentation concernant leur activité.

Cette partie permet donc de répertorier dans un premier temps les différents moyens d'action dont disposent ces associations ; dans un deuxième temps, on pourra mettre en évidence plusieurs profils-types qui se dégagent de ces résultats. Pour cela, l'analyse se base tout d'abord sur une lecture verticale de la base de données constituée à partir des résultats : il s'agit de vérifier si l'ensemble des associations utilisent les mêmes outils d'action et à quels besoins répondent ces outils, afin d'approfondir et de confirmer (ou non) les premières conclusions de terrain. Puis, une lecture horizontale permet d'analyser quels modes d'organisation des activités ressortent, par le biais d'une typologie, toujours afin de vérifier si le rôle des associations perçu à travers le travail de terrain s'applique à toutes les associations.

Enfin, on pourra analyser l'ensemble de ces démarches afin de mettre en valeur leur rôle et leur positionnement face aux acteurs et au contexte de l'énergie et de l'habitat, afin de déterminer si elles jouent bien un rôle sur la perception et les pratiques.

2. Panorama des outils de promotion de l'éco-construction

La première étape dans l'analyse des résultats de l'enquête a consisté en une lecture « verticale » de la base de données réalisée, afin de s'intéresser aux outils avec lesquels travaillent les associations : il s'agit d'en déterminer la nature, la diversité et d'en tirer de premières conclusions quant au rôle de ces associations et face à quels acteurs ou publics.

- L'information et la sensibilisation

Toutes les associations ayant répondu au questionnaire mènent les actions classiques de sensibilisation, à savoir distribution de plaquettes et de dépliants, conférences, participation à des salons...

Plus intéressant : toutes ont également mis en place des animations, pour un public assez varié, aussi bien enfants qu'adultes, dont d'ailleurs de nombreux professionnels dont le métier est en lien avec la construction, c'est-à-dire architectes, maçons, plombiers, chauffagistes... ce point mérite de s'attarder : en effet, on a vu que dans le domaine de la sensibilisation à l'environnement et de l'animation naturaliste, les associations ont effectué un travail qui les met en position de « quasi-service public », pour reprendre les termes de Pierre Lascoumes ; or, il semble que dans le domaine de l'énergie et plus précisément de l'écologie appliquée à l'habitat, on constate, même dans une mesure modeste, le même processus. De plus, ces animations s'appuient également sur des visites de sites, généralement d'habitations présentant les caractéristiques de l'éco-construction. L'approche de la sensibilisation du public s'oriente ainsi vers une vision pragmatique.

D'autre part, des événements sont montés régulièrement autour du thème de l'écologie dans la vie quotidienne, soit essentiellement autour de l'habitation (un peu plus large toutefois, comprenant également des thématiques telles que la gestion de l'eau, des déchets...). Plusieurs « éco-festivals » ont ainsi été organisés, rassemblant à la fois des particuliers, des associations et des entrepreneurs du domaine de l'éco-construction, sur des sites permettant la démonstration. On peut citer l'association Heol - La maison autonome, créée par un couple autour de leur habitation, qui a organisé deux fois un éco-festival sur leur propriété, permettant en sus des

animations, forums et débats proposés de visiter le site, équipé en petit éolien, solaire et rénové selon certaines techniques bio-climatiques.

Enfin, tout un réseau de presse et d'édition spécialisés dans l'éco-construction existe. On peut citer le magazine « La maison écologique », édité depuis 2001, tiré initialement à 10 000 exemplaires et actuellement à 25 000, désormais présent en kiosque. On retrouve d'ailleurs le logo du journal sur d'autres supports, comme par exemple un guide de tourisme rural normand, ce qui dénote une certaine reconnaissance et la « non-marginalité » de ce journal. Par ailleurs, l'association Terre vivante a fondé une maison d'édition qui publie de nombreux ouvrages sur l'éco-construction ; de plus, l'association édite depuis vingt ans le magazine « Les quatre saisons du jardinage », orienté principalement vers le jardinage biologique mais qui traite également d'éco-construction et a constitué le premier magazine de référence avant la naissance d'une presse vraiment spécialisée.

Le panel de moyens de sensibilisation et d'information est donc vaste, et semble ne pas se réduire à un simple militantisme marginal mais au contraire se développer, en cherchant à s'appuyer sur des exemples concrets.

- La formation

La mise en place de formations spécialisées semble être une activité prédominante dans le milieu associatif, à destination des professionnels comme des particuliers.

Ainsi, de nombreuses associations proposent des stages de quelques jours afin de se former à des techniques de construction (conception bio-climatique, utilisation de certains matériaux, initiation à l'installation de systèmes de production d'énergie...)

Ces stages se déroulent soit sur des sites appartenant aux associations, soit chez des particuliers (adhérents de l'association notamment) dont les chantiers servent de support de formation.

Ce type de formations se destine en premier lieu aux particuliers désirant reproduire des procédés d'éco-construction sur leur propre habitation, mais également à des professionnels souhaitant élargir leurs connaissances ou se spécialiser dans la construction écologique et pour

lesquels il existe peu d'alternatives en termes de formation. On retrouve ainsi les mêmes catégories de professionnels que celles concernées par les animations et citées précédemment, à savoir architectes, plus souvent artisans du BTP (maçons, peintres, chauffagistes, plombiers, ...) et parfois quelques employés du secteur public envoyés par leur structure.

Plusieurs associations sont d'ailleurs agréées organismes de formation et travaillent en partenariat avec des structures comme les chambres consulaires, les CFPPA...

De plus, plusieurs associations ont répondu au questionnaire n'avoir pas encore d'activité de formation mais être en cours de mise en place de cette activité.

- L'expérimentation

La filière liée à l'éco-construction, notamment celle des systèmes de production d'énergies renouvelables est encore une filière jeune, qui n'a pas atteint sa pleine maturité, notamment en France où elle est peu développée : il en résulte que certaines technologies restent à affiner de façon à les rendre plus performantes. De plus, la démarche d'éco-construction s'appuie sur le recours à certains savoirs-faire anciens dont on redécouvre les avantages et qu'il s'agit de revaloriser et d'adapter aux pratiques actuelles : ainsi, l'architecture bio-climatique découle de l'architecture d'avant-guerre, quand l'avancée technologique n'était pas suffisante pour s'affranchir des contraintes physiques des sites d'implantation des habitations.

Ainsi, s'il s'avère pertinent de s'inspirer de certaines techniques de cette architecture passée, encore peut-on d'une part la perfectionner et d'autre part l'adapter aux goûts d'aujourd'hui en matière d'architecture. Il en va de même pour la question des matériaux de construction : certains matériaux traditionnels (paille, terre crue, pisé, chanvre...) suscitent l'engouement pour leurs qualités isolantes, supérieures dans certains cas à celle de matériaux industriels. Toutefois, si ces matériaux présentent des avantages, il est nécessaire de travailler sur leur utilisation afin de la rendre la plus simple et la plus performante possible.

- Le conseil

La plupart des associations sondées présentent une activité de conseil destinée aux particuliers. En effet, l'éco-construction demande une certaine réflexion sur les procédés

auxquels on veut recourir, puisqu'elle consiste en partie à s'adapter à un site (architecturalement, au niveau des matériaux disponibles, en fonction des énergies naturelles de la région...). De plus, cette réflexion vise également à optimiser le coût total de la construction/rénovation.

Les particuliers ont donc besoin d'un soutien technique afin de concevoir leur projet et de le mettre en pratique. A ce niveau, les associations semblent porter une grande part du travail de conseil, que les particuliers soient adhérents ou non. Cette activité peut également se destiner à des structures publiques ou des collectivités locales, mais ce cas de figure est plus rare.

Enfin, le conseil ne porte pas uniquement sur les aspects techniques mais concernent aussi la partie montage de dossier, que ce soit pour l'obtention d'autorisations officielles (permis de construire,...) ou dans le cadre des demandes de subventions, qui est un aspect assez complexe pour les particuliers.

- Mise en réseau

Dans le cadre de l'enquête, les questionnaires ont été envoyés aux associations figurant dans « L'annuaire national de l'habitat écologique », mais dont l'activité n'était souvent pas décrite. Ainsi, parmi les réponses obtenues, certaines proviennent d'associations n'ayant pas une activité directement centrée sur l'éco-construction, mais sur des domaines tels que l'écologie en général, la santé, le social, le patrimoine culturel... Cette première précision est intéressante, en ce qu'elle signifie que l'éco-construction participe d'une démarche plus globale, liée à des préoccupations de tous ordres et à une conception globale de l'espace et de ses habitants.

Au-delà de cette première précision, vient la question du réseau associatif. Aux questions concernant les liens de chaque association avec les autres, toutes répondent être en lien avec plusieurs associations, soit par un partenariat sur différents projets, soit afin de renvoyer les particuliers demandant conseil vers une autre association plus spécialisée lorsque l'association sollicitée ne se sent pas assez compétente.

Les associations renvoient également les particuliers à des entreprises spécialisées avec qui elles sont en lien notamment pour se tenir au courant de l'état et des avancées de la filière.

Plusieurs réseaux locaux d'éco-constructeurs existent d'ailleurs, comme les réseaux éco-bâtir, éco-villages, éco-centres ; parfois localisés comme la Fédération bretonne de l'éco-construction, la Fédération des éco-constructeurs du sud-ouest, afin de créer un mouvement local fort.

Il apparaît donc que l'on a affaire à un réseau aux compétences complémentaires dont les structures sont en inter-relation permanente, afin de mettre en commun les connaissances, de les mettre à disposition des personnes qui le souhaitent et de tirer d'un regroupement une certaine reconnaissance.

- L'expression d'une démarche ascendante

Après avoir détaillé les actions menées, il convient de préciser lesquelles sont le plus fréquentes, et quels thèmes sont le plus souvent abordés.

Au niveau du travail de sensibilisation par l'animation, il est marquant de constater que les associations s'appuient très souvent sur un support (habitation d'un particulier, site,...) : les actions plus « traditionnelles » de conférences, expositions, plaquettes, n'est pas citée fréquemment. Les animations ne correspondent donc pas à une orientation théorique et à une tentative de convaincre le public mais plutôt à des ateliers-découverte.

Ce parti pris d'une action pragmatique plus qu'une action sur les idées du grand public caractérise la nature même des outils choisis par les associations : intervenir sur des projets concrets est le point d'entrée de leur travail, ce qui est le propre de l'action ascendante qu'ont mis en place les associations environnementalistes, l'objectif étant de faire changer les pratiques sur le terrain plutôt que d'agir dans le domaine idéologique. Les associations dans la branche de l'éco-construction s'appuient donc sur des personnes déjà sensibilisées et susceptibles d'appliquer leurs idées sans savoir comment s'y prendre.

Ainsi, les thèmes les plus cités sur lesquels des associations mènent un travail d'expérimentation sont ceux de l'architecture bio-climatique et des matériaux naturels, c'est-à-dire ceux qui font le moins l'objet d'une promotion de la part des pouvoirs public et du secteur privé (les architectes et les producteurs de ces matériaux n'ayant pas les moyens ou la vocation de faire de la publicité). Ce travail vise donc à améliorer les techniques existantes et à les

diffuser par la suite (par le biais des ateliers-découverte, des formations, de la presse et de l'édition,...). Dans la chaîne que constitue l'éco-construction, les associations s'attachent donc à développer et valoriser les étapes les moins connues qui sont également les plus accessibles aux particuliers (au niveau du savoir et de la pratique).

Concernant les formations, il s'avère qu'elles sont majoritairement suivies par des particuliers et vont dans le sens des animations de façon plus approfondie, à savoir apprendre les bases de la construction écologique. De plus, les thèmes sur lesquels portent les formations sont surtout liés à l'architecture bio-climatique et aux techniques de construction utilisant des matériaux naturels, c'est-à-dire des étapes d'un chantier que les particuliers peuvent mener eux-mêmes (à quelques exceptions près : pose d'une charpente par exemple), contrairement à l'équipement en systèmes de production d'énergie renouvelable. En revanche, la question du choix de l'énergie en fonction du type de construction est abordée. Le travail de formation vise donc à permettre aux personnes qui le suit d'avoir une conception globale du chantier qu'elles veulent mettre en oeuvre et d'en réaliser la plus grande partie possible.

Au niveau du conseil, certaines associations fournissent quasiment des pré-études à un chantier de construction ou de rénovation, car il existe peu de professionnels de l'habitat écologique, compétents dans la conception globale d'une habitation, et ces quelques professionnels ne sont pas accessibles aux moyens du particulier moyen : aussi, ces particuliers se tournent vers les associations faute d'interlocuteurs adaptés. De plus, le fait que les associations travaillent en réseau trouve ici tout son sens, car une association dans l'incapacité de répondre à un problème technique peut en contacter une autre pour trouver réponse.

Ce type d'actions envers des particuliers va également dans le sens d'un certain pragmatisme et d'une « lutte » à partir du terrain (à petite échelle sur des projets concrets), visant à autonomiser les particuliers, à leur donner les outils nécessaires pour lancer leur chantier :

- d'une part pour effectuer la plus grande partie possible de la réalisation,
- d'autre part pour connaître suffisamment la théorie dans les domaines trop complexes, afin de faire les bons choix (choix du type d'énergie, de l'entrepreneur,...).

Lorsque les particuliers se trouvent face à une difficulté, des associations apportent alors leur soutien en termes de conseil.

L'action associative pour faire avancer les pratiques se caractérise ainsi par sa globalité : développer les procédés de construction peu connus et accessibles, diffuser ce savoir par la sensibilisation et la formation, pallier aux lacunes de connaissances techniques des particuliers et si besoin se grouper pour cela. L'ensemble de ces outils converge vers une action de terrain qui s'appuie sur les catégories de population les plus motivées en vue d'une diffusion de pratiques alternatives par le bas suivant un processus de « tache d'huile ».

En revanche, le rôle auprès des professionnels ayant besoin de se former est moins important que les cas concrets analysés le laissent paraître : si les formations sont pertinentes pour les professionnels qui les suivent, peut-être souffrent-elles d'un manque de publicité et de moyens (elles sont généralement courtes) pour s'apparenter à des formations de qualité comparable au secteur public. Toutefois, si cette action est encore confidentielle, elle est intéressante dans la mesure où les formations publiques sur les énergies renouvelables et sur la thermie (dans l'optique des associations, s'appuyant sur des matériaux traditionnels notamment) sont très rares : il en existerait onze concernant les énergies renouvelables et aucune en thermie, d'après les animateurs des deux associations HEN et Ecocentre. Cela confirme donc le rôle de relais de l'action publique des associations. On peut donc considérer que l'activité associative est centrée sur les particuliers.

Reste à préciser que certaines associations sondées précisent avoir obtenu le statut d'Espace Info Energie, attribué par l'Ademe. Elles sont peu nombreuses et majoritairement parmi celles qui ont une activité de conseil : ce point permet d'entrevoir le début de reconnaissance de ce mouvement de la part des pouvoirs publics. Ainsi, si ces associations sont peu en lien avec des structures publiques dans l'ensemble (peu en font mention hormis concernant les demandes de subventions), ce point montre que même involontairement, elles se situent comme un relais de l'action publique en ce qu'elles la complètent.

Ces premières conclusions semblent confirmer l'hypothèse de départ quant au rôle « ascendant » des associations, qui appuie leur objectif de changement des pratiques sur un soutien aux actions des particuliers, notamment dans les domaines où ils manquent d'information et d'interlocuteurs, ce qui confirme les premières conclusions tirées des visites de deux associations, notamment quant à leur rôle d'appui des particuliers à la recherche de leur autonomie.

Il convient toutefois de mettre ces conclusions à l'épreuve d'une deuxième lecture des résultats des questionnaires, visant à déterminer par quel processus organisationnel les associations transmettent ces outils aux particuliers d'une part, et d'autre part si leur rôle se limite à cette fonction ascendante.

En effet, cette transmission implique une capacité de « transcodage » du savoir, c'est-à-dire une mise en cohérence et une mise à disposition : il s'agira donc de vérifier cette capacité à travers une typologie des associations, afin de cerner si les grandes lignes orientations de l'action permettent ce processus de transcodage, ce que permet peu une analyse hachée par types d'actions.

3. Typologie des associations sondées

La partie précédente a amené à la conclusion que les associations orientent leur activité vers une action de terrain visant à pallier les manques qui freinent les particuliers à appliquer les principes de l'éco-construction, notamment dans les domaines où les pouvoirs publics s'investissent peu. En cela, on peut qualifier leur action d'ascendante et pragmatique, voire comme un relais de l'action publique. Néanmoins, reste à vérifier si ce mode d'action s'appuie sur une mise en cohérence de l'information, pour offrir une vision globale de l'habitat sain, tant au niveau de la perception que du projet. Cette analyse, qui repose sur une lecture horizontale de la base de données (par association), doit permettre d'infirmer ou de confirmer ce point.

Tout d'abord, on peut énoncer quelques caractéristiques générales sur l'organisation des associations ici étudiées. En premier lieu, celles qui ont répondu au questionnaire comptent jusqu'à 300 membres, dont une moitié moins de 100 membres. Il semble donc que ce milieu associatif fonctionne selon un modèle de petites structures en réseau, pour reprendre la classification de Pierre Lascoumes. De plus, la plupart présentent des moyens modestes, soit pas de locaux ni de salariés. Par ailleurs, les trois quarts d'entre elles ont été créées entre 1990 et aujourd'hui, ce qui signifie qu'il s'agit d'un réseau relativement récent (tout au moins ces associations, ce qui ne signifie pas que leurs membres n'aient pas milité dans d'autres associations précédemment). Aucune d'entre elles n'est reconnue d'utilité publique et très peu sont agréées par l'Etat (certaines en tant qu'organismes de formation et une en tant qu'association de protection de l'environnement). De manière générale, peu sont en lien avec des structures publiques hormis concernant les demandes de subvention : si les partenariats sont possibles, ils ne sont pas encore courants, d'autant plus que le mouvement est jeune.

On peut noter que c'est souvent un professionnel lié à la construction qui est à l'origine de l'association, ce qui va dans le sens des associations environnementalistes qui se positionnent quasiment comme un service public spécialisé.

Ces quelques caractéristiques préalables laissent supposer qu'il s'agit d'un mouvement encore jeune, mais en passe de se pérenniser, axé sur de nouveaux modes de militantisme, évoqués précédemment à travers l'historique des mouvements écologistes et des associations

environnementales, à savoir une action de terrain modeste et pragmatique plutôt qu'une action importante de lobbying. Il convient ainsi de détailler cette action.

Pour cela, ce mémoire a recours à un outil tout autant synthétique qu'il peut parfois être réducteur : une typologie. En effet, à partir des résultats obtenus après analyse des réponses à l'enquête, il semble qu'on puisse observer certaines caractéristiques récurrentes au sein des associations. Certes, ces observations ne proviennent pas d'une enquête à grande échelle ; toutefois, l'enquête laisse apparaître une grande diversité dans les modes d'action et d'organisation des associations et semble révéler ainsi qu'il n'y a pas « un » type particulier de structure ayant accepté de se prêter à l'enquête. Dans le même temps, au-delà de cette diversité des répondants, l'analyse des questionnaires permet tout-de-même d'entrevoir des grandes tendances récurrentes : ce sont ces grandes tendances qui sont ici présentées et analysées à travers la forme d'une typologie. Ainsi, si ce mode d'analyse présente l'inconvénient de « lisser » les données et de réduire parfois la variété et la richesse des situations observées, elle a le mérite d'offrir une vision synthétique qui dans ce cas semblait s'imposer d'elle-même à la lecture des questionnaires.

On peut ainsi distinguer quatre grands types d'associations, à partir de leurs modes d'action et de leurs objectifs. Il s'avère après analyse que ces quatre types d'associations correspondent à quatre « niveaux d'intervention » auprès du public, qui découlent chacun d'un travail de mise en cohérence différent présenté ici.

-Associations de sensibilisation et de conseil en lien indirect avec l'éco-construction

Ce type d'association n'est pas centré sur la notion d'éco-construction mais est amené à en parler par la similitude de certains domaines d'action. Ces associations s'intéressent ainsi pour certaines à l'écologie au quotidien, tant au niveau de l'habitat que de la gestion de l'eau, de la qualité de l'alimentation... En effet, après les grandes luttes pour l'écologie des années 1960 et 1970, l'idée s'est développée que chaque personne peut intervenir au quotidien et à son échelle en faveur de l'environnement : or, la notion d'éco-construction s'intègre pleinement dans cette conception et a vocation à être intégrée par les milieux écologistes dans la mesure où la question de l'énergie est prépondérante dans leur histoire.

Ainsi, l'association La Maison de l'écologie, créée en 1982, dans le département 69, mène des actions dans tous les domaines liés à l'écologie ramenée aux pratiques quotidiennes des particuliers : protection de l'environnement, promotion du vélo, alimentation biologique,... et éco-construction. Plus spécifiquement dans ce domaine, elle a mis en place des animations, participe à des salons, organise des conférences, vend certains produits (matériaux naturels : peintures,...). De plus, elle est en lien avec des associations plus spécialisées : par exemple, elle organise des visites du centre Terre Vivante, un centre de démonstration sur l'habitat sain (cf infra).

D'autres associations s'intéressent au domaine de la construction en tant que patrimoine bâti, notamment rural : préservation du patrimoine bâti rural et ancien, des techniques de construction traditionnelles,... Leur lien avec l'éco-construction est indirect et a trait à la question de l'architecture bioclimatique et des matériaux sains, car l'éco-construction s'appuie, comme on l'a vu, sur une réappropriation de pratiques passées dont on réalise la pertinence au niveau de la maîtrise de l'énergie et de l'absence d'impact sur la santé.

On peut citer Maisons Paysannes de France, association ancienne et reconnue s'il en est, puisqu'elle jouit du statut d'association dite d'utilité publique et qui sensibilise à la préservation du patrimoine bâti rural et des techniques de construction anciennes. De plus, au-delà de la sensibilisation, l'association est reconnue pour son rôle de conseil dans des opérations de restauration. Depuis 1999, Maisons Paysannes de France a fondé en région parisienne un centre de formation et de perfectionnement. Ce centre produit des animations et des formations professionnelles, notamment dans le cadre des programmes européens Leonardo et Equal : ces formations s'adressent tant à des particuliers qu'à des professionnels, souvent à la demande de structures publiques (collectivités locales, PNR, Chambres des Métiers, CFPPA,...). Or, parmi les formations proposées, plusieurs portent exclusivement et explicitement sur les techniques d'éco-construction.

Dans la même optique que Maisons Paysannes de France, on peut également citer l'association Les Ateliers du Patrimoine : cette association naît en 1988, créée par un architecte et visant la sauvegarde du patrimoine bâti, notamment rural ; quatre ans plus tard, il crée d'ailleurs les Ateliers du Patrimoine Rural, plus spécialisés. L'activité de l'association est centrée sur la sensibilisation (animations, formations) et sur le conseil en matière de restauration, souvent à la demande de structures publiques mais également privées (fédérations de professionnels du bâtiment,...). Comme dans le cas précédent, l'association a explicitement

intégré des actions sur l'éco-construction dans ses documents de présentation et dans ses activités de sensibilisation, car l'intérêt pour le patrimoine ancien a évolué vers l'aspect plus environnementaliste de l'éco-construction. Dans l'ensemble, ces associations sont à la fois plus anciennes et plus reconnues, comptant beaucoup d'adhérents. De ce fait, ce sont des associations beaucoup plus en lien avec des structures publiques car la reconnaissance dont elles jouissent leur permet de s'investir dans la vie publique : sensibilisation de scolaires, formations à destination d'agents du service public, participation à des projets de rénovation ou restauration,...

L'intérêt de ce type d'association est d'apporter une certaine crédibilité aux pratiques de l'éco-construction et de montrer que ce ne sont pas là des idées marginales, mais qu'elles s'inscrivent dans une démarche globale de préservation du patrimoine à la fois naturel et culturel.

Le thème de l'éco-construction est donc mis en perspective à travers un thème plus vaste : celui de l'écologie ou celui du patrimoine selon les cas. Il s'agit d'une part de présenter l'éco-construction à un public qui connaît peu ou pas cette démarche, d'autre part de la présenter comme une composante d'une démarche plus vaste encore de respect et de sauvegarde du patrimoine. On peut donc considérer l'activité de ce type d'associations comme un premier niveau d'intervention auprès des particuliers, à savoir leur faire découvrir la démarche même d'éco-construction. Il s'agit donc du premier travail à effectuer pour diffuser la démarche d'éco-construction : toucher un public néophyte (cf schéma ci-dessous).

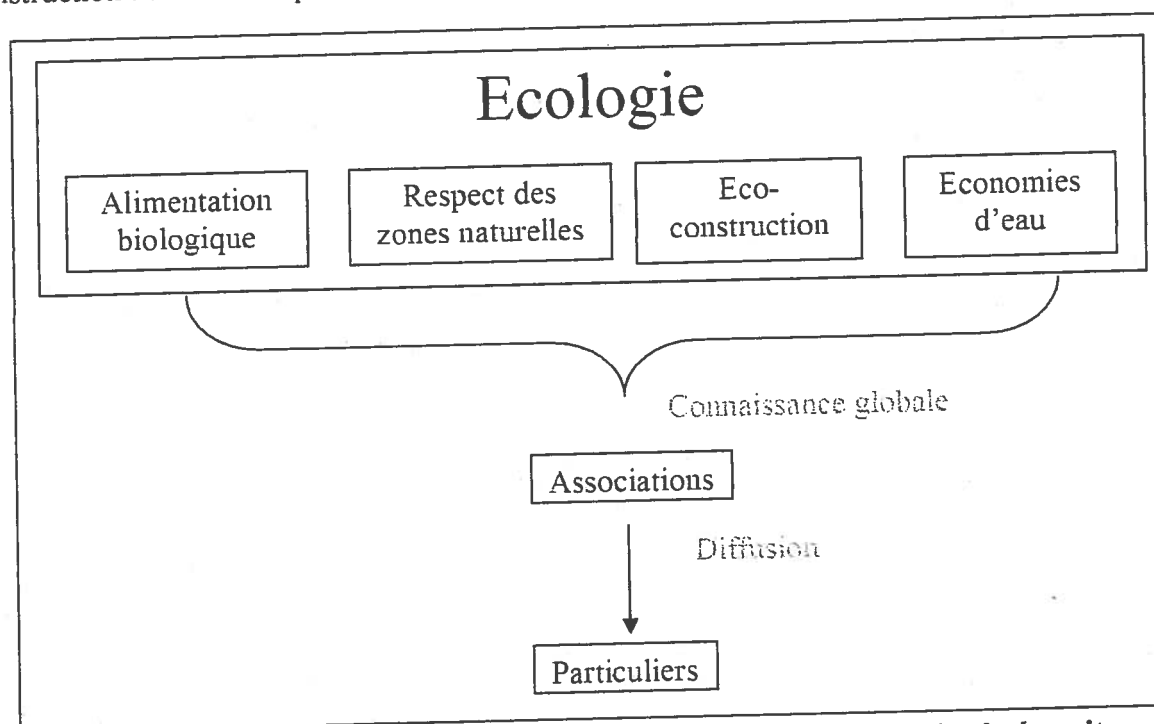


Schéma 1: les associations et leur rôle de mise en cohérence entre attitude éco-citoyenne et éco-construction

Pour cela, on peut parler de mise en cohérence, dans la mesure où l'éco-construction est abordée non pas en tant que pratique isolée mais comme composante d'un ensemble de pratiques : que des particuliers souhaitent intégrer leurs préoccupations pour l'environnement à leur vie quotidienne peut passer par une préférence pour l'alimentation biologique, par un respect des sites naturels mais également par leurs choix en matière de construction et d'énergie, de même qu'un intérêt pour la sauvegarde du patrimoine bâti ancien passe par une perpétuation de certaines techniques de construction adaptées à notre époque.

- Les associations « vitrines »

Ce type d'associations travaille à « exposer » le résultat d'une éco-construction. Cette activité prend deux formes différentes.

Pour certaines, il s'agit de petites associations, comprenant un ou quelques foyers, dont les membres se sont investis dans l'éco-construction à l'échelle de leur habitation, qui décident de créer une association autour de leur propre démarche afin d'en faire un outil de sensibilisation.

L'habitation devient alors un lieu de visites, organisées régulièrement, adressées notamment à des personnes néophytes réceptives à l'idée d'éco-habitat et cherchant à s'informer sur ses aboutissements.

Ainsi, l'association Heol-La Maison Autonome, dans le Finistère, s'inscrit dans cette démarche. Elle a été fondée par un couple ayant restauré une habitation, afin de faire découvrir les procédés utilisés lors de la restauration et d'exposer le résultat obtenu. L'habitation en elle-même a fait l'objet d'une utilisation de matériaux naturels (enduits, peintures, isolation,...), et a été équipée d'une véranda (dans un but de récupération de chaleur), de panneaux solaires pour la production de chaleur et d'électricité, et d'une éolienne de petite puissance. Pour faire connaître leur démarche, des visites de la maison sont organisées régulièrement, ainsi que des ateliers de découverte allant d'une journée à une semaine, en présence d'un formateur sur des thèmes comme l'utilisation d'enduits naturels, la pose d'une éolienne, l'utilisation de la paille,... De plus, des « éco-festivals » ont été organisés, en 2001 et 2003, sur la propriété du couple, rassemblant des associations, des entrepreneurs et des particuliers : durant trois jours, les

visiteurs ont pu assister à des débats, des démonstrations et accéder à l'habitation afin de la visiter (librement ou guidés).

Dans la même veine, l'association La Maison en Paille a été fondée en 2002 par un couple, qui a construit son habitation en bottes de paille, habitation qui est le support de leur activité. Comme dans le cas d'Heol, l'association organise des visites de la maison ainsi que des formations (dispensées par le couple) sur la construction en paille, à destination des particuliers. De plus, le couple dispense également des conférences et loue une exposition sur le sujet.

Dans les autres cas, il s'agit de centres de démonstration, où l'association a construit une ou plusieurs habitations, qui jouent le rôle de « maisons-témoins », à l'instar des pavillons-témoins des grandes entreprises de construction.

Terre Vivante, une association importante créée en 1979 et employant 35 salariés, a ainsi monté un centre de démonstration à Mens où les visiteurs peuvent visiter une « maison-témoin » construite pour illustrer les procédés d'éco-construction. Le centre est un support pour de nombreuses animations, organisées par Terre Vivante ou par d'autres associations.

On peut également citer l'association Bio-Lopin, à mi-chemin entre une association de particuliers et un centre de démonstration de par l'ampleur qu'a pris l'activité. L'association naît en 1990 d'un groupe de douze personnes qui s'installent dans un hameau pour y restaurer et y construire des habitations : le lieu s'est développé et propose depuis un accueil du public pour des visites, des animations, des formations,...

Deux objectifs sont ainsi recherchés à travers ce mode d'organisation : donner un premier aperçu de l'éco-construction et des techniques employées, et infirmer certaines craintes des visiteurs.

En effet, certaines personnes ont une sensibilité environnementale qui les rend réceptives à la notion d'éco-construction sans toutefois qu'elles n'arrivent à se représenter cette notion et ses procédés constitutifs : pour beaucoup de personnes, l'habitat écologique se résume à la pose de panneaux solaires et elles n'envisagent pas la diversité des procédés auxquels il est possible de recourir. De telles visites leur donne alors une vision beaucoup plus large.

D'autre part, on constate que beaucoup de gens se sentent favorables à appliquer une démarche environnementale à leur habitat mais doutent de la fiabilité des techniques de construction ou des équipements employés. Ces craintes tiennent en premier lieu à ce que l'éco-construction est encore trop peu répandue pour que l'on puisse facilement en observer des exemples dans son réseau de connaissances, or il est rassurant de pouvoir observer des cas réussis. De plus, la démarche d'éco-construction est en grande partie basée sur une réappropriation de techniques passées (utilisation d'énergies et de matériaux naturels) modernisées par les techniques actuelles : or, cet aspect peut repousser soit parce qu'il apparaît trop contraignant, soit parce qu'il est perçu comme le reflet d'un mode de pensée passéiste lié à une vision trop orthodoxe de l'écologie. Dans ce cas de figure, une démonstration est plus probante qu'un discours militant. On peut citer l'exemple de l'utilisation de la paille comme matériau pour monter des murs : cette technique est fréquemment citée par les associations ayant répondu au questionnaire et fait l'objet d'un intérêt croissant dans la presse spécialisée pour ses qualités isolantes et son faible coût. Or il est évident qu'aborder un tel thème avec un néophyte suscitera des réticences face à un matériau qui présente une image d'un autre siècle : dans ce cas de figure, il est plus pertinent de faire visiter une habitation où ce matériau est présent et permettre au visiteur de se rendre compte par lui-même qu'il ne pénètre pas dans une chaumière et que l'habitation présente une qualité de confort et un aspect qui ne diffèrent pas d'une habitation construite en matériaux plus modernes.

Ainsi, pour synthétiser, l'activité de ce type d'association constitue un second niveau d'intervention par rapport aux associations analysées dans le point précédent : il s'agit d'intervenir auprès de personnes sensibilisées à l'écologie appliquée à l'habitat mais encore peu informées à ce sujet, ou de façon partielle. Les « associations-vitrines » ont pour rôle de créer un référentiel dans l'esprit du public lorsqu'il pense à l'éco-construction. Il s'agit de mettre en cohérence un ensemble de pratiques dont la juxtaposition ne va pas de soi : intégrer dans la même logique le montage de murs en bottes de paille et l'installation de systèmes de production d'énergie qui sont encore des techniques nouvelles demande de l'information.

A terme, l'objectif de ce travail est de créer une « empreinte » sur le public des associations et le grand public en général, un référentiel commun de la notion de l'éco-construction. On peut d'ailleurs considérer ce référentiel comme le pendant du label Haute Qualité Environnementale, qui est désormais sinon appliqué tout-au-moins connu des élus ; il

s'agit ici d'appliquer la même démarche au niveau de l'habitat individuel, afin que les particuliers aient eux aussi un concept auquel se référer (cf schéma ci-dessous).

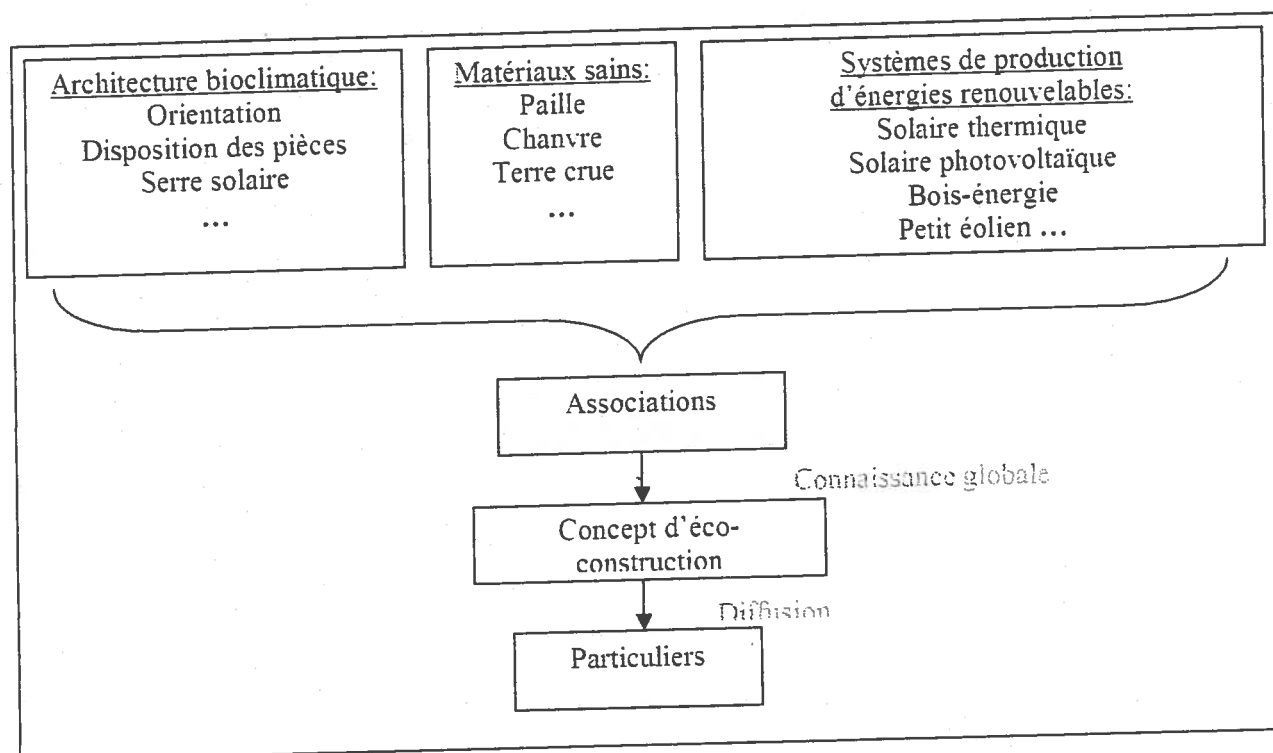


Schéma 2: le transcodage des connaissances: la mise en cohérence des différents procédés de l'éco-construction dans un concept global diffusé comme tel

- Les associations d'entraide entre particuliers

Il s'agit cette fois de créer un réseau d'échange d'informations et d'entraide à travers le cadre associatif. Ce type d'association a généralement pour origine quelques personnes qui ont appliqué la démarche d'éco-construction et souhaitent la faire découvrir, de la même manière que le type d'associations décrit précédemment. Ainsi, la forme de l'action associative est de deux sortes : soit une personne ayant acquis une expérience en éco-construction diffuse ses connaissances, soit un groupe de personnes se rassemble sous la forme associative pour partager les connaissances acquises. Dans les deux cas, l'action est confinée à un petit nombre de personnes et a peu vocation à militer.

Ainsi, l'association Abro est constituée d'une seule personne depuis 1980 (membre d'une autre association et ayant créé la sienne) et fonctionne sans fonds. Le responsable de l'association a constitué une bibliothèque de prêt sur l'éco-construction, organise des visites guidées, dispense des animations pour d'autres associations, des particuliers et des

professionnels, notamment sur les thèmes de l'isolation thermique et de l'énergie solaire. De plus, il a une activité de conseil pour des particuliers, qu'il oriente également vers des entreprises. Il s'agit donc d'une association à l'activité modeste et très localisée qui intervient auprès de personnes qui en ont eu connaissance par le bouche à oreille.

On peut également citer l'association Ouvert et Durable, créée en 2001 par une architecte : encore une fois, il s'agit d'une petite association qui ne vit que des cotisations de ses membres. La responsable de l'association, grâce à ses connaissances en tant qu'architecte, organise des animations et des ateliers-découverte de l'éco-construction, tant à destination des particuliers que de professionnels (maçons, peintres, charpentiers,...) et que des élus. De plus, elle dispense du conseil pour des particuliers qui construisent ou rénovent dans une optique d'éco-construction et les renvoie vers des entreprises locales spécialisées.

Dans le deuxième cas de figure, un réseau d'intéressés se tisse au fur et à mesure de l'évolution de l'association, regroupant des éco-constructeurs et aboutissant à un réseau d'entraide davantage qu'à une association de sensibilisation.

Ce mouvement se traduit par différentes actions :

- visites d'habitations (de membres ou de personnes extérieures à l'association),
- échanges de conseils et d'informations selon l'expérience et les connaissances de chacun,
- recherche d'informations en commun, pour davantage d'efficacité,
- échange de coordonnées des entrepreneurs locaux,
- chantiers-écoles : des éco-constructeurs en cours de travaux accueillent des membres désireux de se former à un procédé. Les premiers y trouvent une main d'oeuvre gratuite et les seconds une sorte de formation ;
- achats groupés.

Dans le cas où l'association est un peu plus importante, on peut citer l'association Les Chèvres dans le Vent : il s'agissait au départ d'un élevage caprin dont les exploitants ont décidé d'installer une éolienne et un chauffage au bois, à la fois pour les bâtiments d'exploitation et pour l'habitation. Afin de faire profiter de leur expérience, les exploitants ont créé l'association et se sont mis à organiser des animations autour de la ferme et du système de production d'énergies renouvelables. L'activité connaissant un certain succès et grâce à des subventions, un

emploi-jeune a été créé, afin qu'un animateur prenne en charge les visites. Petit à petit, des particuliers et des exploitants agricole locaux se sont intéressés aux systèmes de chauffage au bois et de production d'énergie éolienne et ont commencé à émettre le souhait de s'équiper à leur tour. L'association s'est mis à s'élargir, de même que les actions menées : outre l'activité de sensibilisation, l'animateur fournit un soutien technique aux personnes qui désirent s'équiper (montage de dossier de subventions, choix du système le plus adapté,...) et tente d'organiser et coordonner la demande afin de mettre en place des achats groupés. Les adhérents se sont donc fédérés autour de l'animateur afin de s'investir dans la démarche d'équipement en SER, créant un petit réseau local d'entraide.

Ce type d'association fonctionne donc à travers deux dynamiques : d'une part, les membres les plus anciens et expérimentés « initient » les arrivants ; d'autre part, les membres se mettent en commun pour rechercher puis échanger les informations qui les intéressent.

Il s'adresse ainsi à un public différent des associations-vitrines, c'est-à-dire un public déjà sensibilisé à la notion d'éco-construction, qui ne cherche pas à être convaincu mais cherche plutôt un soutien afin de se lancer concrètement dans cette démarche et d'effectuer des travaux : on peut donc supposer que le groupe dans lequel s'insèrent les membres a un rôle à la fois pour aider à la mise en route du projet mais également en ce que la présence de ce groupe conforte et sécurise, face à une démarche encore marginale.

Si ce type de réseau pourrait fonctionner hors du cadre associatif, ce statut apporte des avantages supplémentaires. Il conditionne en premier lieu une organisation qui rend l'action plus efficace. De plus, il apporte une crédibilité et une publicité qui permet au groupe de capter de nouveaux arrivants plus facilement. Il apporte également des moyens plus importants à travers les cotisations des membres et les subventions : ces moyens permettent de mettre en place certaines actions impossibles sans soutien financier. Certaines associations engagent un animateur qui se charge de coordonner le réseau, organiser des sorties plus élaborées, faire connaître l'association ou encore aider les membres dans le montage de leur projet.

Ces associations s'adressent donc, comme décrit précédemment, à un public prêt à se lancer dans la démarche d'éco-construction : de fait, l'activité consiste en une mise en cohérence des connaissances dans tous les domaines ayant trait à l'habitat écologique. En effet, ces associations possèdent une vision globale de l'habitat écologique, ce qui permet au public en

demande de se tourner vers un interlocuteur unique, alors que l'habitat a trait à quantité de domaines différents. Cette caractéristique permet aux particuliers qui s'adressent à l'association de bénéficier de conseils ou de contacts dans tous les domaines dans lesquels ils manquent d'informations. Le travail de mise en cohérence porte donc à la fois sur les différentes connaissances à mobiliser pour se lancer dans l'éco-construction et sur l'ensemble des acteurs vers qui se tourner (au niveau entrepreneurial et au niveau des démarches à effectuer concernant les autorisations de construire ou les subventions mobilisables, domaine géré par plusieurs structures différentes, comme observé dans la première partie).

Il s'agit donc d'un troisième niveau d'intervention par rapport aux associations décrites précédemment, mais toujours basé sur une même optique de globalisation de la perception et de l'information (cf schéma ci-dessous).

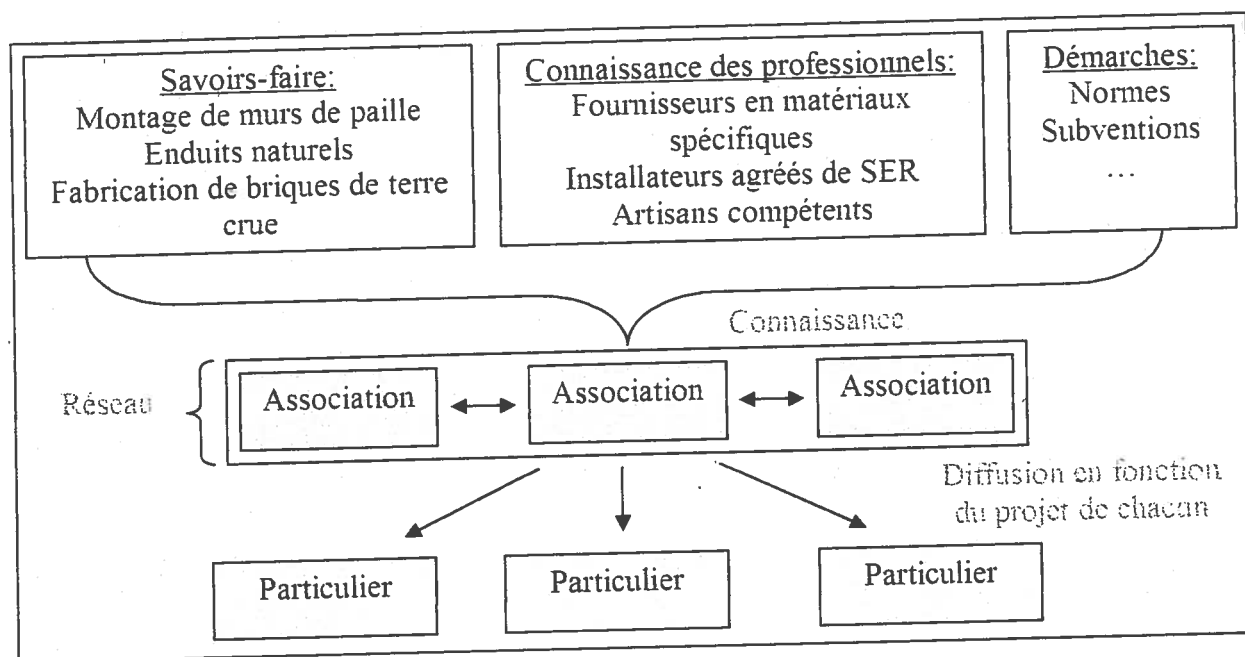


Schéma 3: mise en cohérence par les associations entre toutes les connaissances liées à l'éco-construction et les connaissances nécessaires au projet de chaque particulier

- Les associations de développement des techniques liées à l'éco-construction

Il s'agit d'un type d'associations moins fréquent, dont les adhérents cherchent à améliorer les techniques liées à l'éco-construction. Leur action est donc généralement ciblée sur une thématique, alors que les autres types d'associations étudiées travaillent souvent sur la démarche d'éco-construction dans sa globalité. Toutefois, toutes revendiquent à travers les questionnaires un intérêt plus large pour l'éco-construction en général.

Dans ce cas de figure, le travail d'amélioration visé consiste en deux grandes tendances :

- se réapproprier des techniques de construction anciennes et les moderniser pour les adapter aux exigences de confort modernes, en fonction des connaissances actuelles,
- dans le cas de l'utilisation de systèmes de production d'énergies renouvelables, il s'agit soit d'améliorer un système en lui-même, soit de faire avancer les connaissances lors de l'installation dans une habitation.

Cette recherche a deux types de supports différents : soit l'association a une activité de conseil et s'appuie sur les différents chantiers auxquels elle participe pour affiner une technique au fil des expériences, soit elle possède son propre site (habitation de l'un des membres ou site non habité).

Dans le premier cas d'une l'association qui se base sur une activité de conseil, cela lui permet d'expérimenter chez des particuliers. Dans le deuxième cas, l'expérimentation peut consister en la construction ou la rénovation d'une « maison-témoin » : lorsque l'activité touche à l'architecture bioclimatique ou à la question des matériaux sains, il est possible de travailler « ex-nihilo ». De plus, ces sites (associatifs ou de particuliers membres de l'association) peuvent être un terrain d'expérimentation pour des entreprises ayant mis au point de nouvelles techniques encore non commercialisées, qu'elles souhaitent tester au préalable. Enfin, on peut noter qu'un site d'expérimentation peut également constituer un lieu d'animations ou de formation.

Ainsi, l'association Action Cogénération 2000, fondée en 1997 et comptant 7 membres, travaille autour du thème de la valorisation énergétique des déchets de bois, pour une production en cogénération (c'est-à-dire à la fois de chaleur et d'électricité), procédé encore peu courant, surtout à l'échelle de résidences particulières. L'association vit grâce aux cotisations de ses membres mais surtout de la vente de matériel récupéré (chaudières à bois), ce qui lui a permis

d'acquérir une habitation en site isolé, non reliée au réseau d'eau et d'électricité : les membres de l'association travaillent donc à équiper cette maison en système de production d'énergie électrique et de chaleur par le bois, et d'en faire une habitation autonome en énergie, ce qui est assez novateur dans la mesure où les quelques habitations autonomes ne se basent pas sur un type de production d'énergie.

Dans la même veine, l'association Sens Espace Europe, créée en 1989, présente le même type d'activité, centrée cette fois sur l'architecture bio-climatique. L'association, fondée par trois architectes et un ingénieur, a acquis un terrain dans le Larzac, qui leur sert de site expérimental. Sur ce site, ils ont construit plusieurs bâtiments, en essayant de développer la prise en compte des procédés bio-climatiques et de les concentrer au maximum sur une habitation. Ce travail va d'ailleurs donner lieu à la publication d'un livre, à paraître en 2005, et le site est d'ores et déjà ouvert au public.

L'association le Nid de Bois, en revanche, mêle à la fois des expérimentations en site isolé et profite de son rôle de conseil pour développer le chauffage au bois. Il s'agit d'une association basée sur le regroupement de professionnels : l'Association de Développement du Bois en Franche-Comté, le lycée du bois de Mouchard et l'Institut Compagnonnique de Mouchard. L'association a un rôle de conseil dans le domaine du chauffage au bois et en profite pour « tester » l'utilisation de nouveaux matériaux de combustion (les personnes conseillées l'étant en toute connaissance de cause). Concernant le travail en site isolé, il est en revanche sur la construction en bois : le site est donc lieu de construction.

Par ailleurs, les associations qui ont répondu mener une activité d'expérimentation disent également prendre en compte la question des coûts, c'est-à-dire rendre certains matériaux ou équipements les moins onéreux possible, puisque c'est là l'une des limites de la démarche d'éco-construction aujourd'hui, plus précisément concernant la production d'énergie. Ainsi, certaines associations réfléchissent de façon globale à la manière de compenser le coût d'installation de systèmes de production d'énergie par le recours à des matériaux locaux peu onéreux, avec lesquels un particulier peut effectuer lui-même des travaux.

Le cas de ces associations est un peu particulier, dans la mesure où leur vocation première est un travail sur les procédés liés à l'éco-construction davantage que sur le contact avec le public : il s'agit d'un travail en amont afin de perfectionner ces procédés. Toutefois, c'est

le parti-pris dans le choix de leurs thèmes de travail qui est intéressant dans la mesure où ces associations s'attachent à rendre certaines techniques les plus accessibles possibles pour les particuliers. Le terme d'accessible doit s'entendre au niveau de la facilité à reproduire ces procédés par les particuliers eux-mêmes (utilisation de matériaux nécessitant peu de main d'oeuvre donc manipulables sans avoir systématiquement recours à des professionnels, techniques simples donc facilement transmissibles,...), et au niveau du coût, c'est-à-dire simplifier autant que possible le recours aux matériaux naturels qui sont peu onéreux (paille, terre, chanvre,...).

Ainsi, non seulement ces associations travaillent sur des thèmes qui ne sont pas privilégiés au niveau de l'action publique et qui seraient difficilement l'objet de publicité (les agriculteurs ne font pas de promotion de leur paille, pas plus que les architectes spécialisés dans le bio-climatisme n'ont les moyens de faire parler d'eux), mais surtout elles travaillent en se mettant à la place du citoyen moyen qui n'a pas les moyens de dépenser une grande somme d'argent pour son habitation, qui n'est pas fêru de construction et a peu de connaissances.

On retrouve certes moins que chez les autres types d'associations une démarche globale concernant l'éco-construction, c'est-à-dire portant sur toutes ses composantes. Toutefois, cette activité tend vers une adaptation des procédés au constructeur et cette optique en constitue le point d'entrée ; aussi, on peut parler d'une forme de mise en cohérence entre les possibilités du particulier moyen et l'offre en matière d'éco-construction. Il s'agit donc d'un travail en amont de la filière, qui se distingue un peu mais entre dans la même logique que l'activité des autres associations (cf schéma ci-dessous).

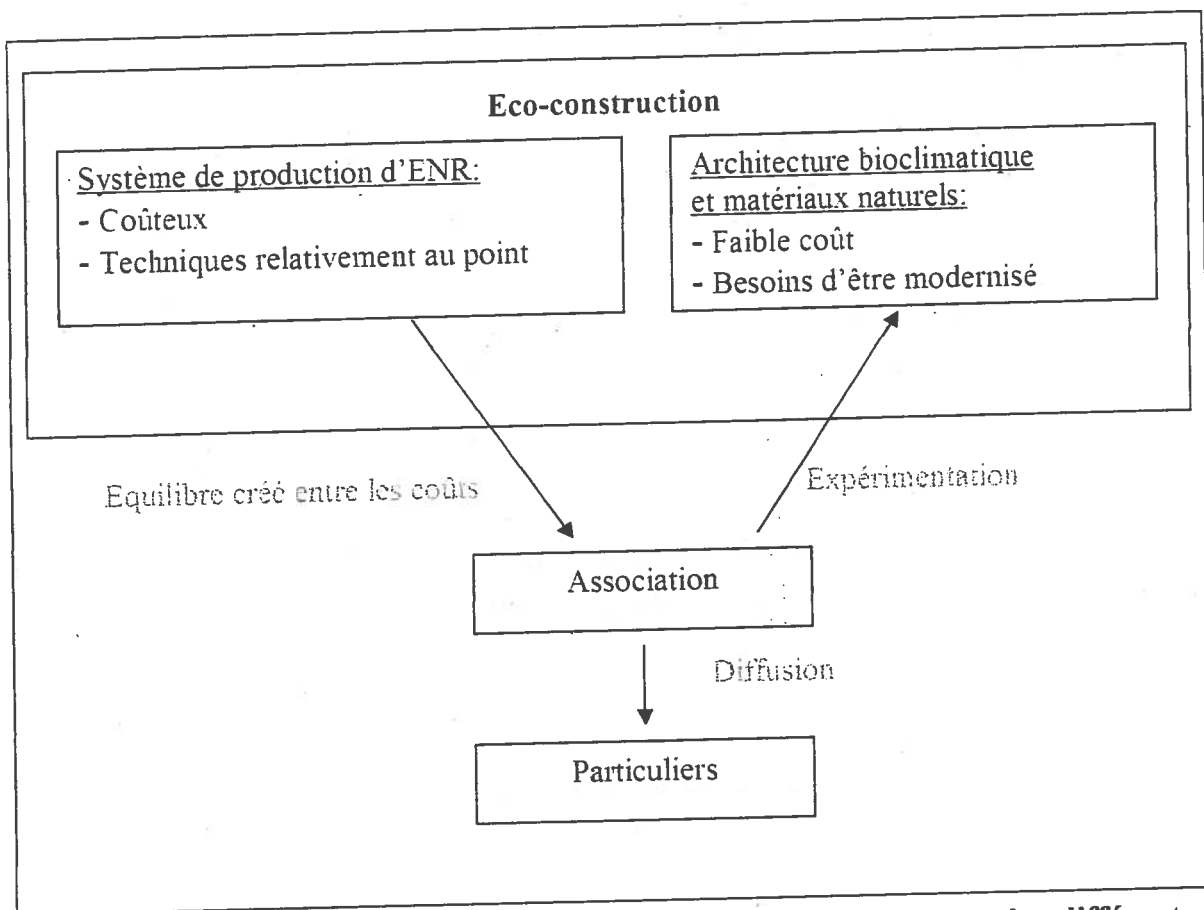


Schéma 4: équilibrage des coûts et des besoins de recherche entre les différents procédés liés à l'éco-construction

- Conclusions de la typologie : un réel transcodage du savoir par les associations

Cette typologie laisse donc bien apparaître quatre niveaux d'intervention dans la nébuleuse de l'éco-construction : la simplification et la réduction des coûts des procédés d'éco-construction ; faire découvrir la démarche d'éco-construction ; créer un référentiel commun afin que l'écologie appliquée à l'habitat soit perçue comme une démarche globale ; donner les outils nécessaires aux constructeurs désirant se lancer dans un chantier quelles que soient leurs lacunes.

Le processus de diffusion de l'éco-construction dont on a analysé le caractère ascendant dans la partie précédente s'appuie en outre sur un travail de transcodage que l'on vérifie ici. Que ce soit au niveau de la perception par les particuliers, de l'information, des acteurs ou des procédés, toutes les activités convergent pour mettre à disposition de la population les moyens nécessaires pour s'investir selon le « stade de sensibilisation » où se trouve le public. Cette action s'apparente dans une certaine mesure à celle des EIE (ce que confirme l'agrément donné à

certaines d'entre elles pour endosser ce statut) ; toutefois, peu d'associations sont en lien avec les pouvoirs publics, ce qui montre que le rôle de relais de l'action publique s'il est effectif n'est pas recherché, d'autant plus que l'un des objectifs de ces associations est d'autonomiser les particuliers.

On peut donc parler de « transcodage » dans le cas présent : en effet, la connaissance est centralisée ou adaptée selon les différents besoins, dans l'optique de l'action globale et ascendante évoquée précédemment : il y a donc une mise en cohérence entre l'information (au sens large : connaissances techniques, connaissance des acteurs,...) et les besoins des particuliers, que ce soit pour leur offrir une perception globale de l'habitat sain ou pour concentrer les connaissances nécessaires à un projet, diffuses par nature (cf schéma ci-dessous).

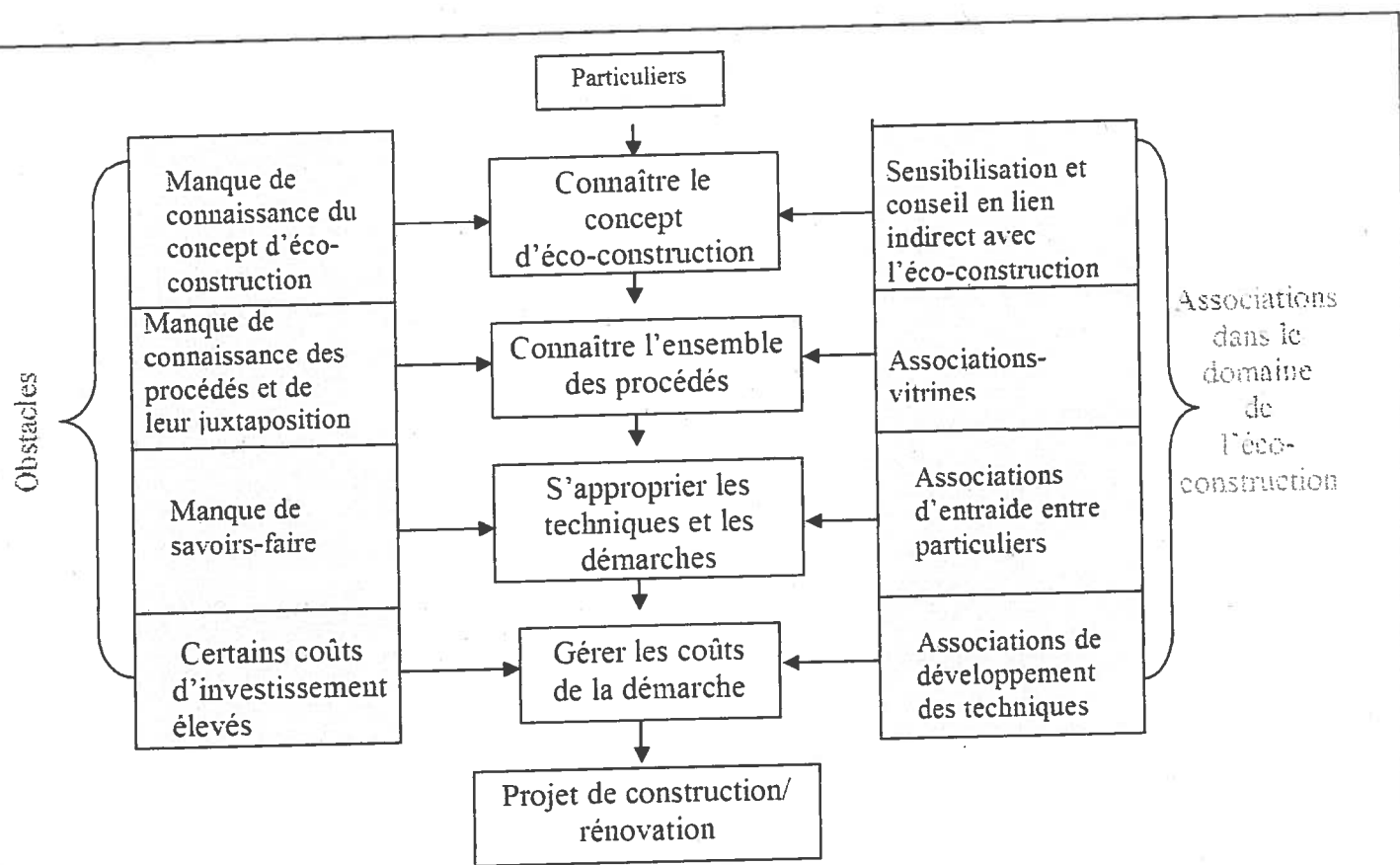


Schéma 5: synthèse du rôle des différentes associations dans le domaine de l'éco-construction et de leur rôle face aux particuliers

- Associations et pouvoirs publics

Reste à approfondir un point très important, à savoir le lien entre le secteur associatif étudié et les pouvoirs publics. En effet, cette recherche montre que l'action associative a une capacité à pallier certains manques en matière d'action publique, par son attachement à centrer l'action sur les particuliers et par une faculté à leur diffuser l'information nécessaire en termes de savoirs techniques et de représentations. Toutefois, il convient de synthétiser ce point.

En effet, on observe qu'actions associative et publique tendent à se compléter, volontairement ou non. On a vu que la force de l'action publique était d'intervenir au niveau de la réglementation, notamment concernant le secteur privé (en grande partie industriel), capable de supporter le coût d'une nouvelle législation en matière d'efficacité énergétique et d'énergie propre. De plus, l'action publique tend vers un développement des énergies renouvelables par de grandes structures de production (par le biais d'EDF notamment). Ses résultats en matière d'EFENSER sont donc performants dans le cadre d'une action centralisée et coercitive. En revanche, les pouvoirs publics présentent une plus grande difficulté à intervenir vis-à-vis des particuliers, dans le cadre d'une action de sensibilisation et d'incitation, qui demande un investissement de terrain et un travail de communication.

A l'inverse, le secteur associatif présente une culture du travail de terrain que confirme cette recherche dans le domaine de l'éco-construction et est plus apte à mettre en place des actions de sensibilisation des particuliers. De plus, ces associations ont l'avantage de se positionner comme interlocuteur unique face aux particuliers, ce que ne permettent pas les structures publiques : c'est cette capacité de mise en cohérence et de « transcodage » du savoir qui fait leur différence. Cette caractéristique peut faire envisager le secteur associatif comme un relais de l'action publique, effectuant un travail que les structures publiques n'ont pas les moyens ou la culture de développer. Toutefois, il convient de rester prudent concernant cet aspect, car les relations entre ces deux secteurs et la reconnaissance mutuelle semblent encore timide.

A ce sujet, la recherche menée par P. Lascoumes a mis en valeur le lien entre pouvoirs publics et associations environnementalistes, notamment le rôle du travail de terrain mené par lesdites associations dans une prise en compte progressive des problématiques environnementales à l'échelle des politiques publiques nationales : aussi, si cet aspect n'est pas

au centre de ce mémoire, il paraît néanmoins pertinent de tirer quelques conclusions à ce sujet, qui mériterait d'être approfondi à travers une nouvelle recherche.

Concernant le lien entre associations et pouvoirs publics, il convient tout d'abord d'opérer une distinction : les relations semblent plus développées à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale. En effet, si l'on se réfère aux résultats de l'enquête, on note une certaine collaboration entre une bonne partie des associations et des structures publiques locales (principalement non politiques : CFPPA,...). On peut noter tout particulièrement le lien entre les associations étudiées et les antennes locales de l'Ademe dans le cadre de projets en commun (organisation d'évènements,...). Il semble donc que le travail associatif jouisse d'une certaine reconnaissance au niveau local ; la source de subventions la plus fréquemment citée dans les questionnaires est d'ailleurs celle des collectivités locales.

La situation semble différente au niveau national : en effet, on ne relève pas de volonté affichée de s'appuyer sur le secteur associatif en tant que relais local dans les textes ayant trait aux grandes politiques de l'EFENSER (de type PNLCC). Pourtant, les évaluations de ces politiques publiques (commanditées par les structures qui les ont mises en place) mettent en évidence la difficulté à mettre en oeuvre localement les orientations décidées à l'échelle nationale, ce qui a d'ailleurs présidé à la création des EIE, afin d'augmenter les interlocuteurs locaux en matière d'EFENSER. A ce sujet, on relève un signe de reconnaissance de l'action associative par l'Etat : les EIE, dont la création est subordonnée à l'agrément de l'Ademe, peuvent être des associations comme celles qui font l'objet de ce mémoire. Parmi les associations ayant répondu au questionnaire, certaines ont d'ailleurs acquis ce statut. Il s'agit là du seul signe visible de reconnaissance dans le cadre de cette recherche. On peut donc supposer que la démarche d'éco-construction est peu connue et par là qu'il en est de même du secteur associatif qui la soutient. De plus, ce mouvement associatif semble récent, aussi peut-on supposer qu'il n'a pas suffisamment « fait ses preuves » pour être reconnu : peut-être renvoie-t-il encore l'image militante qui a caractérisé les associations écologistes durant la période des années 1960-1970, qui jouerait en sa défaveur. Aucune source ne permet de proposer une explication quant à la perception de ce secteur par les pouvoirs publics, notamment nationaux.

Concernant à l'inverse la perception des pouvoirs publics par les associations étudiées, on observe une certaine méfiance, qui transparaît tant à travers les entretiens menés que dans les commentaires présents dans les questionnaires. La même différenciation peut s'opérer entre la

perception des acteurs publics à l'échelle locale et à l'échelle nationale. En effet, parmi les commentaires des associations enquêtées, on retrouve fréquemment des critiques de la politique française dans le domaine de l'EFENSER (appliquée à l'habitat ou non, d'ailleurs) : l'Etat jouit d'une réputation négative et est perçu comme manquant de volontarisme, voire de façon cynique.

En revanche, cette méfiance se manifeste moins concernant les acteurs locaux, du fait de l'émergence d'une collaboration. La difficulté à faire évoluer la perception de l'habitat est pointée du doigt, mais de façon moins virulente. Reste que les associations se reconnaissent dépendantes des subventions, attribuées comme on l'a vu essentiellement par des structures locales. Malgré cela, elles paraissent revendiquer leur indépendance face au secteur public et leur qualité de perception des enjeux liés à l'habitat : aussi, on ne relève pas de volonté de se positionner comme un relais local de l'Etat par leur action, qu'elles envisagent davantage, en caricaturant à l'extrême, comme une diffusion de la bonne parole contre l'idéologie dominante

Les relations entre ces deux types d'acteurs sont donc variables : elles relèvent principalement d'une indifférence mutuelle entre associations et acteurs publics nationaux et semblent davantage développées avec les pouvoirs locaux. Néanmoins, volontairement ou non, on retiendra que l'action associative se positionne comme un complément des grandes politiques publiques, dans la mesure où elle parvient à toucher une population encore peu mobilisée par les acteurs publics. On peut donc voir dans ce phénomène une forme de complémentarité qui rappelle l'émergence d'une reconnaissance des associations environnementalistes et naturalistes dans le passé. Toutefois, il ne s'agit que de quelques observations et cet aspect pourrait faire l'objet d'un nouveau travail présentant davantage une portée sociologique, qui viendrait compléter les conclusions de ce mémoire et mettre en évidence si l'on observe ou non une montée en puissance de l'action associative locale.

On peut donc confirmer l'hypothèse de travail, à savoir que le travail associatif en matière d'éco-construction est comparable à celui effectué par les associations environnementalistes.

En effet, on a vu au cours du travail de terrain qu'elles s'adaptaient aux lacunes des pouvoirs publics dans l'incitation à un habitat économe en énergie et face au problème de conception de l'habitat par les particuliers : cela confirme leur capacité d'esprit critique et de discernement des enjeux.

Puis, l'analyse des différents outils d'intervention a montré la vocation ascendante du travail associatif, c'est-à-dire le parti-pris d'une action de terrain prenant quasiment la forme d'un service public, afin de diffuser des pratiques alternatives, pour un changement des moeurs qui provienne de l'échelle locale.

Enfin, cette partie a montré que ce travail de terrain s'appuie sur une mise en cohérence de l'information et présente le caractère de transcodage nécessaire à ce parti-pris pragmatique, de façon plus large encore que ne le laissait supposer le travail de terrain. Il est ainsi possible d'affirmer que les associations militant pour l'éco-construction et derrière cela pour la promotion de « bonnes pratiques » énergétiques ont atteint un stade de maturité : si ces associations pouvaient être considérées comme écologistes (suivant les caractéristiques associées à ce mouvement), ce mémoire démontre qu'elles se sont adaptées aux modes d'intervention des secteurs environnementaliste et naturaliste.

De plus, elles présentent la caractéristique de compléter l'action publique en matière d'EFENSER appliquée à l'habitat. Les résultats de l'enquête laissent d'ailleurs apparaître un début de collaboration entre secteurs associatif et public à l'échelle locale notamment, qui va dans le sens d'une certaine reconnaissance de l'action associative qui fait partie des caractéristiques d'une maturation des associations.

Ainsi, si leur impact est encore restreint au niveau de l'importance du public touché, on peut tout-de-même considérer qu'elles sont facteur de changement des pratiques.

CONCLUSION GENERALE

Il convient, afin de synthétiser l'ensemble de ce mémoire, de revenir à la problématique de départ, celui du problème environnemental global lié à la surconsommation d'énergie.

Dans un premier temps, il a été démontré que le contexte énergétique, qu'il soit international, européen ou national, ne favorise pas une diminution de la consommation et une valorisation des filières de production d'énergies propres, et ce malgré les nombreux efforts menés par le biais des grands engagements internationaux et de leur traduction en termes de politiques publiques.

En particulier, il apparaît que les mesures prises dans le cadre de ces politiques publiques visent en premier lieu les acteurs qui concentrent la consommation d'énergie, à savoir le secteur industriel et plus récemment les collectivités locales. L'étude de l'évolution de la consommation montre effectivement des progressions très importantes dans ces secteurs.

Malgré cela, la consommation des ménages reste très importante dans le bilan énergétique français, notamment dans le secteur de l'habitat. De nouveau, l'étude de l'évolution de la consommation montre que peu d'avancées ont été réalisées : les énergies renouvelables progressent peu et la consommation ne diminue pas. Or, l'opinion publique est tout-à-fait favorable à l'idée de prendre en compte la question de l'énergie dans ses choix d'habitation.

Ce décalage laisse apparaître l'enjeu de société qui émerge actuellement : élargir la lutte contre le changement climatique par une mobilisation de la population afin de faire évoluer les pratiques des particuliers dans le sens d'une baisse de la consommation d'énergie et d'un recours aux énergies renouvelables, plus précisément dans le domaine de l'habitat, secteur éminemment énergivore.

Le frein à une telle évolution semble être un manque d'information quant à ce que l'on se met actuellement à nommer « bonnes pratiques » : l'objet de ce mémoire n'est pas de critiquer l'action publique pour son manque de volonté, car on assiste à une intensification des initiatives pour sensibiliser la population : Plan Climat, semaine du développement durable, création

d'Espaces Info Energie,... Toutefois, les moyens mis en oeuvre sont modestes au regard des besoins de sensibilisation et les thèmes abordés lors des campagnes publiques sont encore restreints dans le domaine plus spécifique de l'habitat.

C'est dans l'optique de la question de l'énergie appliquée à l'habitat que ce mémoire s'intéresse à la notion d'éco-construction, c'est-à-dire la conception d'un habitat le moins consommateur d'énergie possible et fonctionnant majoritairement à partir d'énergies renouvelables. Cette démarche d'habitat sain est portée en partie par des associations, qui sont au centre de ce mémoire.

En effet, les recherches menées sur les associations de protection de l'environnement ont mis en lumière leur capacité à faire émerger de grands enjeux de société : par leur rôle de lobbying, puis de revendication auprès des pouvoirs publics pour la prise en compte des besoins locaux et enfin de soutien technique sur le terrain pour la mise en oeuvre des politiques de protection de l'environnement et par leur rôle de quasi-service public en matière de sensibilisation des particuliers.

La problématique qui est le fondement de ce mémoire est de déterminer si dans le domaine particulier que constitue l'éco-construction, les associations jouent le même rôle : les recherches sur les associations écologistes en général montrent que dans le domaine de l'énergie, les associations ont joué un rôle de militantisme. Toutefois, aucune recherche ne s'est attachée à montrer l'évolution de ce mouvement, puisqu'elles se sont centrées sur les associations de protection de l'environnement.

Ce travail vise donc à déterminer si le secteur associatif militant dans le domaine de l'énergie a évolué de façon similaire au reste des associations du milieu environnemental, à savoir vers une action ascendante visant à changer les pratiques à l'échelle la plus petite possible, soit celle des ménages et plus particulièrement de leur habitat, puisque cela constitue un enjeu majeur actuellement. L'objectif de ce mémoire est donc de déterminer si les associations dans le domaine de l'éco-construction ont atteint une sorte de phase de maturité et par là si on peut les considérer comme facteur de changement des pratiques.

Dans un premier temps, l'analyse de deux cas a permis de faire ressortir de façon pragmatique quel pouvait être le travail de ces associations et à quelles problématiques elles

devaient s'adapter au niveau des particuliers. Cette première approche volontairement concrète a montré que ces attentes étaient d'avoir une vision globale de l'éco-construction, une référence, et d'autre part un appui technique dans la mise en oeuvre d'un projet.

Pour approfondir ces pistes et offrir un aperçu plus large des associations concernées, un questionnaire a été envoyé à une centaine d'entre elles, auquel la moitié a répondu. L'analyse de ces questionnaires, en deux temps, a permis une analyse plus complète.

Tout d'abord, les moyens mis en oeuvre par ces associations ont été analysés, soit la sensibilisation, la formation, le conseil, l'expérimentation et la mise en réseau. Le choix même de ces outils a vérifié la vocation présente des associations à préférer une action de terrain sur des projets concrets pour diffuser la démarche d'éco-construction, ce qui signifie que la phase de militantisme est dépassée.

Puis, l'analyse s'est centrée sur une mise en lumière des principales formes organisationnelles des associations, dont quatre ressortent : des associations plus généralistes abordant l'éco-construction au milieu d'autres thèmes ; des associations montrant des habitations répondant aux procédés de l'éco-construction pour diffuser une image globale de la démarche ; des associations qui mobilisent leurs connaissances dans tous les domaines pour accompagner les projets des particuliers ; des associations qui tentent de développer les procédés d'éco-construction les plus accessibles techniquement et financièrement aux particuliers. L'ensemble de ces modes d'action se rejoint dans la volonté de présenter l'éco-construction comme une démarche globale et non isolée. De plus, ces activités passent par une diffusion du savoir qui correspond à un « transcodage », soit une façon d'adapter les connaissances aux besoins et aux capacités à les engranger.

Ce mémoire peut donc conclure qu'effectivement, les associations étudiées semblent bien présenter par leurs pratiques les mêmes signes d'évolution que les associations environnementalistes : un travail de mise en cohérence pour une action de terrain comme pivot pour une diffusion de pratiques alternatives.

Reste que ce mémoire s'appuie sur un corpus loin d'être exhaustif : aussi, une analyse plus longue et plus poussée serait à même de confirmer ces conclusions qui constituent une première approche du milieu. De plus, comme on l'a vu, la plupart des associations présentées

dans ce mémoire ont été créés récemment : aussi, deux pistes de recherche iraient dans le sens d'un approfondissement de ce travail : d'une part une recherche à dominante sociologique afin de déterminer si les membres de ces associations ont été emprunts des formes de militantisme des décennies précédentes et y ont participé, dans l'objectif de d'analyser le lien entre les modes d'action passés et présent ; d'autre part assurer un suivi des associations étudiées ici, qui soit plus exhaustif et plus étalé dans le temps, pour analyser leur évolution et confirmer ce phénomène de maturation des associations et surtout leur impact local voire national, notamment par une analyse plus centrée sur le rapport entre ces associations et les pouvoirs publics.

Néanmoins, ce travail bien que modeste laisse entrevoir qu'un nouveau domaine d'action est investi par les associations, et que ce processus semble amené à se développer et s'institutionnaliser. Si l'avenir ne confirme pas ces conclusions, au moins la situation présente laisse espérer que les associations qui sont au coeur de ce mémoire orientent la société vers une remise en question de ses pratiques quotidiennes.

BIBLIOGRAPHIE

- Actions associatives, solidarité et territoires, PUSE, Saint Etienne, 2001
- Cadre de vie, environnement et dynamiques associatives, actes du séminaire, sous la direction de Blais J.-P., Gillio et Ion, PUCA, Ministère de l'Equipeement, 2001
- Annuaire des 1000 associations pour l'environnement, sous la direction de M. Dejouet, collection Environnement magazine, Victoire Editions, Paris, 2001
- Annuaire national de l'habitat écologique, sous la direction de Aubert Claude, Bosse-Platière Antoine, Micmacher Claude et Saint-Jours Yvan, éditions Terre vivante, Mens, 2003, 256 p.
- Besson Jean, Une stratégie énergétique pour la France, 8 octobre 2003, www.debat-energie.gouv.fr, 83 p.
- Bilan et facture énergétique 2002 de la France, ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, 21 mars 2003, www.industrie.gouv.fr, 29 p.
- Charbon, nucléaire, pétrole, renouvelable... Quel sera notre avenir ?, in Enerpresse, n° 8442, novembre 2003
- Cochet Yves, Stratégie et moyens de développement de l'efficacité énergétique et des sources d'énergie renouvelables en France, rapport au premier ministre, janvier 2000
- DATAR, Schéma de Services Collectifs-énergie, ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, avril 2002, www.industrie.gouv.fr, 212 p.
- Ecologisme en France à l'aube du XXIe siècle : de la rupture à la banalisation ? (L'), sous la direction de Bozonnet Jean-Paul et Jakubec Joël, collection Stratégies énergétiques, biosphère et société, Georg éditeur, Genève, 2000, 254 p.
- Energie et vie quotidienne, comment consommer mieux, actes du débat, Strasbourg, 3 avril 2003, www.debat-energie.gouv.fr, 63 p.
- Energies renouvelables, alternatives ou complément ?, actes du débat, Rennes, 5 mai 2003, www.debat-energie.gouv.fr, 98 p.
- Energies renouvelables en France 1970-2000, Observatoire de l'énergie, septembre 2001, www.industrie.gouv.fr, 45 p.
- Environnement question sociale (L'). Dix ans de recherche pour le ministère de l'environnement, coordonné par Boyer Michel, Herzlich Guy et Maresca Bruno, édition Odile Jacob, Paris, 2001, 305 p.
- Flahault Erika, Composition sociale des associations du secteur environnement (La), ADEME, Université du Maine, janvier 2002, 79p.

- Investissement local dans les énergies renouvelables (L') : actes du colloque européen du 14 mars 2003, PREDAC (European Actions For Renewable Energies), CLER, Paris, 2003, 87 p.
- Lascoumes Pierre, Eco-pouvoir. Environnement et politiques (L'), collection textes à l'appui/ Ecologie et sociétés, édition La découverte, Paris, 1994, 317 p.
- Prendiville Brendan, Ecologie : la politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes(L'), L'Harmattan, Paris, 1993
- Quels nouveaux défis pour la politique énergétique ?, actes du débat, Paris, 18 mars 2003, www.debat-energie.gouv.fr, 75 p.
- Rapport annuel de l'ADEME, délégation centre, 2002, ADEME, Orléans, 2003, 30 p.
- Rapport d'activité 2002, version intégrale, ADEME, Paris, juin 2003, 146 p.
- Rapport du groupe de travail sur la rationalisation et la simplification des procédures applicables aux producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables, ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, 3 avril 2002, www.industrie.gouv.fr, 40 p.
- Réchauffement climatique : sueurs froides pour la planète, in Environnement magazine, hors série, octobre - novembre 2003
- Vers une politique énergétique durable, actes du débat, Paris, 24 mai 2003, www.debat-energie.gouv.fr, 41 p.

ANNEXES

om de l'association :

QUESTIONNAIRE

1) Date de création de l'association :

2) Nombre de membres lors de la création de l'association... :

... Et nombre de membres actuellement :

3) Quelle(s) personne(s) ou organisme(s) est / sont à l'origine de la création de l'association ?

.....

.....

.....

.....

4) L'association dispose-t-elle de ses propres locaux?

Oui Non

5) L'association a-t-elle des salariés ?

Oui Non

6) Si oui, combien ?

7) L'association est-elle agréée ?

Oui Non

8) L'association est-elle reconnue d'utilité publique ?

Oui Non

9) Quelles sont les sources de financement de l'association ?

- ☐ Cotisation des membres
- ☐ Subventions
- ☐ Activités rétribuées (études, animations...)

10) Quel est le secteur d'intervention de l'association ?

- ☐ Communal
- ☐ Départemental
- ☐ Régional
- ☐ National

11) L'association fait-elle partie d'une fédération ou d'un collectif d'associations ?

Oui

Non

12) Si oui, le(s)quel(s) ?

.....

.....

.....

.....

13) Menez-vous des actions de sensibilisation ? (Si non, passer à la question 21)

Oui

Non

14) Si oui, par quel biais ?

- ☐ Plaquettes / Dépliants
- ☐ Journal / revue
- ☐ Expositions
- ☐ Conférences
- ☐ Animations
- ☐ Autres :

.....

.....

.....

.....

15) Sur quel(s) sujet(s) ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

16) Cette sensibilisation est-elle liée à la promotion d'une ressource ou d'un savoir-faire local(e) ?

Oui

Non

17) Si oui, laquelle/lequel ? (Technique de construction propre à une zone géographique, ressource naturelle particulièrement importante dans la région...)

.....

.....

.....

.....

18) Si vous faites des animations, vers quel(s) public(s)

☐ Enfants

☐ Grand public..... Néophytes ☐

Personnes déjà intéressées ☐

☐ Professionnels : autour de quel(s) corps de métier ?

.....

.....

.....

.....

19) Faites-vous des animations à la demande ?

Oui

Non

20) Si oui pour quelle(s) structure(s) ?

.....

.....

.....

.....

.....

21) Dispensez-vous des formations ? (Si non, passer à la question 28)

Oui

Non

22) Si oui, sur quel(s) thème(s) ? (Ou intitulés)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

23) Les formations sont-elles liées à l'exploitation d'une ressource ou d'un savoir-faire local(e) ?

Oui

Non

24) Si oui, laquelle/lequel ? (Technique de construction propre à une zone géographique, ressource naturelle particulièrement importante dans la région...)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

25) A quel public se destinent ces formations ?

- ☐ Particuliers
- ☐ Professionnels : autour de quel corps de métier ?

.....

.....

.....

26) Dispensez-vous des formations à la demande d'une structure ?

Oui

Non

27) Si oui, laquelle/lesquelles ?

.....

.....

.....

.....

.....

28) Travaillez-vous à l'amélioration ou à la création d'une technique ou d'un produit ? (Recherche sur des matériaux, technique/technologie de production d'énergie,...) (Si non, passer à la question 34)

Oui

Non

29) Sur quel sujet travaillez-vous ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

30) Quelle amélioration ou avancée technique visez-vous ?

.....

.....

.....

.....

.....

31) Prenez-vous en compte la question de la réduction des coûts ? (rendre un produit ou un matériau plus accessible financièrement aux clients)

Oui

Non

32) Avez-vous un site pour expérimenter le résultat de vos recherches ?

Oui

Non

33) Si oui, quel type de site ? (Chez des particuliers, site appartenant à l'association...)

.....

.....

.....

34) L'association a-t-elle une activité de conseil ? (Si non, passer à la question 38)

Oui

Non

35) Dans quel domaine ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

36) Face à quel public ?

.....

.....

.....

.....

.....

37) Dans quel type de projet ?

.....

.....

.....

.....

.....

38) Avez-vous participé à des projets en coopération avec d'autres structures, et que vous n'auriez pas pu évoquer jusque là dans le questionnaire ? (Si non, passer à la question 42)

Oui

Non

39) Avec quelle(s) structure(s) avez-vous coopéré ? (PNR, collectivité territoriale, autres associations, regroupement de professionnels...)

.....

.....

.....

.....

40) Sur quel type de projet ?

.....

.....

.....

.....

.....

41) Quel a été votre rôle ?

.....

.....

.....

.....

.....

42) Etes-vous en contact avec les pouvoirs publics locaux ou avec des structures publiques ?

Oui

Non

43) Si oui, lequel(le)s ?

.....

.....

.....

.....

.....

44) De quelle manière ?

.....

.....

.....

.....

.....

45) Orientez-vous le public vers d'autres associations ?

Oui

Non

46) Si oui, lesquelles, ou tout au moins dans quel domaine ?

.....

.....

.....

.....
.....

47) Orientez-vous le public vers des entreprises spécialisées ?

Oui Non

48) Si oui, lesquelles, ou tout au moins dans quel domaine ?

.....
.....
.....
.....
.....

49) L'association menait-elle les mêmes actions à sa création que maintenant ?

Oui Non

50) Si non, quelle était l'activité de départ de l'association ?

.....
.....
.....
.....

51) Pensez-vous élargir les activités de l'association ?

Oui Non

52) Si oui, vers quel type d'action ?

.....
.....
.....
.....
.....

53) Rencontrez-vous des obstacles dans le cadre des activités de l'association ?

Oui

Non

54) Si oui, quels types d'obstacles ? (Financiers, réglementaires, politiques...)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Si vous souhaitez ajouter des précisions sur les activités de l'association ou faire des remarques particulières sur le questionnaire ou autre chose :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Les associations de promotion de l'éco-construction : facteur de changement des pratiques énergétiques dans l'habitat ?

Florence Cau

Ce mémoire s'intéresse à la problématique de l'énergie : en effet, les recherches actuelles convergent vers la conclusion que la surconsommation d'énergies favorisant l'effet de serre a une influence croissante sur le changement climatique. A l'échelle européenne et française, des mesures visant à diminuer la consommation et à développer les énergies renouvelables ont été engagées. Toutefois, les bilans de ces mesures mettent en évidence certaines lacunes, notamment en matière d'habitat.

Ce mémoire oppose à cette surconsommation dans le secteur de l'habitat la démarche d'éco-construction, qui vise à réduire la consommation d'énergie d'une habitation et à développer l'utilisation des énergies renouvelables. Plus précisément, ce travail s'attache au secteur associatif dont l'activité consiste à faire la promotion de cette démarche.

En effet, les recherches ont mis en évidence la capacité des associations de protection de l'environnement à analyser les grands enjeux environnementaux et à intervenir pour faire évoluer les pratiques par le biais d'un travail de terrain, soit une démarche ascendante, et d'une mise en cohérence des connaissances et de ces problématiques de terrain. L'objet de ce mémoire est donc de déterminer si les associations de promotion de l'éco-construction, domaine particulier n'ayant fait l'objet d'aucune recherche, suivent le même cheminement et présentent les mêmes capacités et la même ligne d'action que les associations de défense des milieux naturels, et par là si elles peuvent être à leur tour facteur de changement des pratiques liées à l'énergie dans l'habitat.

This study deals with ecologic building, throughout an analysis of associations' work in order to promote this. As a matter of fact, ecological associations in general present the characteristic of completing public policies. Thus, this study aims at analysing if associations in the specific matter of ecologic building present the same characteristic.

Mots clés :

Associations
Habitat
Maîtrise de l'énergie
Energies renouvelables
Démarche ascendante
Mise en cohérence
Autonomie